

3 1761 11638736 6

GOV
DOC.



Ottawa, October 26, 2012

MEMORANDUM D9-1-1

In Brief

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S POLICY ON THE CLASSIFICATION OF OBSCENE MATERIAL

1. This memorandum has been revised to reflect administrative amendments and revisions to the obscenity indicators to better reflect Canada's ever-evolving community standard of tolerance.
2. This revision supersedes and replaces Memorandum D9-1-1, *Canada Border Services Agency's Policy on the Classification of Obscene Material*, dated February 14, 2008.





Ottawa, le 26 octobre 2012

MÉMORANDUM D9-1-1

POLITIQUE DE L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA SUR LE CLASSEMENT DU MATÉRIEL OBSCÈNE

Le présent mémorandum expose et explique l'interprétation de l'alinéa *a)* du numéro tarifaire 9899.00.00 de l'Annexe du *Tarif des douanes*.

Législation

Le *Tarif des douanes* prohibe l'importation au Canada des marchandises énumérées, décrites ou mentionnées au numéro tarifaire 9899.00.00.

Le numéro tarifaire 9899.00.00 se lit comme suit, en partie :

Des livres, imprimés, dessins, peintures, gravures, photographies ou reproductions de tout genre qui :

a) sont réputés obscènes au sens du paragraphe 163(8) du *Code criminel*; ...

Le paragraphe 163(8) du *Code criminel* se lit comme suit :

Pour l'application de la présente loi, est réputée obscène toute publication dont une caractéristique dominante est l'exploitation indue des choses sexuelles, ou de choses sexuelles et de l'un ou plusieurs des sujets suivants, à savoir : le crime, l'horreur, la cruauté et la violence.

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le caractère particulier des décisions en matière d'obscénité dans le mandat de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC)

1. Au moment d'appliquer les nombreuses lois du Parlement régissant, contrôlant ou prohibant l'importation de marchandises au Canada, les fonctionnaires de l'ASFC traitent un large éventail de marchandises.
2. Une catégorie de marchandises (numéro tarifaire 9899.00.00) diffère cependant de toutes les autres; il s'agit du matériel qui est réputé obscène en vertu du paragraphe 163(8) du *Code criminel*. Le *Tarif des douanes* prohibe l'importation de ce matériel au Canada, y compris le matériel écrit, visuel et audio.
3. Contrairement aux nombreuses autres marchandises que les fonctionnaires de l'ASFC traitent de façon

régulière, les tribunaux considèrent que ce matériel est protégé par le droit à la liberté d'expression garanti par l'alinéa 2*b)* de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Les tribunaux et le rôle de l'ASFC dans la prohibition du matériel obscène

4. Les tribunaux ont jugé que, en cherchant à prohiber certains types de formes d'expression, le *Tarif des douanes* viole le droit constitutionnel à la liberté d'expression. Néanmoins, les tribunaux ont aussi conclu que la violation de l'alinéa 2*b)* de la Charte est justifiable en vertu de l'article 1 de la Charte, parce que la législation vise avant tout à éviter qu'un préjudice soit causé à la société, ce qui constitue une préoccupation suffisamment urgente et réelle pour justifier une restriction de la liberté d'expression. Par conséquent, les tribunaux ont confirmé le mandat de l'ASFC qui consiste à prohiber l'importation de matériel obscène au Canada.

5. Bien que les tribunaux aient confirmé le mandat de l'ASFC qui consiste à prohiber l'importation de matériel obscène au Canada, ils ont conclu que les dispositions législatives qui permettent aux fonctionnaires de l'ASFC de retenir et de prohiber le matériel obscène **n'autorisent pas les fonctionnaires de l'ASFC à retenir ou à prohiber du matériel qui n'est pas obscène**. Les tribunaux ont conclu que les décisions rendues par les fonctionnaires de l'ASFC visant la rétention ou la prohibition déraisonnables du matériel qui n'est pas obscène violent de façon injustifiée les droits garantis aux importateurs par la Charte.

6. Par conséquent, le traitement de matériel pouvant être obscène et le processus décisionnel visant le classement du matériel obscène sous le numéro tarifaire 9899.00.00 ont, pour l'ASFC et les importateurs, des répercussions différentes de celles qui découlent de décisions comparables concernant d'autres marchandises non visées par la Charte

Application universelle

7. Dans un jugement rendu par la Cour suprême du Canada en décembre 2000 (*Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (ministre de la Justice)*), la Cour a confirmé que la législation s'applique de façon égale au matériel hétérosexuel et au matériel homosexuel, et qu'il n'importe pas de savoir si le préjudice est causé dans le contexte de l'hétérosexualité ou de l'homosexualité. La Cour a également confirmé que la législation s'applique tant aux représentations visuelles qu'aux descriptions et qu'elle englobe le matériel écrit, tel que les livres.

Norme de service

8. Dans le jugement *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (ministre de la Justice)*, la Cour suprême du Canada a conclu que les décisions concernant le classement des marchandises retenues parce qu'elles sont soupçonnées être obscènes doivent être prises en temps opportun. En réponse à l'orientation donnée par la Cour, l'ASFC offre une norme de service de 30 jours pour la détermination et la révision. Cela signifie que, en règle générale, les marchandises qui sont soupçonnées être obscènes doivent être classées dans un délai de 30 jours suivant la date de retenue, et qu'il faut informer l'importateur de la décision sans tarder. Lorsqu'un importateur présente une demande de révision du classement en vertu de l'article 60 de la *Loi sur les douanes*, il faut aussi, en règle générale, rendre la décision dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande de l'importateur. Si la détermination ou la révision n'est pas rendue dans le délai de 30 jours, l'importation des marchandises précises devrait être permise. Il est à noter que la taille et la complexité de l'expédition peuvent influencer sur le respect de la norme de service.

Charge de la preuve

9. Les tribunaux ont jugé que le paragraphe 152(3) de la *Loi sur les douanes* ne doit pas être interprété et appliqué de manière à ce qu'un importateur ait la charge de prouver le caractère non obscène des marchandises au sens du paragraphe 163(8) du *Code criminel*. Il revient plutôt à la Couronne, en l'occurrence, l'ASFC, de prouver que le matériel est obscène.

10. Pour ce qui est du traitement des revues ou autres recueils semblables, dans lesquelles l'exploitation induite des choses sexuelles est un thème dominant, sans nécessairement être le thème dominant, les tribunaux ont conclu que la Couronne n'avait pas besoin de prouver qu'un numéro entier est obscène. La publication entière sera obscène si elle contient des passages ou des photos obscènes qui ne peuvent pas être justifiés par un autre contenu non obscène de la publication (*R. c. Penthouse International Limited et autres* et *R. c. Metro News Limited*).

Déterminer l'obscénité des marchandises

11. Les marchandises réputées obscènes au sens du *Code criminel* sont celles dont la caractéristique dominante est l'exploitation induite des choses sexuelles, ou de choses sexuelles et de l'un ou plusieurs des sujets suivants, à savoir le crime, l'horreur, la cruauté et la violence.

12. Les tribunaux ont conclu qu'une partie du matériel que l'ASFC traite est très complexe et difficile à évaluer. Puisque les tentatives de donner des exemples exhaustifs

d'obscénité ont échoué, la seule solution pratique pour les tribunaux a été d'établir une définition plus abstraite de l'obscénité, qui tient compte du contexte. Pour que du matériel soit jugé « obscène », l'exploitation des choses sexuelles doit non seulement y être une caractéristique dominante, mais elle doit aussi y être « induite ». En ce qui a trait à la détermination du caractère induit de l'exploitation des choses sexuelles, les tribunaux ont fourni des critères précis : la norme sociale de tolérance et les besoins internes ou le moyen de défense fondé sur la valeur artistique (*Butler c. Sa Majesté la Reine* et *Little Sisters Book and Art Emporium c. Canada (ministre de la Justice)*).

13. Ces critères aident à déterminer si le matériel sexuellement explicite, envisagé dans le contexte global de l'œuvre, serait toléré par l'ensemble de la société. La société dont l'ASFC doit tenir compte est l'ensemble du Canada.

14. Les fonctionnaires de l'ASFC doivent appliquer ces critères pour déterminer si oui ou non des marchandises peuvent être classées comme obscènes sous le numéro tarifaire 9899.00.00.

Le critère de la norme sociale de tolérance

15. La norme sociale de tolérance constitue le premier critère que les fonctionnaires doivent appliquer afin d'établir si l'exploitation des choses sexuelles est « induite ».

16. L'exploitation des choses sexuelles est « induite » dans presque tous les cas lorsque les parties sexuellement explicites du matériel ne satisfont pas à la « norme sociale de tolérance ».

17. Ce critère vise non pas à ce dont les Canadiens ne toléreraient pas eux-mêmes d'être exposés, mais bien à ce qu'ils ne toléreraient pas que les autres Canadiens soient exposés. **Il ne permet pas de déterminer si du matériel peut offenser certaines personnes du point de vue moral, mais plutôt si, dans l'opinion publique, le matériel est perçu comme préjudiciable pour la société.**

18. Selon les tribunaux, le matériel ne satisfera pas, en règle générale, au critère de la norme sociale de tolérance si la représentation des choses sexuelles est accompagnée de violence ou qu'elle constitue un traitement dégradant ou déshumanisant et que le risque de préjudice est considérable.

19. Le matériel mentionné au paragraphe 18 ne satisferait pas, en règle générale, au critère de la norme sociale de tolérance, non pas parce qu'il offense du point de vue moral, mais parce que la représentation d'un tel comportement cause un préjudice assez important à la société.

20. Dans ce contexte, un préjudice signifie que le matériel prédispose une personne à agir de façon antisociale, c'est-à-dire d'une manière que la société reconnaît comme incompatible avec son bon fonctionnement.

21. Plus forte sera la conclusion à l'existence d'un préjudice, moins grandes seront les chances de tolérance.

22. Les choses sexuelles explicites qui ne comportent pas de violence sont généralement tolérées dans la société canadienne et ne constituent pas une « exploitation indue des choses sexuelles », sauf si leur production comprend la participation d'enfants.

23. Les choses sexuelles explicites qui sont dégradantes ou déshumanisantes, mais qui ne comportent pas un risque de préjudice considérable, ne constituent pas une « exploitation indue des choses sexuelles ».

Nota : Chaque article doit être jugé en fonction de sa propre valeur et dans son ensemble.

Le critère des besoins internes, aussi appelé le moyen de défense fondé sur la valeur artistique

24. La dernière étape de l'analyse visant à établir si l'exploitation du sexe est « indue » concerne le critère des besoins internes ou le moyen de défense fondé sur la valeur artistique.

25. Même si le matériel va à l'encontre des normes sociales, il ne sera pas considéré comme une exploitation « indue », si la représentation de choses sexuelles est nécessaire au traitement sérieux d'un thème.

26. Il faut appliquer le critère des besoins internes seulement si une oeuvre renferme du matériel sexuellement explicite qui pourrait, dans un autre contexte, constituer une « exploitation indue des choses sexuelles ».

27. Il faut situer la représentation des choses sexuelles dans son contexte pour déterminer si l'exploitation indue des choses sexuelles est l'objet principal de l'oeuvre ou si cette représentation des choses sexuelles est essentielle à une fin artistique ou littéraire plus générale ou à une autre fin semblable.

28. En d'autres mots, le critère des besoins internes ou le moyen de défense fondé sur la valeur artistique évalue si l'exploitation des choses sexuelles joue un rôle justifiable dans l'histoire ou le thème et si, envisagée dans le contexte global de l'oeuvre, elle joue un rôle légitime dans l'oeuvre elle-même.

29. Tout doute à cet égard doit être tranché en faveur de la liberté d'expression, c'est-à-dire que, en cas de doute quant à l'obscénité véritable des marchandises, on doit accorder la mainlevée de ces marchandises.

Indices d'obscénité

30. L'ASFC a établi des indices de classement, afin d'aider les fonctionnaires de l'ASFC à identifier le matériel obscène. Ces indices sont censés refléter l'évolution de la norme sociale de tolérance à l'égard du matériel obscène. Leur rédaction est le fruit de consultations avec divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux au Canada qui participent à l'évaluation de livres, revues et films à caractère sexuel destinés aux adultes. Ces indices sont exposés en détail à l'annexe B du présent memorandum. Il est à noter que les indices pourraient changer au fur et à mesure des efforts déployés par l'ASFC pour tenir compte de la norme sociale de tolérance actuelle concernant l'obscénité.

31. Les indices d'obscénité s'appliquent de façon égale aux expéditions personnelles et commerciales, étant donné que le matériel est évalué en fonction de sa propre valeur, et non de la diffusion prévue.

32. S'il est jugé que des marchandises soupçonnées être obscènes contiennent du matériel répondant aux indices d'obscénité, ces marchandises doivent faire l'objet d'un examen approfondi afin d'établir si la représentation des choses sexuelles y est essentielle à une fin artistique ou littéraire plus générale ou à une autre fin semblable.

33. Les marchandises peuvent seulement être jugées obscènes pour les besoins du numéro tarifaire 9899.00.00 si un thème dominant du matériel est l'exploitation indue des choses sexuelles (selon la description détaillée aux pages précédentes), et que cette représentation des choses sexuelles n'est pas essentielle à une fin artistique ou littéraire plus générale ou à une autre fin semblable.

34. Les marchandises non classées comme obscènes sous le numéro tarifaire 9899.00.00 comprennent les suivantes :

- a) les marchandises qui conseillent à une personne de commettre une infraction, l'y amènent ou l'y incitent, à moins d'être obscènes;
- b) les marchandises qui communiquent, d'une façon raisonnable et non sensationnelle, des renseignements concernant un acte sexuel qui n'est pas illégitime;
- c) les aides et les jouets sexuels;
- d) les annonces qui encouragent simplement la vente de marchandises elles-mêmes interdites. Toutefois, les annonces contenant des descriptions sexuelles explicites ou des représentations visuelles explicites d'actes réputés obscènes, seront prohibées.

Nota : Pour les besoins du numéro tarifaire 9899.00.00, les marchandises qui sont produites (fabriquées, imprimées, achetées, etc.) au Canada et qui en sont par la suite exportées sont considérées comme étant une importation au moment de leur retour au Canada.

Formulaires – Renseignements généraux

35. Les copies vierges des formulaires K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire*, et K27A, *Feuille supplémentaire*, sont à la disposition de tous les représentants de l'ASFC par voie électronique, exclusivement sur le site intranet de l'ASFC sous « Formulaires et modèles ».

ANNEXE A

EXAMENS ANTICIPÉS ET DROITS DES IMPORTATEURS

EXAMENS ANTICIPÉS

1. Les personnes ou les importateurs commerciaux qui éprouvent des difficultés à déterminer si des marchandises sont conformes aux lignes directrices en matière d'obscénité peuvent, avant l'importation, présenter des échantillons à l'Unité des importations prohibées (UIP) à l'Administration centrale à des fins d'examen. Un fonctionnaire de l'Unité fournira ensuite au demandeur une opinion concernant l'admissibilité des biens au Canada. Ce service vise à encourager l'observation volontaire de la législation dans les cas où le classement du matériel précis n'est pas clair de prime abord. Les importateurs peuvent prendre les dispositions nécessaires en vue d'un examen anticipé en communiquant avec l'UIP à Ottawa, au 613-954-7049. Il est à noter que les échantillons de marchandises soumis à l'UIP en vue d'un examen anticipé **ne seront pas retournés** à l'expéditeur.

DROITS DES IMPORTATEURS

Lorsque les marchandises suspectes sont retenues – Avis

2. Les importateurs dont les marchandises sont soupçonnées être obscènes en vertu de la législation pertinente reçoivent par écrit un avis de retenue contenant les renseignements suivants : une description sommaire des marchandises retenues, le bureau d'entrée où les marchandises sont retenues, la date de la retenue, ainsi que le nom et le numéro de téléphone d'une personne-ressource. Cette information sera inscrite dans la partie supérieure du formulaire K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire*.
3. Lorsqu'un examen exhaustif des marchandises aura été effectué, généralement dans un délai de 30 jours suivant la date de la retenue, l'importateur sera avisé par écrit de la décision (c.-à-d. si les marchandises sont prohibées ou dédouanées).
4. Si les marchandises sont jugées admissibles, l'importateur recevra par écrit un avis de détermination contenant une description sommaire des marchandises et indiquant la date de la décision. Cette information sera fournie au moyen de la partie B du formulaire K27. Les marchandises seront par la suite acheminées à l'importateur, sous réserve du paiement des droits et/ou des taxes applicables.
5. Si les marchandises sont jugées obscènes et donc prohibées, l'importateur recevra par écrit un avis de détermination contenant les renseignements suivants : une description sommaire des marchandises, la date de la décision, les raisons justifiant la prohibition, ainsi qu'une liste des options à la disposition de l'importateur, y compris les instructions à suivre pour interjeter appel. Cette information sera fournie au moyen de la partie B du formulaire K27.
6. Si une expédition renferme plus d'un titre prohibé, les fonctionnaires de l'ASFC utiliseront le formulaire K27A, *Feuille supplémentaire*, pour communiquer à l'importateur les raisons précises pour lesquelles chaque titre a été prohibé. Un formulaire K27A rempli sera joint au formulaire K27 rempli.

Lorsque les marchandises sont prohibées – Droits des importateurs

7. Lorsque les marchandises sont jugées obscènes et donc prohibées, l'importateur peut se prévaloir d'une des options suivantes, tel qu'exposées au verso du formulaire K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire* :
 - a) il peut appeler de la décision en écrivant à la Direction des recours, à l'adresse qui figure sur le formulaire K27, dans un délai de 90 jours suivant la date de la décision, et en faisant mention du titre du matériel, du numéro de contrôle applicable du formulaire K27 et de tout autre renseignement pertinent;
 - b) les marchandises peuvent être exportées, sous le contrôle des douanes et aux frais de l'importateur;
 - c) les marchandises peuvent être abandonnées à la Couronne en vertu de l'article 36 de la *Loi sur les douanes*; en pareil cas, elles seront détruites conformément à l'article 142.
8. Si l'importateur n'interjette pas appel ou qu'il ne fournit pas de directives au sujet de l'exportation ou de l'abandon des marchandises dans un délai de 90 jours suivant la date de la décision, celles-ci seront considérées comme étant abandonnées et seront détruites.

ANNEXE B

INDICES D'OBSCÉNITÉ

1. Lorsqu'on traite du matériel dans lequel un thème dominant est la représentation du sexe, les indices exposés ci-dessous s'appliquent.

Nota : Pour les besoins de la détermination de l'obscénité sous le numéro tarifaire 9899.00.00, le terme « sexe » englobe les représentations visuelles et/ou les descriptions (y compris les illustrations et l'animation) de toute pénétration orale, anale ou vaginale, la masturbation et/ou l'exposition entière ou partielle des parties génitales, de la région du pubis, de la région de l'anus et/ou des seins, à des fins d'excitation sexuelle.

2. On peut juger que des marchandises contenant un ou plusieurs des indices suivants sont obscènes, et en interdire l'entrée au Canada, si on établit que la représentation du sexe n'y est pas essentielle pour un besoin artistique ou littéraire général ou un autre besoin semblable.

Représentations visuelles et/ou descriptions de ce qui suit :

a) Sexe avec dégradation ou déshumanisation, si le risque de préjudice est considérable, p. ex. :

(i) urination, défécation ou vomissement, réel ou implicite, sur une personne ou à l'intérieur d'elle, et/ou l'ingestion d'urine, de matières fécales ou de vomissement d'autrui, pour des fins d'excitation sexuelle, à l'exclusion de l'urination sur une personne ou à l'intérieur d'elle ou de l'ingestion de l'urine d'autrui s'il y a consentement;

(ii) ridicule et/ou humiliation

b) Sexe avec douleur

c) Aggression sexuelle

d) Sexe avec violence

e) Sexe associé à la suppression de la vie humaine

f) Inceste

g) Bestialité

h) Nécrophilie

Nota : Les représentations visuelles et les descriptions d'actes sexuels impliquant des enfants et/ou des adolescents (personnes de moins de 18 ans) constitueront généralement de la pornographie juvénile.

Interprétation

3. Voici l'interprétation donnée par l'ASFC à plusieurs des termes contenus dans les indices d'obscénité. Ces définitions sont censées servir uniquement à des fins de classement du matériel obscène sous le numéro tarifaire 9899.00.00. **Prière de noter que ces termes s'appliquent seulement aux situations où un contexte sexuel a été établi.**

« Aggression sexuelle » est définie comme une activité où une personne est contrainte ou amenée à participer à un acte sexuel sans son consentement. Cela comprend les situations où la personne est amenée à participer à l'acte par les moyens suivants :

- la menace de causer un préjudice corporel ou la mort, la menace pouvant être faite par l'entremise d'une arme (réelle ou imitation)
- abus d'une situation de pouvoir, de confiance ou d'autorité

Nota : Cette définition comprend aussi les situations où une personne est clairement incapable de consentir à sa participation à un acte sexuel.

« Bestialité » est définie comme un acte sexuel entre un être humain et un animal vivant, y compris les actes implicites ou réels.

« Douleur » est définie comme un malaise clair exprimé au moyen d'indices visuels, verbaux ou descriptifs. La douleur peut être suggérée lorsqu'une personne raisonnable conclurait que l'activité est douloureuse. Cela peut comprendre, sans en exclure d'autres, les situations mettant en cause les éléments suivants : coups, bâillonnement, suffocation, coupures, brûlures, marquage à chaud ou activités semblables causant des rougeurs, des contusions, des zébrures ou la rupture de l'épiderme. Pour les fins de cet indice, la représentation de la douleur doit être à des fins d'excitation sexuelle.

- « Humiliation » est définie comme une activité conçue pour abaisser l'estime de soi ou la dignité d'une personne, à des fins d'excitation sexuelle.
- « Inceste » est défini comme un acte sexuel entre parent/enfant, frère/sœur ou grand-parent/petit-enfant, qu'il s'agisse d'une famille apparentée par le sang, d'une famille adoptive ou d'une famille d'accueil.
- « Nécrophilie » est définie comme un acte sexuel entre une personne vivante et une personne morte ou un animal mort.
- « Ridicule » est défini comme une activité conçue pour bafouer, ridiculiser ou abaisser une personne, à des fins d'excitation sexuelle.
- « Sexe associé à la suppression de la vie humaine » est défini comme la représentation de l'acte de provoquer la mort d'un être humain à des fins d'excitation sexuelle. Cela ne comprendrait pas les cas où la représentation de la mort se produit par suite d'un événement fortuit, par négligence, pour des raisons de santé ou pour toute autre raison non associée à l'excitation sexuelle, même si la mort est représentée dans un contexte sexuel.
- « Violence » est définie comme des actes physiques d'agression qui semblent causer ou qui causeront probablement des blessures ou un préjudice corporel. Cela peut comprendre, sans en exclure d'autres, les situations mettant en cause des coups, des coups de pied, la torsion extrême des membres ou l'asphyxie. Pour les fins de cet indice, la représentation de la violence doit être à des fins d'excitation sexuelle.

Nota : Bien que ces indices et définitions visent à englober la plus grande partie possible du matériel obscène auquel les dispositions du numéro tarifaire 9899.00.00 pourraient s'appliquer, ils ne sont pas exhaustifs et ils pourraient changer au fur et à mesure des efforts déployés par l'ASFC pour tenir compte de l'évolution de la norme sociale de tolérance.

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION –

Unité des importations prohibées
Direction des programmes frontaliers pour les voyageurs
Direction générale des programmes

RÉFÉRENCES LÉGALES –

Charte canadienne des droits et libertés, article 1 et alinéa 2b)
Code criminel, paragraphe 163(8)
Loi sur les douanes, articles 36, 58, 60 et 142 et paragraphe 152(3)
Tarif des douanes, numéro tarifaire 9899.00.00 de l'Annexe

CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » –

D9-1-1, le 14 février 2008

DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE –

5905-7-1

AUTRES RÉFÉRENCES –

s.o.

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



Imprimé au Canada

REFERENCES

HEADQUARTERS FILE -	5905-7-1
OTHER REFERENCES -	N/A

ISSUING OFFICE -	Prohibited Importations Unit Traveller Border Programs Directorate Programs Branch
LEGISLATIVE REFERENCES -	<i>Canadian Charter of Rights and Freedoms</i> , section 1 and subsection 2(b) <i>Criminal Code</i> , subsection 163(8) <i>Customs Act</i> , sections 36, 58, 60 and 142 and subsection 152(3) <i>Customs Tariff</i> , tariff item 9899.00.00 of the Schedule
SUPERSEDED MEMORANDA "D" -	D9-1-1, February 14, 2008

Services provided by the Canada Border Services Agency
are available in both official languages.



Printed in Canada

"Taking of a human life for the purpose of sexual arousal" is defined as the portrayal of the killing of a human being with the intent to sexually arouse. This would not include instances where the portrayal of death occurs by accident, negligence, due to health reasons or for any other reason outside of sexual arousal, even if the death is portrayed in a sexual context. "Violence" is defined as physical acts of aggression, which appear to cause, or are likely to cause, bodily harm. These may include, but are not limited to, situations involving beating, kicking, extreme limb twisting or asphyxiation. For the purpose of this indicator, the portrayal of violence must be for sexual arousal.

Note: While these indicators and definitions seek to capture the vast majority of obscene material that may fall under the provisions of tariff item 9899.00.00, they are not exhaustive and they are subject to change as the CBSA strives to continually reflect the evolving community standard of tolerance.

OBSCENITY INDICATORS

1. When dealing with material where a dominant theme is the portrayal of sex, the indicators set out below apply:
Note: For the purposes of determining obscenity under tariff item 9899.00.00, the term "sex" includes depictions and/or descriptions (including illustrations and animation) of any oral, anal or vaginal penetration, masturbation and/or the full or partial exposure of genitalia, pubic regions, anal regions and/or female breasts, for the purposes of sexual arousal.
2. Goods containing one or more of the following indicators may be found to be obscene and prohibited entry into Canada, if it is established that the portrayal of sex is not essential to a wider artistic, literary or other similar purpose.
Depictions and/or descriptions of:
 - (a) Sex with degradation or dehumanisation, if the risk of harm is substantial, e.g. consensual ingestion of someone else's urine;
 - (i) actual or implied urination, defecation or vomit onto or into another person, and/or the ingestion of someone else's urine, feces or vomit, with a sexual purpose, excluding consensual urination onto or into another person or the consensual ingestion of someone else's urine;
 - (ii) ridicule and/or humiliation
 - (b) Sex with pain
 - (c) Sexual assault
 - (d) Sex with violence
 - (e) The taking of a human life for the purpose of sexual arousal
 - (f) Incest
 - (g) Bestiality
 - (h) Necrophilia

Note: Depictions and descriptions of sexual activities involving children and/or juveniles (persons under the age of 18) will generally constitute child pornography.

Interpretation

3. The following represents the CBSA's interpretation of several terms contained within its obscenity indicators. These definitions are intended solely for the purposes of classifying material as obscenity under tariff item 9899.00.00. **Please note that these terms apply only in situations where sexual context has been established.**

"Bestiality" is defined as a sexual act between a human being and a live animal, including implied or real acts.

"Humiliation" is defined as the practice of lowering an individual's self-respect or dignity for the purpose of sexual arousal.

"Incest" is defined as a sexual act between parent/child, siblings or grandparent/grandchild, whether related by blood, adoption or fostering.

"Necrophilia" is defined as a sexual act between a live person and a dead person or a dead animal.

"Pain" is defined as clear discomfort expressed through visual, verbal or descriptive cues. Pain may be inferred where a reasonable person would conclude that the activity would result in pain. This may include, but is not limited to, situations involving striking, gagging, cutting, burning, branding or similar activities resulting in areas of the body

becoming red or bruised, welts being raised or the skin being broken. For the purposes of this indicator, the portrayal of pain must be for sexual arousal.

"Ridicule" is defined as the practice of mocking, making fun of or belittling an individual for the purpose of sexual arousal.

"Sexual assault" is defined as an activity where an individual is forced or induced to participate in a sexual act without their consent. This includes situations where sexual activity is induced:

- through the threat of bodily harm or death, which may include the use of a weapon (real or imitation)
- through the abuse of a position of power, trust or authority

Note: This also includes situations where a person is clearly unable to consent to their participation in a sexual act.

ADVANCE REVIEWS AND IMPORTERS' RIGHTS

ADVANCE REVIEWS

1. Individuals or commercial importers who encounter difficulty in determining whether goods are in compliance with these obscenity guidelines may submit a sample of the goods, prior to importation, to the Prohibited Imports Unit (PIU), at Headquarters, for review. An official from the Unit will then provide an opinion regarding the admissibility of the goods into Canada. This service is designed to promote voluntary compliance with the legislation in cases where the classification of specific materials is not immediately clear. Importers can arrange for an advance review by contacting the PIU in Ottawa, at 613-954-7049. It should be noted that any sample goods submitted to the PIU for the purposes of an advance review will not be returned.

IMPORTERS' RIGHTS

When Suspected Goods are Detained – Notification

2. An importer, whose goods are suspected of being obscene according to the legislation, will be provided with a written notice of detention containing the following information: a brief description of the goods detained as suspected obscenity; the port of entry where the goods are detained; the date of detention; and a contact name and telephone number. This information will be provided in the top portion of the Form K27, *Notice of Detention/Determination*.
3. Once a full review of the goods has been conducted, generally within 30 days of the date of detention, the importer will be notified of the determination in writing (i.e. whether the goods are prohibited or released).

4. If the goods are found to be admissible, the importer will receive a written notice of determination containing a brief description of the goods and the date of determination. This information will be provided by way of Part B of the Form K27. The goods will then be released to the importer, subject to the payment of any applicable duties and/or taxes.
5. If the goods are prohibited as obscene, the importer will receive a written notice of determination containing the following information: a brief description of the goods; the date of determination; the reasons for prohibition; and a list of options available to the importer, including instructions for appeal. This information will be provided by way of Part B of the Form K27.
6. If a shipment contains more than one prohibited title, the Form K27A, *Continuation Sheet*, will be used by CBSA officials to indicate to the importer the specific reasons for which each title was prohibited. A completed Form K27A will then accompany the completed Form K27.

When Goods are Prohibited – Importers' Rights

7. When goods are deemed to be obscene, and are therefore prohibited, the importer may exercise any one of the following options, as set out on the reverse of the Form K27, *Notice of Detention/Determination*:
 - (a) the decision may be appealed by writing to the Recourse Directorate, at the address provided on the Form K27, within 90 days of the date of the determination, referring to the title of the material, the applicable Form K27 control number, and any other applicable information;
 - (b) the goods may be exported, under customs control and at the importer's expense and arrangement; or
 - (c) the goods may be abandoned to the Crown, pursuant to section 36 of the *Customs Act*, in which case the material will be destroyed, pursuant to section 142.
8. If the importer fails to appeal or to provide instructions either to export or to abandon the goods within 90 days of the date of decision, the goods will be considered forfeit and will be destroyed.

26. The need to apply the internal necessities test arises only if a work contains sexually explicit material that might, in another context, constitute the "undue exploitation of sex."

27. The portrayal of sex must be viewed in context to determine whether the exploitation of sex is the main object of the work or whether the portrayal of sex is essential to a wider artistic, literary or other similar purpose.

28. In other words, the internal necessities test, or the artistic merit defence, assesses whether the exploitation of sex has a justifiable role in advancing the plot or theme and, in considering the work as a whole, has a legitimate role in the work itself.

29. Any doubt in this regard must be resolved in favour of the freedom of expression, which, in practical terms, means that doubt as to whether or not goods constitute obscenity requires the release of those goods.

Obscenity Indicators

30. The CBSA has set out classification indicators, to help CBSA officials in the identification of obscene materials. These indicators are intended to reflect the evolving national community standard of tolerance for obscene materials. They have been drafted following consultations with various government and non-government bodies across Canada who are involved in the evaluation of adult sex books, magazines and films. These indicators are set out in detail in Appendix B to this memorandum. It should be noted that the indicators are subject to change, as the CBSA strives to ensure that they continually reflect the current community standard of tolerance, as it relates to obscenity. 31. The obscenity indicators apply equally to personal and commercial shipments, as the material is evaluated on its own merit and not its intended distribution. 32. If suspect goods are found to contain material falling under the obscenity indicators, they then must be further examined to determine if the portrayal of sex is essential to a wider artistic, literary or other similar purpose.

33. Goods may only be deemed to be obscene for the purposes of tariff item 9899.00.00 if a dominant theme of the material is the undue exploitation of sex (as described in detail above), and where the portrayal of sex is not essential to a wider artistic, literary or other similar purpose. 34. Goods not classified as obscenity under tariff item 9899.00.00 include the following:

- (a) goods which counsel, procure or incite persons to commit criminal offenses, unless they are determined to be obscene;
- (b) goods which communicate in a rational and unsensational manner information about a sexual activity that is not unlawful;
- (c) sex aids and toys; and
- (d) advertisements that simply promote the sale of goods which may themselves be prohibited. However, advertisements containing explicit descriptions or depictions of acts considered obscene will be prohibited.

Note: For the purposes of tariff item 9899.00.00, goods that are made (manufactured, printed, purchased, etc.) in Canada and subsequently exported are considered to constitute an importation on their return to Canada.

Forms – General Information

35. Blank copies of Forms K27, *Notice of Detention/Determination*, and K27A, *Continuation Sheet* are available to all CBSA officials electronically, exclusively through the CBSA's intranet under "Forms and Templates."

classified within 30 days of the date of detention, and that the importer must be promptly notified of the decision. Where an importer makes a request for a re-determination of the classification pursuant to Section 60 of the *Customs Act*, the decision must also be made within 30 days of the receipt of the importer's request. If a determination or re-determination is not rendered within the 30-day period, those specific goods should be allowed importation. It should be noted that the size and complexity of the shipment might have an impact on meeting the service standard.

Burden of Proof

9. The courts have ruled that subsection 152(3) of the *Customs Act* is not to be construed and applied so as to place the onus on an importer to establish that goods are not obscene within the meaning of subsection 163(8) of the *Criminal Code*. The burden of proving obscenity rests on the Crown, in this case the CBSA, who is alleging it.

10. When dealing with magazines, or other such compilations, where the undue exploitation of sex is a dominant characteristic, but not necessarily the dominant characteristic, the courts have said that the Crown does not need to prove that an entire issue is obscene. The entire publication will be obscene if it contains obscene passages or pictures that cannot be redeemed by other non-obscene content contained therein (*R. v. Penthouse International Limited et al.* and *R. v. Metro News Limited*).

Determining Whether Goods are Obscene

11. Goods are deemed to be obscene under the *Criminal Code* if the materials exhibit, as a dominant characteristic, the undue exploitation of sex, or of sex and any one or more of the following subjects, namely, crime, horror, cruelty, and violence.

12. The courts have found that some of the material that the CBSA deals with is quite complex and difficult to evaluate. Since attempts to provide exhaustive instances of obscenity have failed, the only practical alternative for the courts was to strive towards a more abstract definition of obscenity that is contextually sensitive. In order for material to qualify as "obscene," the exploitation of sex must not only be a dominant characteristic, but such exploitation must be "undue." In determining whether the exploitation of sex will be considered to be "undue," the courts have provided specific tests: the community standard of tolerance test and the internal necessities test or artistic merit defence (*Bulter v. Her Majesty the Queen and Little Sisters Book and Art Emporium v. Canada (Minister of Justice)*).

13. These tests help to determine whether sexually explicit material, when viewed in the context of the entire work, would be tolerated by the community as a whole. For the purposes of the CBSA, the community to be considered is the whole of Canada.

14. CBSA officials are required to apply these tests in order to determine whether or not goods may be classified as obscenity under tariff item 9899.00.00.

The Community Standard of Tolerance Test

15. The community standard of tolerance test is the first test that officials need to apply in determining whether the exploitation of sex is "undue."

16. The exploitation of sex will almost always be "undue" when the sexually explicit sections of the material fail the "community standard of tolerance test."

17. This test is concerned not with what Canadians would not tolerate being exposed to themselves, but with what they would not tolerate other Canadians being exposed to. This is not a test of whether given material may be morally offensive to some people, but rather whether public opinion would perceive the material to be harmful to society.

18. According to the courts, material will generally fail the community standard of tolerance test if it portrays sex with violence, or if it portrays sex that is degrading or dehumanising and the risk of harm is substantial.

19. The material referred to in paragraph 18 would generally fail the community standard of tolerance test, not because it offends against morals, but because there is an appreciable risk of harm to society in the portrayal of such behaviour.

20. Harm in this context means that the material predisposes persons to act in an anti-social manner; in other words, in a manner which society recognizes as incompatible with its proper functioning.

21. The stronger the inference of harm, the lesser the likelihood of tolerance.

22. Explicit sex that is not violent is generally tolerated in Canadian society and will not qualify as the "undue exploitation of sex," unless it employs children in its production.

23. Explicit sex that is either degrading or dehumanising but which does not have a substantial risk of harm does not qualify as the "undue exploitation of sex."

Note: Each item must be judged on its own merit and in its entirety.

The Internal Necessities Test, Also Known as the Artistic Merit Defence

24. The last step in the analysis of whether the exploitation of sex is "undue" is the internal necessities test, or the artistic merit defence.

25. Material that, by itself, offends the community standard of tolerance will not be considered "undue" if the portrayal of sex is required for the serious treatment of a theme.



Ottawa, October 26, 2012

MEMORANDUM D9-1-1

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S POLICY ON THE CLASSIFICATION OF OBSCENE MATERIAL

This memorandum outlines and explains the interpretation of tariff item 9899.00.00, paragraph (a), of the Schedule to the *Customs Tariff*.

Legislation

The *Customs Tariff* provides that the importation into Canada of any goods enumerated, described or referred to in tariff item 9899.00.00 is prohibited.

Tariff item 9899.00.00 reads, in part:

Books, printed paper, drawings, paintings, prints, photographs or representations of any kind that

(a) are deemed to be obscene under subsection 163(8) of the *Criminal Code*; . . .

Subsection 163(8) of the *Criminal Code* reads:

For the purposes of this Act, any publication a dominant characteristic of which is the undue

exploitation of sex, or of sex and any one or more of the following subjects, namely, crime, horror, cruelty and violence, shall be deemed to be obscene.

GUIDELINES AND

GENERAL INFORMATION

The Uniqueness of Obscenity Decisions in the Canada Border Services Agency's (CBSA) Mandate

1. In the course of administering the many laws of Parliament that regulate, control or prohibit the importation of goods into Canada, CBSA officials deal with a wide range of goods.

2. One category of goods (tariff item 9899.00.00) differs from all others however, and involves material that is suspected of constituting obscenity under subsection 163(8) of the *Criminal Code*. The *Customs Tariff* prohibits the importation of such material into Canada, including written, visual and audio materials.

3. Unlike many other goods with which CBSA officials routinely deal, such expressive materials have been found by the courts to be protected by the freedom of expression guarantee set out in subsection 2(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

Universality of Application

7. In a decision rendered by the Supreme Court of Canada in December 2000 (*Little Sisters Book and Art Emporium v. Canada (Minister of Justice)*), the Court affirmed that the legislation applies equally to heterosexual and homosexual material, and is indifferent to whether harm arises in the context of heterosexuality or homosexuality. The Court also affirmed that the legislation applies to both depictions and descriptions and includes written material such as books.

8. In *Little Sisters Book and Art Emporium v. Canada (Minister of Justice)*, the Supreme Court of Canada directed that decisions concerning the classification of goods detained as suspected obscene must be made in a timely manner. In response to the guidance given by the Court, the CBSA provides a 30-day service standard at both the determination and re-determination levels. This means that in general, goods suspected of being obscene must be

The Courts and the CBSA's Role in Prohibiting Obscenity

4. The courts have found that, by seeking to prohibit certain types of expressive material, the *Customs Tariff* infringes upon the constitutional right to freedom of expression. However, the courts also found that the infringement of subsection 2(b) of the Charter is justifiable under section 1, because the overriding objective of the legislation is the avoidance of harm to society and that is a sufficiently substantial concern to warrant a restriction on freedom of expression. As a result, the courts affirmed the CBSA's mandate to prevent obscene material from being imported into Canada.

5. Although the courts upheld the CBSA's mandate to prohibit the importation into Canada of obscene material, they found that the legislative provisions that allow CBSA officials to detain and/or prohibit obscene material do not allow CBSA officials to unreasonably detain and prohibit material that is not obscene. The courts have ruled that decisions by CBSA officials to unreasonably detain or prohibit material that is not obscene unjustifiably infringe upon importers' rights under the Charter.

6. Therefore, the handling of potentially obscene material and the decision-making process for classifying material as obscene under tariff item 9899.00.00 have different repercussions for the CBSA and for importers than do comparable decisions made in relation to other goods that do not involve Charter issues.



1. This memorandum has been revised to reflect administrative amendments and revisions to the obscenity indicators to better reflect Canada's ever-evolving community standard of tolerance.
2. This revision supersedes and replaces Memorandum D9-1-1, *Canada Border Services Agency's Policy on the Classification of Obscene Material*, dated February 14, 2008.

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S POLICY ON THE CLASSIFICATION OF OBSCENE MATERIAL

In Brief

MEMORANDUM D9-1-1

Ottawa, October 26, 2012





Ottawa, June 1, 1986

Ottawa, le 1^{er} juin 1986

SUBJECT

OBJET

COPYRIGHTED BOOKS

LIVRES PROTÉGÉS PAR UN DROIT D'AUTEUR

This Memorandum outlines and explains the provisions of tariff code 9959 of Schedule VII to the *Customs Tariff* which prohibits the importation into Canada of certain copyrighted works.

Le présent mémorandum souligne et explique les dispositions du code tarifaire 9959 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* en vertu duquel l'importation de certains livres protégés par un droit d'auteur est interdite au Canada.

Legislation

Législation

1. Code 9959 of Schedule VII reads:

"Reprints of Canadian copyrighted works, and reprints of British copyrighted works which have been copyrighted in Canada."

1. Le libellé du code 9959 de l'annexe VII se lit comme suit:

«Éditions contrefaites d'ouvrages canadiens protégés par un droit d'auteur et d'ouvrages protégés par un droit d'auteur en Angleterre et qui le sont aussi au Canada.»

2. Section 27 of the *Copyright Act* provides that,

"Copies made out of Canada of any work in which copyright subsists that if made in Canada would infringe copyright and as to which the owner of the copyright gives notice in writing to the Department of National Revenue that he is desirous that such copies should not be so imported into Canada, shall not be so imported, and shall be deemed to be included in Schedule VII to the *Customs Tariff* and that Schedule applies accordingly."

2. L'article 27 de la *Loi sur le droit d'auteur* stipule que,

«Les exemplaires, fabriqués hors du Canada, de toute oeuvre sur laquelle un droit d'auteur subsiste, qui, s'ils étaient fabriqués au Canada, constitueraient des contre-façons, et au sujet desquels le titulaire du droit d'auteur a notifié par écrit au ministère du Revenu national son désir d'interdire l'importation au Canada, ne doivent pas être ainsi importés, et sont considérés comme insérés à l'annexe VII du *Tarif des douanes*, et cette liste s'applique en conséquence.»

3. Section 28 of the *Copyright Act* provides, in part, that,

"Where the owner of the copyright has by licence or otherwise granted the right to reproduce any book in Canada, or where a licence to reproduce such book has been granted under this Act, it shall not be lawful to import into Canada copies of such book, and such copies shall be deemed to be included in Schedule VII to the *Customs Tariff*"

3. L'article 28 de la *Loi sur le droit d'auteur* stipule notamment que,

«Lorsque le titulaire du droit d'auteur a, par licence ou autrement, accordé le droit de reproduire un livre au Canada, ou lorsqu'une licence autorisant la reproduction de ce livre a été accordée en vertu de la présente loi, il n'est pas permis d'importer au Canada des exemplaires de ce livre, et ces exemplaires sont censés être compris dans l'annexe VII du *Tarif des douanes*»

**GUIDELINES AND
GENERAL INFORMATION**

1. By authority of section 28 of the *Copyright Act*, the titles in Appendix A to this Memorandum are prohibited importation into Canada.

**LIGNES DIRECTRICES ET
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. En vertu de l'autorité conférée par les dispositions de l'article 28 de la *Loi sur le droit d'auteur*, il est interdit d'importer au Canada les ouvrages dont les titres figurent à l'annexe A de ce mémorandum.

2. By authority of sections 27 and 28 of the *Copyright Act*, copies of titles contained in Appendix B to this Memorandum are prohibited importation into Canada. This appendix will be updated as required.

3. Exemption from prohibition of titles listed under paragraph 2 is provided for under section 28(3) of the *Copyright Act* which states that notwithstanding anything in the Act, it shall be lawful for any person

(a) to import for his own use not more than two copies of any work published in any country adhering to the (Berne) Convention;

(b) to import for use by any department of the Government of Canada or any province, copies of any work, wherever published;

(c) at any time before a work is printed or made in Canada to import any copies required for the use of any public library or institution of learning;

(d) to import any book lawfully printed in Great Britain or in a foreign country that has adhered to the Convention and the Additional Protocol thereto set out in Schedule II and published for circulation among, and sale to the public within either; but any officer of Customs, may in his discretion, require any person seeking to import any work under this section to produce satisfactory evidence of the facts necessary to establish his right so to import.

Penalty Information

4. Section 114 of the *Customs Tariff* states that the importation into Canada of any goods enumerated, described or referred to in Schedule VII are prohibited.

5. The attention of importers/owners is directed to sections 36, 99, 101, 102 and 142 of the *Customs Act* respecting abandonment, detention and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 114 of the *Customs Tariff*.

2. En vertu de l'autorité conférée par les dispositions des articles 27 et 28 de la *Loi sur le droit d'auteur*, il est interdit d'importer au Canada des exemplaires des ouvrages dont les titres figurent à l'annexe B du présent mémorandum. Ledit annexe sera mis à jour selon les besoins.

3. Les dispositions de l'article 28(3) de la *Loi sur le droit d'auteur* prévoient des exceptions à l'interdiction d'importer les ouvrages mentionnés au paragraphe 2; ledit article stipule en effet que nonobstant les dispositions de la loi, il est loisible à toute personne

a) d'importer pour son propre usage deux exemplaires au plus d'un ouvrage publié dans un pays adhérant à la Convention (de Berne);

b) d'importer, pour l'usage d'un département du gouvernement du Canada ou pour l'une des provinces du Canada, des exemplaires d'un ouvrage, quel que soit le lieu de publication;

c) en tout temps avant l'impression ou la confection d'un ouvrage au Canada, d'importer les exemplaires requis pour l'usage d'une bibliothèque publique ou d'une institution d'enseignement;

d) d'importer tout livre légalement imprimé en Grande-Bretagne ou dans un pays étranger qui a adhéré à la Convention et à son Protocole additionnel reproduits dans l'annexe II, et publié en vue d'y être mis en circulation et vendu au public; mais un fonctionnaire de la douane peut, à sa discrétion, exiger de toute personne qui cherche à importer un ouvrage sous l'autorité du présent article de lui fournir la preuve satisfaisante des faits à l'appui de son droit de faire cette importation.

Renseignements sur les pénalités

4. L'article 114 du *Tarif des douanes* stipule que l'importation au Canada de n'importe quelles marchandises détaillées, dépeintes ou mentionnées à l'annexe VII est interdite.

5. L'attention des importateurs/propriétaires est orientée vers les articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes* relative à l'abandon, à la détention et à l'exportation des marchandises qui sont interdites en vertu des dispositions de l'article 114 du *Tarif des douanes*.

APPENDIX A

ANNEXE A

APPENDIX A

ANNEXE A

Title Titre	Author Auteur	Printed in Canada under the authority of Imprimé au Canada avec l'autorisation de
Agaguk	Thériault, Yves	L'Institut Littéraire du Québec Ltée Québec (P.Q.)
Dictionnaire des débutants Larousse	Michel de Toro	Les Éditions E.C.E.D. Ltée Montréal (P.Q.)
Dictionnaire Moderne Français-Anglais, Anglais-Français Larousse	Gillon, E. Hollier-Larousse, J.-P. Moreau, C. et Moreau, J.-L.	Les Éditions E.C.E.D. Ltée Montréal (P.Q.)
Nouveau Larousse Élémentaire	Gillon, E. Hollier-Larousse, J. Moreau, C. Moreau, J.-L. Ibos-Augé, J.	Les Éditions E.C.E.D. Ltée Montréal (P.Q.)
Nouveau Petit Larousse	Gillon, E. Hollier-Larousse, J. Moreau, C. Moreau, J.L. Ibos-Augé, J.	Les Éditions E.C.E.D. Ltée Montréal (P.Q.)
Méthode de Composition Française IV Le Plan	Geslin, Lucien	Le Centre Éducatif et Culturel Inc. Montréal (P.Q.)
Petit Larousse (autrefois «Nouveau Petit Larousse illustré»)	Gillon, E. Hollier-Larousse, J.-P. Moreau, C. et Moreau, J.-L.	La Librairie Larousse (Canada) Ltée Montréal (P.Q.)
Dictionnaire du français contemporain	Gillon, E. Hollier-Larousse, J. Moreau, C. Moreau, J.L. Ibos-Augé, J.	Les Éditions E.C.E.D. Ltée Montréal (P.Q.)
I Physique	Physical Science Study Committee (P.S.S.C.)	Librairie Hachette (Canada) Ltée Montréal (P.Q.)
II Physique	Physical Science Study Committee (P.S.S.C.)	Librairie Hachette (Canada) Ltée Montréal (P.Q.)
III Physique	Physical Science Study Committee (P.S.S.C.)	Librairie Hachette (Canada) Ltée Montréal (P.Q.)
IV Physique	Physical Science Study Committee (P.S.S.C.)	Librairie Hachette (Canada) Ltée Montréal (P.Q.)
Guide des Travaux Pratiques de Physique	Physical Science Study Committee (P.S.S.C.)	Librairie Hachette (Canada) Ltée Montréal (P.Q.)

APPENDIX B

ANNEXE B

LIST OF COPYRIGHTED TITLES
LISTE DES TITRES DES OUVRAGES PROTÉGÉS PAR UN DROIT D'AUTEUR

Author Auteur	Title Titre
Atwood, Margaret	<i>The Edible Woman</i> <i>Surfacing</i>
Barfoot, Joan	<i>Dancing in the Dark</i>
Batten, Jack	<i>The Complete Jogger</i>
Baxter, Angus	<i>In Search of your British and Irish Roots</i>
Bell, Michael	<i>Painters in a New Land</i>
Beresford-Howe, Constance	<i>The Book of Eve</i>
Berton, Pierre	<i>The Dionne Years</i> <i>Drifting Home</i> <i>The Invasion of Canada</i> <i>Klondike</i> <i>Flames Across the Border</i>
Bliss, Michael	<i>The Discovery of Insulin</i>
Breckenridge, Muriel	<i>Lap Quilting</i>
Burnford, Sheila	<i>Bel Ria</i>
Callaghan, Morley	<i>A Fine and Private Place</i>
Clark, D.M.	<i>The Sunshine Man</i>
Cobb, Jocelyn	<i>Belmullet</i>
Cohen, Matt	<i>The Colours of War</i>
Davies, Robertson	<i>World of Wonders</i>
Dawson, Mary M.	<i>A Complete Guide to Crochet Stitches</i>
Dennys, Rodney	<i>The Heraldic Imagination</i>
Dickson, Lovat	<i>Wilderness Man</i>
Dunkling, Leslie Alan	<i>First Names First</i>
Eber, Dorothy Harley	<i>Genius at Work-Images of Alexander Graham Bell</i>
Evans, George H.	<i>Through the Corridors of Hell</i>
Fiedler, Leslie	<i>The Inadvertent Epic</i>
Findley, Timothy	<i>The Wars</i> <i>Not Wanted On The Voyage</i>
Foster, Dorothy	<i>In Praise of Cats</i>
Foster, Jack and Janet	<i>To the Wild Country</i>
Fox, Brooks and Tyrwhitt	<i>The Mill</i>
Fry, Alan	<i>Survival in the Wilderness</i>
Gane, Margaret Drury	<i>Parade on an Empty Street</i>
Gedge, Pauline	<i>Stargate</i>
Gibson, Graeme	<i>Perpetual Motion</i>
Godfrey, David & Chang, Ernest	<i>The Telidon Book</i>
Godfrey, David & Sterling, Sharon	<i>The Elements of CAL</i>
Govier, Katherine	<i>Going Through the Motions</i>

APPENDIX B — con.

ANNEXE B — con.

Author Auteur	Title Titre
Gretzky, Walter & Taylor, Jim Gryski, Camilla	<i>Gretzky</i> <i>Cat's Cradle, Owl's Eyes: A Book of String Games</i> <i>Many Stars And More String Games</i>
Haig Brown, Roderick	<i>Fisherman's Spring</i> <i>Fisherman's Summer</i> <i>Fisherman's Fall</i> <i>Fisherman's Winter</i>
Hébert, Anne Henley, Gail Hocking, Anthony	<i>Children of the Black Sabbath</i> <i>Where the Cherries End Up</i> <i>Canada Series: Ontario</i> <i>Québec</i> <i>Canada</i> <i>British Columbia</i> <i>Nova Scotia</i> <i>New Brunswick</i> <i>Manitoba</i> <i>Saskatchewan</i> <i>Newfoundland</i> <i>Alberta</i> <i>Prince Edward Island</i> <i>The Yukon and the Northwest Territories</i>
Hospital, Jannette Turner	<i>The Ivory Swing</i>
Jonas, G. and Amiel, B.	<i>By Persons Unknown</i>
Kalman, H. and De Visser, J. Karstad, Aleta	<i>Pioneer Churches</i> <i>Canadian Nature Notebook</i> <i>(U.S. Title: Wild Habitats)</i>
Klinck, Carl F.	<i>Robert Service: A Biography</i>
Laverty, Frank T. Ledson, Sidney Lee, Dennis	<i>The O.K. Way to Slim</i> <i>Teach Your Child to Read in 60 Days</i> <i>Alligator Pie</i>
MacDonald, Dr. John A.	<i>Undergoing Surgery</i> <i>When Cancer Strikes</i>
MacLennan, Hugh MacNeill, Norma & Noyes, Joan E. Marty, Sid Moore, Brian Mowat, Farley	<i>The Colour of Canada</i> <i>Your Child Can Win</i> <i>Men for the Mountains</i> <i>The Doctor's Wife</i> <i>Canada North Now: The Great Betrayal</i> <i>The Grey Seas Under</i> <i>Lost in the Barrens</i> <i>Never Cry Wolf</i> <i>People of the Deer</i> <i>The Polar Passion</i> <i>The Serpent's Coil</i> <i>Sibir</i> <i>Snow Walker</i>
Mowat, F. and Blackwood, D. Munro, Alice Myers, Martin	<i>Wake of the Great Sealers</i> <i>The Moons of Jupiter</i> <i>Izzy Manheim's Reunion</i>

APPENDIX B — con.

ANNEXE B — con.

Author Auteur	Title Titre
Newman, Peter C.	<i>Bronfman Dynasty</i> (U.S. Title: <i>King of the Castle</i>)
Nichols, Ruth	<i>The Aquisitors</i> <i>The Marrow of the World</i>
Richler, Mordecai	<i>Joshua Then and Now</i>
Savage, Arthur & Candace	<i>Wild Mammals of Western Canada</i> (U.S. Title: <i>Wild Mammals of Northwest America</i>)
Smucker, Barbara	<i>Underground to Canada</i> (U.S. Title: <i>Runaway to Freedom, A Story of The Underground Railway</i>)
Sveinson, Kelly M.	<i>Learning to Live with Cancer</i>
Templeton, Charles	<i>Act of God</i>
Tennant, Veronica	<i>On Stage, Please</i>
Troyer, Warner	<i>Divorced Kids</i>
Van Herk, Aretha	<i>Judith</i>
Watkins, T.H. and Woodall, R.	<i>Taken by the Wind</i>
Waxman, Stephanie	<i>What is a Girl? What is a Boy?</i>
Whitney, Dudley	<i>The Lighthouse</i>

REFERENCES

RÉFÉRENCES

EFFECTIVE DATE — January 1, 1955
ISSUING OFFICE — Tariff Programs
LEGISLATIVE REFERENCES — <i>Customs Tariff</i> , section 114 and Schedule VII, tariff code 9959 <i>Customs Act</i> , sections 36, 99, 101, 102 and 142
HEADQUARTERS FILE — Tariff Code 9959
SUPERSEDED MEMORANDA "D"— D9-1-2, July 1, 1982
OTHER REFERENCES — <i>Copyright Act</i>

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR — le 1 ^{er} janvier 1955
BUREAU DE DIFFUSION — Programmes tarifaires
RÉFÉRENCES LÉGALES — <i>Tarif des douanes</i> , article 114 et l'annexe VII, code tarifaire 9959 <i>Loi sur les douanes</i> , articles 36, 99, 101, 102 et 142
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE — Code tarifaire 9959
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» — D9-1-2, 1 juillet 1982
AUTRES RÉFÉRENCES — <i>Loi sur le droit d'auteur</i>

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT DISPONIBLES DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE, CUSTOMS AND EXCISE.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL, DOUANES ET ACCISE.



Ottawa, November 18, 2011

MEMORANDUM D9-1-3

In Brief

COIN, BASE OR COUNTERFEIT

The following changes have been made to accurately reflect the Canada Border Services Agency (CBSA) role in administering the provisions of the *Customs Tariff* and the *Customs Act*:

- (a) New terminology is used to reflect changes in organizational structure of the CBSA.
- (b) A legislative reference section has been updated to show the relevant sections of the *Customs Tariff* and the *Customs Act*.





Ottawa, November 18, 2011

MEMORANDUM D9-1-3

COIN, BASE OR COUNTERFEIT

This memorandum outlines and explains the part of the provisions of tariff item No. 9897.00.00 set out in the Schedule to the *Customs Tariff*, which prohibits the importation into Canada of base or counterfeit coins. This departmental memorandum does not include policy or customs procedures related to the importation of paper money or paper bank notes.

Legislation

Customs Tariff

Tariff item No. 9897.00.00 reads, in part: "Base or counterfeit coins"

Section 136. (1) The importation of goods of tariff item Nos. 9897.00.00, 9898.00.00 or 9899.00.00 is prohibited.

(2) Subsection 10 (1) does not apply in respect of goods referred to in subsection (1).

Customs Act

Detention of controlled goods

101. Goods that have been imported or are about to be exported may be detained by an officer until he is satisfied that the goods have been dealt with in accordance with this Act, and any other Act of Parliament that prohibits, controls or regulates the importation or exportation of goods, and any regulations made thereunder.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

Definitions

1. For the purposes of this departmental memorandum, base or counterfeit coins are those that fall within the definition of "counterfeit money" found in section 448 of the Criminal Code:

(a) a false coin or false paper money that resembles or is apparently intended to resemble or pass for a current coin or current paper money,

(b) a forged bank-note or forged blank bank-note, whether complete or incomplete,

(c) a genuine coin or genuine paper money that is prepared or altered to resemble or pass for a current coin or current paper money of a higher denomination,

(d) a current coin from which the milling is removed by filing or cutting the edges and on which new milling is made to restore its appearance,

(e) a coin cased with gold, silver or nickel, as the case may be, that is intended to resemble or pass for a current gold, silver or nickel coin, and

(f) a coin or a piece of metal or mixed metals that is washed or coloured by any means with a wash or material capable of producing the appearance of gold, silver or nickel and that is intended to resemble or pass for a current gold, silver or nickel coin;

2. Importations of coins suspected of being prohibited under tariff item No. 9897.00.00 will be detained. Canada Border Services Agency (CBSA) will notify the appropriate regional investigations division and provide a full report together with a sample of the goods.

3. The attention of importers/owners is drawn to sections 36, 99, 101, 102, and 142 of the *Customs Act*, respecting abandonment, detention, and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 136 of the *Customs Tariff*.

4. For more information, within Canada call the Border Information Service at **1-800-461-9999**. From outside Canada call 204-983-3500 or 506-636-5064. Long distance charges will apply. Agents are available Monday to Friday (08:00 – 16:00 local time/except holidays). TTY is also available within Canada: **1-866-335-3237**.

REFERENCES

ISSUING OFFICE – Commercial Border Programs Division Other Government Department Programs Unit	HEADQUARTERS FILE – HS 9897.00
LEGISLATIVE REFERENCES – <i>Customs Tariff</i> , section 136 and tariff item No. 9897.00.00 <i>Customs Act</i> , section 101	OTHER REFERENCES – N/A
SUPERSEDED MEMORANDA “D” – D9-1-3 dated February 11, 1998	

Services provided by the Canada Border Services Agency
are available in both official languages.



Printed in Canada

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION -		Division des programmes frontaliers du secteur commercial Unité des programmes des autres ministères
RÉFÉRENCES LÉGALES -		<i>Tarif des douanes</i> , article 136 et le numéro tarifaire 9897.00.00 <i>Loi sur les douanes</i> , article 101
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » -		D9-1-3 daté le 11 février 1998

DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE -		9897.00
AUTRES RÉFÉRENCES -		S.O.

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du
Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



Imprimé au Canada



MONNAIE ALTÉRÉE OU
CONTREFAÇON DE MONNAIE

Le présent mémorandum décrit et explique la partie des dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00 de l'annexe du *Tarif des douanes* en vertu duquel l'importation de la monnaie altérée ou de la contrefaçon de monnaie est interdite au Canada. Ce mémorandum ne comprend pas de politique ou de procédure douanière relative à l'importation de papier-monnaie ou de papier pour billets de banque.

Disposition législative

Tarif des douanes

L'item tarifaire numéro 9897.00.00 cite, en partie : « monnaie altérée ou contrefaçon de monnaie. »

Article 136. (1) L'importation de marchandises des numéros tarifaires 9897.00.00 ou 9899.00.00 ou 9899.00.00 est interdite.

(2) paragraphe 10 (1) ne s'applique pas conformément aux marchandises réitérées dans le paragraphe (1).

Loi sur les douanes

Détention des marchandises contrôlées

101. L'agent peut retenir les marchandises importées ou en instance d'exportation jusqu'à ce qu'il constate qu'il a été procédé à leur égard conformément à la présente loi ou à toute autre loi fédérale prohibant, contrôlant ou réglementant les importations ou les exportations, ainsi qu'à leurs règlements d'application.

LIGNES DIRECTRICES ET
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Définitions

1. Aux fins du présent mémorandum, la monnaie altérée ou la contrefaçon de monnaie sont les cas qui correspondent à la définition de « monnaie contrefaite », qui se trouve à l'article 448 du Code criminel :

a) Fausse pièce ou fausse monnaie de papier qui ressemble ou est apparemment destinée à ressembler à une pièce courante ou à de la monnaie de papier courante ou destinée à passer pour une telle pièce ou une telle monnaie de papier;

- b) Faux billet de banque ou faux blanc de billet de banque, qu'il soit complet ou incomplet;
- c) pièce de bon aloi ou monnaie de papier authentique qui est préparée ou altérée de façon à ressembler à une pièce courante ou à de la monnaie de papier courante d'une dénomination plus élevée, ou à passer pour une telle pièce ou une telle monnaie de papier;
- d) pièce courante dont le cordonnet est enlevé par le limage ou le trançage des bords et sur laquelle un nouveau cordonnet est fait afin d'en rétablir l'apparence;
- e) pièce doublée d'or, d'argent ou de nickel, selon le cas, destinée à ressembler à une pièce d'or, d'argent ou de nickel courante ou à passer pour une telle pièce;
- f) pièce de monnaie ou pièce de métal ou de métaux mélangés, lavée ou colorée de quelque façon au moyen d'une immersion ou d'une matière capable de produire l'apparence de l'or, de l'argent ou du nickel, et destinée à ressembler à une pièce d'or, d'argent ou de nickel courante ou à passer pour une telle pièce.
2. Les importations de monnaie qu'on soupçonne être prohibée en vertu du numéro tarifaire 9897.00.00, seront retenues. L'Agence des services frontaliers du Canada doit aviser la division des enquêtes régionales et fournir un rapport ainsi qu'un échantillon des marchandises.
3. L'attention des importateurs et des propriétaires est appelée sur les articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes* relativement à l'abandon, à la détention et à l'exportation des marchandises qui sont interdites en vertu des dispositions de l'article 136 du *Tarif des douanes*.
4. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service d'information à la frontière, si vous êtes au Canada, au 1-800-959-2036. Si vous êtes à l'extérieur du Canada, composez le 204-983-3700 ou le 506-636-5067. Les frais d'interventions s'appliquent. Les agents sont disponibles du lundi au vendredi (8 h – 16 h, heure locale, sauf les jours fériés). Un TTY est aussi disponible au Canada : 1-866-335-3237.

MÉMORANDUM D9-1-3

Ottawa, le 18 novembre 2011



En résumé

MONNAIE ALTÉRÉE OU CONTREFAÇON DE MONNAIE

Les changements suivants ont été apportés afin de refléter avec précision le rôle de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) dans l'administration des dispositions du *Tarif des douanes* et, de la *Loi sur les douanes*:

- a) Nouvelle terminologie utilisée pour refléter les changements apportés à la nouvelle structure organisationnelle de l'ASFC.
- b) La section de référence légale a été mise à jour afin de démontrer les sections pertinentes du *Tarif des douanes* et de la *Loi sur les douanes*.





MEMORANDUM D9-1-5

Ottawa, February 16, 1998

Ottawa, le 16 février 1998

SUBJECT

USED OR SECOND-HAND AIRCRAFT

This Memorandum outlines and explains the application of tariff item No. 9897.00.00 which prohibits the importation into Canada of certain aircraft.

Legislation

Tariff item No. 9897.00.00 of the *Customs Tariff* prohibits the importation of:

Used or second-hand aircraft of all kinds, other than aircraft

(a) classified under tariff item No. 9803.00.00, 9809.00.00 or 9810.00.00, civil aircraft of heading No. 88.01 or 88.02, or aircraft engaged solely in international traffic,

(b) forfeited or confiscated for any offence under any Act of Parliament relating to customs, the *Air Regulations* or an Act of the legislature of any province,

(c) imported by the Department of National Defence for military purposes, or

(d) imported from the United States;

OBJET

AÉRONEFS USAGÉS OU D'OCCASION

Ce mémorandum souligne et explique l'application du numéro tarifaire 9897.00.00 en vertu duquel l'importation de certains aéronefs est interdite au Canada.

Législation

Le numéro tarifaire 9897.00.00 du *Tarif des douanes* interdit l'importation des :

Aéronefs usagés ou d'occasion de toutes sortes, sauf les aéronefs :

a) classés dans les n^{os} tarifaires 9803.00.00, 9809.00.00 ou 9810.00.00, les aéronefs civils des positions n^{os} 88.01 ou 88.02, ou les aéronefs servant uniquement au trafic international;

b) saisis ou confisqués par suite d'une infraction à une loi fédérale en matière douanière, au *Règlement de l'Air* ou à une loi de la législature d'une province,

c) importés par le ministère de la Défense nationale à des fins militaires; ou

d) importés des États-Unis;

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. Effective January 1, 1989, used or second-hand aircraft imported from the United States were no longer subject to prohibition under the *Customs Tariff*.

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Depuis le 1^{er} janvier 1989, l'importation d'aéronefs usagés ou d'occasion des États-Unis n'est plus assujettie à l'interdiction prévue dans le *Tarif des douanes*.



2. An aircraft will be considered to have been imported from the United States when it is shipped to Canada directly from the United States and, prior to its entry into Canada, the aircraft had entered into trade or consumption in the United States.

3. Acceptable evidence to substantiate that the aircraft had entered into trade or consumption in the United States is:

(a) a copy of the United States Customs accounting document respecting its entry for consumption into the United States; or

(b) a copy of the United States registration for the aircraft.

4. Aircraft imported into Canada from a third country via the United States shall not be considered to have been imported from the United States.

5. Aircraft delivered to Canada from a foreign trade zone or other customs bonded facility in the United States without first having been entered for consumption in the United States, shall not be considered to have been imported from the United States.

6. Requests for importation of aircraft of all kinds that have not been purchased by the importer, but have been obtained on lease from a foreign owner or firm, must be accompanied with evidence of approval (Form 26-0025, *Provisional Certificate of Registration and Flight Permit*), from the Air Transport Committee. It will be the responsibility of the importer to obtain the required approval directly from the Air Transport Committee.

7. Under the provisions of section 6.3 of the *Importation of Aircraft into Canada Regulations* of Transport Canada (*Air Regulations*), an imported aircraft may not be registered in Canada unless evidence is submitted by the importer to Transport Canada that the customs duty, the goods and services tax, and other taxes imposed under the *Excise Tax Act* have been paid. To be of full assistance to that Department in this regard, accounting documents covering imported aircraft are to show:

(a) make, model, serial number, and foreign registration number of the aircraft;

2. Un aéronef sera réputé avoir été importé des États-Unis s'il a été expédié au Canada directement des États-Unis et si, avant son entrée au Canada, il a été importé pour commerce ou utilisation aux États-Unis.

3. Seront réputés comme justificatifs valables permettant de considérer que l'aéronef a été importé pour commerce ou utilisation aux États-Unis, les documents suivants :

a) une copie de la déclaration en détail des douanes américaines alléguant que cet aéronef a été importé pour utilisation aux États-Unis;

b) une copie du certificat d'immatriculation de l'aéronef aux États-Unis.

4. Un aéronef acquis dans un pays tiers et importé au Canada après avoir transité par les États-Unis ne sera pas réputé avoir été importé des États-Unis.

5. Un aéronef livré au Canada en provenance d'une zone de commerce extérieur ou d'une installation sous douane aux États-Unis, qui n'a pas d'abord été importé pour utilisation aux États-Unis, ne sera pas réputé avoir été importé des États-Unis.

6. Les demandes présentées en vue de l'importation d'aéronefs de toutes sortes que l'importateur n'a pas achetés mais a loués d'une société ou d'un propriétaire étranger, doivent être accompagnées d'une preuve de l'approbation (formulaire 26-0025, *Certificat provisoire d'immatriculation et permis de vol*) du Comité des transports aériens. Il incombe à l'importateur d'obtenir l'approbation requise directement du Comité des transports aériens.

7. En vertu des dispositions de l'article 6.3 des *Règlements sur l'importation d'aéronefs au Canada* de l'administration aérienne de Transports Canada (*Règlement de l'Air*), un aéronef importé ne peut être immatriculé au Canada à moins que l'importateur ne soumette une preuve à Transports Canada qui établit que les droits de douane, la taxe sur les produits et services ainsi que les autres taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise* ont été acquittés. Afin de faciliter la tâche de ce ministère, les documents de déclaration visant les aéronefs importés doivent indiquer :

a) la marque, le modèle, le numéro de série et le numéro d'immatriculation étranger de l'aéronef;

(b) make, model, and serial number of each engine;
and .

(c) serial number of each propeller.

b) la marque, le modèle et le numéro de série de
chaque moteur;

c) le numéro de série de chaque hélice.

Requirements of Transport Canada

8. Persons planning to import aircraft should communicate at the earliest opportunity with a Transport Canada Civil Aeronautics regional office for information concerning Transport Canada requirements. The Appendix to this Memorandum lists the contacts for Transport Canada regional aircraft registration offices.

Exigences de Transports Canada

8. Les personnes qui envisagent d'importer un aéronef doivent contacter le plus tôt possible le bureau régional de la direction générale de l'Aéronautique civile de Transports Canada afin d'obtenir les renseignements concernant les exigences de Transports Canada. Les contacts des bureaux régionaux d'immatriculation des aéronefs de Transports Canada se trouvent à l'annexe de ce mémorandum.

Penalty Information

9. Section 136 of the *Customs Tariff* states that the importation into Canada of goods of tariff item No. 9897.00.00 are prohibited. The attention of importers/owners is drawn to sections 36, 99, 101, 102 and 142 of the *Customs Act* respecting abandonment, detention, and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 136 of the *Customs Tariff*.

Renseignements sur les pénalités

9. L'article 136 du *Tarif des douanes* stipule que l'importation au Canada de n'importe quelles marchandises décrites au numéro tarifaire 9897.00.00 est interdite. Nous recommandons aux importateurs/propriétaires de se reporter aux articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes* concernant l'abandon, la détention et l'exportation des marchandises qui sont prohibées en vertu des dispositions de l'article 136 du *Tarif des douanes*.

APPENDIX / ANNEXE

APPENDIX

ANNEXE

TRANSPORT CANADA – REGIONAL AIRCRAFT REGISTRATION OFFICES
TRANSPORTS CANADA – BUREAUX RÉGIONAUX D'IMMATRICULATION DES AÉRONEFS

	Telephone No. / N° de téléphone	Fax No. / N° de télécopieur
Pacific Region / Région du Pacifique Colleen Hewlett	(604) 666-5575	(604) 666-4839
Prairie and Northern Region / Région des Prairies et du Nord Edmonton Office / Bureau d'Edmonton Anne Borelli	(403) 495-5249	(403) 495-7449
Winnipeg Office / Bureau de Winnipeg Judy Mussell	(204) 983-4342	(204) 984-2069
Ontario Region / Région de l'Ontario Laird Gillespie	(416) 952-0217	(416) 952-0196
Quebec Region / Région du Québec Florence Dafter	(514) 633-3580	(514) 633-3585
Atlantic Region / Région de l'Atlantique Marty Plumstead	(506) 851-7436	(506) 851-2563

REFERENCES

ISSUING OFFICE – Trade Policy and Interpretation Directorate
LEGISLATIVE REFERENCES – <i>Customs Tariff</i> , section 136 and tariff item No. 9897.00.00
HEADQUARTERS FILE – HS 9897.00
SUPERSEDED MEMORANDA “D” – D9-1-5, January 1, 1991
OTHER REFERENCES – <i>Importation of Aircraft into Canada Regulations</i> (Transport Canada)

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION – Direction de la politique commerciale et de l'interprétation
RÉFÉRENCES LÉGALES – <i>Tarif des douanes</i> , article 136 et numéro tarifaire 9897.00.00
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE – SH 9897.00
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» – D9-1-5, le 1 ^{er} janvier 1991
AUTRES RÉFÉRENCES – <i>Règlement sur l'importation d'aéronefs au Canada</i> (Transports Canada)

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT OFFERTS DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL.

February 16, 1998

Le 16 février 1998





MEMORANDUM D9-1-6

Ottawa, June 5, 2012

In Brief

GOODS MANUFACTURED OR PRODUCED WHOLLY OR IN PART BY PRISON LABOUR

The following changes have been made to accurately reflect the Canada Border Services Agency (CBSA) role in administering the provisions of the *Customs Tariff*:

- (a) New terminology is used to reflect changes in organizational structure of the CBSA.
- (b) The legislative section has been updated to show the relevant sections of the *Customs Tariff*.





Ottawa, June 5, 2012

MEMORANDUM D9-1-6

GOODS MANUFACTURED OR PRODUCED WHOLLY OR IN PART BY PRISON LABOUR

This memorandum outlines and explains the provision of tariff item No. 9897.00.00 which prohibits the importation into Canada of goods manufactured or produced wholly or in part by prison labour.

Legislation

Customs Tariff

Tariff item No. 9897.00.00 reads, in part: "Goods manufactured or produced wholly or in part by prison labour."

Section 132 (1) of the *Customs Tariff* provides that:

"The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

(m) for the purposes of tariff item No. 9897.00.00

(i) amending that tariff item to exclude goods manufactured or produced wholly or in part by prison labour from that tariff item, or prescribing the conditions under which such goods may be excluded from that tariff item,"

Section 136. (1) The importation of goods of tariff item No. 9897.00.00, 9898.00.00 or 9899.00.00 is prohibited.

(2) Subsection 10 (1) does not apply in respect of goods referred to in subsection (1).

2. Goods manufactured or produced wholly or in part by prison labour are exempted from the provisions of tariff item No. 9897.00.00 when imported by

(a) a non-resident of Canada, or

(b) a resident of Canada returning from abroad,

solely for his personal use and not for sale or for any business or occupational use. All other goods manufactured or produced wholly or in part by prison labour are prohibited. When goods are classified under tariff item 9897.00.00, the importer has the opportunity to appeal the classification as prohibited, to re-export the goods or to abandon the goods.

3. The attention of importers/owners is drawn to sections 36, 99, 101, 102, and 142 of the *Customs Act*, respecting abandonment, detention, and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 136 of the *Customs Tariff*.

4. For more information, within Canada call the Border Information Service at **1-800-461-9999**. From outside Canada call 204-983-3500 or 506-636-5064. Long distance charges will apply. Agents are available Monday to Friday (08:00 – 16:00 local time/except holidays). TTY is also available within Canada: **1-866-335-3237**.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. Examples of the most common goods manufactured by prison labour include items such as bicycles, garbage bags, recordings, souvenirs, leather goods, and wood products.

REFERENCES

ISSUING OFFICE – Commercial Border Programs Division Other Government Department Programs Unit	HEADQUARTERS FILE – Tariff code 9960 and tariff item No. 9897.00.00
LEGISLATIVE REFERENCES – <i>Customs Tariff</i> , section 136 and 132 (1) m	OTHER REFERENCES – n/a
SUPERSEDED MEMORANDA “D” – D9-1-6, January 1, 1998	

Services provided by the Canada Border Services Agency
are available in both official languages.



Printed in Canada

REFERENCES

<p>DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE - Code tarifaire 9960 et numéro tarifaire 9897.00.00</p>	<p>AUTRES REFERENCES - s.o.</p>
<p>BUREAU DE DIFFUSION - Division des programmes frontaliers du secteur commercial Unité des programmes des autres ministères</p>	<p>REFERENCES LEGALES - <i>Tarif des douanes, article 136 et 132 (1) m</i></p>
<p>CECI ANNULE LES MEMORANDUMS « D » - D9-1-6, le 1^{er} janvier 1998</p>	

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



Imprimé au Canada

Memorandum D9-1-6

Le 5 juin 2012



MARCHANDISES FABRIQUÉES OU PRODUITES
EN TOUT OU EN PARTIE PAR DES PRISONNIERS

Le présent mémorandum énonce et explique la disposition du numéro tarifaire 9897.00.00 qui interdit l'importation au Canada de marchandises fabriquées ou produites, en tout ou en partie, par des prisonniers.

Loi

Tarif des douanes

Le numéro tarifaire 9897.00.00 se lit en partie comme suit : « Articles fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par des prisonniers ».

Le paragraphe 132 (1) du *Tarif des douanes* édicte :

« Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

m) pour l'application du numéro tarifaire 9897.00.00 :

(1) modifier ce numéro tarifaire pour soustraire à son application des marchandises fabriquées ou

produites, en tout ou en partie, par des prisonniers, ou fixer les conditions d'une telle

exclusion

Paragraphe 136. (1) L'importation des marchandises

des numéros tarifaires 9897.00.00, 9898.00.00

ou 9899.00.00 est interdite.

(2) Le paragraphe 10 (1) ne s'applique pas aux

marchandises visées au paragraphe (1).

LIGNES DIRECTRICES ET
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Les bicyclettes, les sacs à ordures, les enregistrateurs, les souvenirs et les objets en cuir ou en bois sont des exemples des articles les plus couramment fabriqués par des prisonniers.

2. Les articles fabriqués ou produits, en tout ou en partie, par des prisonniers sont exempts des dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00 lorsqu'ils sont importés par :

a) un non-résident du Canada, ou

b) un résident du Canada revenant de l'étranger.

uniquement pour usage personnel et non pour la vente ou à une fin commerciale ou professionnelle. Toutes les autres marchandises fabriquées ou produites en tout ou en partie par des prisonniers sont interdites. Lorsque des marchandises sont classées sous le numéro tarifaire 9897.00.00, l'importateur a l'occasion d'en appeler de la classification selon laquelle les marchandises sont interdites, d'exporter de nouveau les marchandises ou de les abandonner.

3. L'Agence demande aux importateurs et aux propriétaires de porter attention aux articles 36, 99 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes*, qui traitent de l'abandon, de la retenue et de l'exportation des marchandises dont l'importation est interdite en vertu des dispositions de l'article 136 du *Tarif des douanes*.

4. Si vous êtes au Canada et que vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Service d'information à la frontière.

au 1-800-959-2036. Si vous êtes à l'extérieur du Canada, veuillez composer le 204-983-3700 ou le 506-636-5067. Des frais internationaux s'appliqueront. Des agents sont disponibles du lundi au vendredi (de 8 h à 16 h, heure locale, sauf les jours fériés). Des appareils de télécommunication pour sourds sont aussi disponibles au Canada : 1-866-335-3237.



Ottawa, le 5 juin 2012

MÉMORANDUM D9-1-6

En résumé

MARCHANDISES FABRIQUÉES OU PRODUITES EN TOUT OU EN PARTIE PAR DES PRISONNIERS

Les changements qui suivent ont été apportés afin de refléter le rôle de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) relativement à l'administration des dispositions du *Tarif des douanes*.

ii) Une nouvelle terminologie est adoptée afin de refléter les changements apportés à la structure organisationnelle de l'ASFC.

b) La section sur la loi a été mise à jour afin de représenter les articles pertinents du *Tarif des douanes*.



Printed in Canada



Ottawa, June 15, 2012

MEMORANDUM D9-1-7

In Brief

USED OR SECOND-HAND MATTRESSES AND MATERIALS THEREFROM

This memorandum has been revised to provide more detailed guidelines and general information to both commercial and casual importers of used and second-hand mattresses and materials therefrom. Additionally, it has been updated to include changes to the *Customs Tariff*.





Ottawa, June 15, 2012

MEMORANDUM D9-1-7

USED OR SECOND-HAND MATTRESSES AND MATERIALS THEREFROM

This memorandum outlines and explains the provisions of tariff item No. 9897.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff* which prohibits importation into Canada of used or second-hand mattresses and materials therefrom.

Legislation

Tariff item No. 9897.00.00 reads:

Used or second-hand mattresses or materials therefrom, other than:

(a) mattresses imported under tariff item Nos. 9805.00.00, 9806.00.00, 9807.00.00, 9808.00.00, 9809.00.00 or 9810.00.00, or

(b) materials from used or second-hand mattresses, when imported after having been cleaned and fumigated, in accordance with regulations made by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, accompanied by such certificates as are designated by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness;

Regulations

Regulations Respecting the Importation of Materials From Used or Second-hand Mattresses

Short Title

These Regulations may be cited as the *Used Mattress Materials Regulations*.

General

2. Materials from used or second-hand mattresses may be imported only if they

(a) have been cleaned and fumigated; and

(b) are accompanied by a certificate that is signed by the exporter or other person having knowledge of such cleaning and fumigation and

(i) gives complete details of the procedure used to clean and fumigate the materials, and

(ii) contains a statement certifying that that procedure was carried out.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. Tariff Item No. 9897.00.00 prohibits the importation of used or second-hand mattresses or materials therefrom, other than mattresses imported under tariff item No. 9805.00.00 (former residents of Canada absent from Canada for at least one year), 9806.00.00 (bequests), 9807.00.00 (settlers), 9808.00.00 (representatives of foreign governments), 9809.00.00 (the Governor General), or 9810.00.00 (foreign military services), or materials from used or second-hand mattresses cleaned and fumigated in accordance with the regulations.

2. For the purposes of this tariff item mattresses are items classified under tariff item No. 9404.21.00 (of cellular rubber or plastics, whether or not covered) and 9404.29.00 (of other materials).

3. For greater certainty, items not classified as mattresses under tariff item No. 9404.21.00 or 9404.29.00, for the purposes of Tariff Item 9897.00.00, include camping equipment (such as bed rolls, inflatable mattresses, sleeping bags), hospital beds, foam mattresses, mattress pads, and beds that are part of vehicles, including the beds of sleeping cabins of trucks and recreation vehicles.

Materials from Used or Second-hand Mattresses

4. While tariff item No. 9897.00.00 prohibits the importation of used or second-hand mattresses into Canada, part (b) of this tariff item provides for the authorization to import cleaned and fumigated materials from used or second-hand mattresses when accompanied by a certificate showing they have been cleaned and fumigated. A letter or any other document which clearly demonstrates that the above requirements have been met, is acceptable if it is signed by a person having knowledge of the cleaning and fumigating.

Commercial Shipments of Used or Second-hand Mattresses

5. Commercial shipments of used and second-hand mattresses are prohibited under tariff item No. 9897.00.00.

6. Commercial importers of used or second-hand mattresses may import used and second-hand mattresses that have been reduced to materials for disposal provided that:

(a) the material has been cleaned and fumigated professionally;

(b) a document signed by a person having knowledge of the cleaning and fumigating, certifies that the used or second-hand mattresses materials have been cleaned and fumigated.

Prohibited Importations

7. Section 136 of the *Customs Tariff* states that the importation into Canada of any goods of tariff item No. 9897.00.00 is prohibited.

8. The attention of importers/owners is drawn to sections 36, 99, 101, 102, and 142 of the *Customs Act*, respecting abandonment, detention, and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 136 of the *Customs Tariff*.

9. For more information, within Canada call the Border Information Service at **1-800-461-9999**. From outside Canada call 204-983-3500 or 506-636-5064. Long distance charges will apply. Agents are available Monday to Friday (08:00 – 16:00 local time/except holidays). TTY is also available within Canada: **1-866-335-3237**.

REFERENCES

ISSUING OFFICE – Commercial Border Programs Division Other Government Department Programs Unit	HEADQUARTERS FILE – HS 9897.00
LEGISLATIVE REFERENCES – <i>Customs Tariff</i> , section 136 <i>Customs Act</i> , sections 36, 99, 101, 102, and 142	OTHER REFERENCES – N/A
SUPERSEDED MEMORANDA “D” – D9-1-7 dated January 30, 1998	

Services provided by the Canada Border Services Agency
are available in both official languages.



Printed in Canada

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION – Division des programmes frontaliers du secteur commercial Unité des programmes des autres ministères	RÉFÉRENCES LÉGALES – <i>Tarif des douanes</i> , article 136 <i>Loi sur les douanes</i> , articles 36, 99, 101, 102 et 142	CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » – D9-1-7, le 30 janvier 1998
--	--	--

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.

DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE – SH 9897.00	AUTRES RÉFÉRENCES – S.O.
---	------------------------------------



Imprimé au Canada

Envois commerciaux de matelas usagés ou d'occasion

5. Les envois commerciaux de matelas usagés ou d'occasion sont interdits conformément au numéro tarifaire 9897.00.00.

6. Les importateurs commerciaux de matelas usagés ou d'occasion peuvent importer des matelas usagés ou d'occasion qui ont été transformés en matière aux fins d'élimination si :

- a) les matières ont été nettoyées professionnellement et soumises à une fumigation professionnelle;
- b) un document signé par une personne qui connaît bien les processus de nettoyage et de fumigation qui atteste que les matières provenant des matelas usagés ou d'occasion ont été nettoyées et soumises à une fumigation.

Importations prohibées

7. L'article 136 du *Tarif des douanes* stipule que l'importation au Canada de n'importe quel type de marchandises du numéro tarifaire 9897.00.00 est interdite.

9. Pour obtenir de plus amples renseignements au Canada, veuillez appeler le Service d'information à la frontière au 1-800-461-9999. De l'extérieur du Canada, veuillez composer le 204-983-3700 ou le 506-636-5067. Des frais d'intervallaire s'appliqueront. Des agents sont disponibles du lundi au vendredi (de 8 h à 16 h, heure locale, à l'exception des congés fériés). Un appareil de télécommunication pour sourds est également disponible au Canada : 1-866-335-3237.

Tarif des douanes.

8. Nous demandons aux importateurs et aux propriétaires de porter attention aux articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes*, qui portent sur l'abandon, la retenue et l'exportation de marchandises prohibées en vertu des dispositions de l'article 136 du

MATÉLAS USAGÉS OU D'OCCASION ET
MATIÈRES EN PROVENANT

Ce mémorandum énonce et explique les dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00 de la Liste des dispositions tarifaires de l'annexe du *Tarif des douanes* en vertu duquel l'importation de matelas usagés ou d'occasion et de matières en provenant est interdite au Canada.

Législation

Le numéro tarifaire 9897.00.00 se lit comme suit :
 Matelas usagés ou d'occasion ou matières en provenant, sauf :

- a) les matelas classés aux numéros tarifaires 9805.00.00, 9806.00.00, 9807.00.00, 9808.00.00, 9809.00.00 ou 9810.00.00;

- b) les matières provenant de matelas usagés ou d'occasion, lorsqu'elles sont importées après avoir été nettoyées et soumises à une fumigation, sous le régime des règlements que le ministre de la Sécurité publique peut prendre, avec les certificats qu'il peut désigner;

Règlement

Règlement concernant l'importation de matières provenant de matelas usagés ou d'occasion

Titre abrégé

Le présent règlement peut être cité sous le titre :

Règlement sur les matières provenant de matelas usagés.

Dispositions générales

- 2. Les matières provenant de matelas usagés ou d'occasion peuvent être importées aux seules conditions :

- a) qu'elles ont été nettoyées et désinfectées par fumigation; et
- b) qu'elles soient accompagnées d'une attestation signée par l'exportateur ou par une autre personne qui est au fait du nettoyage et de la fumigation effectuées et

- (i) donnant tous les détails du procédé utilisé pour le nettoyage et la fumigation des matières et
- (ii) certifiant que le procédé a effectivement été utilisé.

LIGNES DIRECTRICES ET
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le numéro tarifaire 9897.00.00 interdit l'importation - au Canada de matelas usagés, d'occasion ou de matières en provenant autres que les matelas importés sous le numéro tarifaire 9805.00.00 (les anciens résidents du Canada sont absents du Canada pendant au moins un an), 9806.00.00 (legs), 9807.00.00 (effets d'immigrants), 9808.00.00 (représentants des gouvernements étrangers), 9809.00.00 (gouverneur général), ou 9810.00.00 (organisme militaire des pays étranger) ou matières en provenant de matelas usagés ou d'occasion qui ont été nettoyées ou soumises à une fumigation, conformément aux règlements.

3. Il est entendu que les articles qui ne sont pas classés comme étant des matelas sous le numéro tarifaire 9404.21.00 ou 9404.29.00, pour l'application du numéro tarifaire (sacs de couchage, matelas gonflables, etc.), les lits d'hôpitaux, les matelas de mousse, les couvre-matelas, et les lits qui font partie du véhicule, y compris des lits de dortoirs de camions et de véhicules récréatifs.

Matières provenant de matelas usagés ou d'occasion

4. Bien que le numéro tarifaire 9897.00.00 interdise l'importation au Canada de matelas usagés ou d'occasion, la partie b) de ce numéro tarifaire fournit l'autorisation nécessaire pour importer des matières provenant de matelas usagés ou d'occasion qui ont été nettoyées ou soumises à une fumigation lorsqu'elles sont accompagnées d'un certificat qui prouve qu'elles ont été nettoyées et soumises à une fumigation. Une lettre ou tout autre document qui indique clairement que les exigences susmentionnées ont été respectées peut être accepté s'il a été signé par une personne ayant des connaissances relatives au processus de nettoyage et de fumigation.

MÉMORANDUM D9-1-7

En résumé

MATELAS USAGÉS OU D'OCCASION ET MATIÈRES EN PROVENANT

Le présent mémorandum a été révisé pour que des directives plus détaillées et de l'information générale soient fournies aux importateurs commerciaux et non commerciaux de matelas usagés ou d'occasion et de matières en provenant. De plus, il a été mis à jour afin que les changements apportés au *Tarif des douanes* y soient indiqués.





MEMORANDUM D9-1-8

Ottawa, May 12, 1993

Ottawa, le 12 mai 1993

SUBJECT

METALLIC TRADING CHECKS

This Memorandum outlines and explains the provisions of tariff code 9962 of Schedule VII to the *Customs Tariff* which prohibits the importation into Canada of metallic trading checks.

Legislation

Tariff code 9962 of Schedule VII to the *Customs Tariff* reads:

"Metallic trading checks in circular form, unless in any case or class of cases exempted from the provisions of this code in accordance with regulations that the Governor in Council may make."

Regulations

REGULATIONS RESPECTING THE IMPORTATION OF TRADING CHECKS

Short Title

1. These Regulations may be cited as the *Importation of Trading Checks Regulations*.

Interpretation

2. In these Regulations, "metallic trading checks in circular form" means any circular metal item that is designed to be used or is intended to be used for trading purposes in place of currency, and without limiting the generality of the foregoing includes tokens for use in vending machines, turnstiles and gates, but does not include foreign coins or commemorative medallions, medals and discs.

OBJET

JETONS DE COMMERCE EN MÉTAL

Le présent mémorandum souligne et explique les dispositions du code tarifaire 9962 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* en vertu duquel l'importation de jetons de commerce en métal est interdite au Canada.

Législation

Le code tarifaire 9962 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* se lit comme suit :

«Jetons de commerce, en métal, de forme circulaire, à moins que dans un cas ou une catégorie de cas ils soient exemptés des dispositions de ce code conformément aux règlements que le gouverneur en conseil peut prendre.»

Règlement

RÈGLEMENT CONCERNANT L'IMPORTATION DE JETONS DE COMMERCE

Titre abrégé

1. Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement sur l'importation de jetons de commerce*.

Interprétation

2. Dans le présent règlement, «jetons de commerce, en métal, de forme circulaire» désigne tout article circulaire en métal qui est conçu pour être utilisé à des fins commerciales au lieu de l'argent et comprend, sans restreindre la portée générale de ce qui précède, les jetons devant servir dans les distributeurs automatiques, les tourniquets et les portes, mais ne comprend pas les pièces de monnaie étrangère ni les médaillons, médailles ou disques commémoratifs.

General

3. Metallic trading checks in circular form are exempted from the provisions of code 9962 of Schedule VII to the *Customs Tariff* where the trading checks are imported into Canada by

(a) a person for use

(i) in organizing events on behalf of federal, provincial or municipal government,

(ii) by chambers of commerce,

(iii) by service clubs, or

(iv) by any other association not engaged in business of a private or commercial nature; or

(b) a person who conducts a business that employs no more than 25 persons and where

(i) the trading checks are of a specialized design and are required for the functioning of specific equipment that is integral to the operation of the business,

(ii) the trading checks are non-negotiable and cannot be used other than for the functioning of specific equipment,

(iii) at the time of importation, compatible trading checks are not available from Canadian production,

(iv) the quantity of checks imported consists of a supply sufficient to conduct business for not more than six months, and

(v) there is only one importation of trading checks by the person.

Dispositions générales

3. Les jetons de commerce, en métal, de forme circulaire, sont exemptés des dispositions du code 9962 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* lorsqu'ils sont importés au Canada par :

a) une personne pour servir, selon le cas :

(i) à l'organisation d'activités au nom du gouvernement fédéral, d'un gouvernement provincial ou d'une administration municipale,

(ii) à des chambres de commerce,

(iii) à des clubs sociaux d'entraide,

(iv) à d'autres associations qui ne font pas de transactions à caractère privé ou commercial;

b) une personne qui dirige une entreprise employant au plus 25 personnes, et que les conditions suivantes sont réunies :

(i) ils sont d'un modèle particulier et sont nécessaires au fonctionnement d'un appareil spécifique essentiel à l'exploitation de l'entreprise,

(ii) ils ne sont pas négociables et ne peuvent servir qu'au fonctionnement d'un appareil spécifique,

(iii) des jetons de commerce d'un modèle compatible ne sont pas disponibles à même la production du Canada au moment de l'importation,

(iv) la quantité de jetons importés suffira aux besoins de l'entreprise pour une période d'au plus six mois,

(v) il n'y a qu'une importation de jetons par cette personne.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. The Importation of Trading Checks Regulations waives the prohibitory terms of tariff code 9962 in certain cases. In such cases, the metallic trading checks are subject to the regular provisions of the *Customs Tariff* and *Excise Tax Act*.

Penalty Information

2. Section 114 of the *Customs Tariff* states that the importation into Canada of any goods enumerated, described or referred to in Schedule VII are prohibited.

3. The attention of importers/owners is directed to sections 36, 99, 101, 102 and 142 of the *Customs Act* respecting abandonment, detention and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 114 of the *Customs Tariff*.

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le règlement sur l'importation de jetons de commerce annule les conditions prohibitives du code tarifaire 9962 dans certains cas. Les jetons de commerce en métal sont alors assujettis aux dispositions ordinaires du *Tarif des douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*.

Renseignements sur les pénalités

2. L'article 114 du *Tarif des douanes* stipule que l'importation au Canada de n'importe quelles marchandises détaillées, dépeintes ou mentionnées à l'annexe VII est interdite.

3. L'attention des importateurs (propriétaires) est orientée vers les articles 36, 99, 101 et 142 de la *Loi sur les douanes* relativement à l'abandon, à la détention et à l'exportation des marchandises qui sont interdites en vertu des dispositions de l'article 114 du *Tarif des douanes*.

REFERENCES

ISSUING OFFICE — Tariff Programs
LEGISLATIVE REFERENCES — <i>Customs Tariff</i> , section 114 and Schedule VII, tariff code 9962 C.R.C., c. 534, as amended SOR/88-84, December 31, 1987 <i>Customs Act</i> , sections 36, 99, 101, 102 and 142.
HEADQUARTERS FILE — Tariff code 9962
SUPERSEDED MEMORANDA "D" — D9-1-8, January 1, 1988
OTHER REFERENCES — <i>Excise Tax Act</i>

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION — Programmes tarifaires
RÉFÉRENCES LÉGALES — <i>Tarif des douanes</i> , article 114 et l'annexe VII, code tarifaire 9962 C.R.C., c. 534, dans sa forme modifiée DORS/88-84, 31 décembre 1987 <i>Loi sur les douanes</i> , articles 36, 99, 101, 102 et 142.
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE — Code tarifaire 9962
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» — D9-1-8, le 1 ^{er} janvier 1988
AUTRES RÉFÉRENCES — <i>Loi sur la taxe d'accise</i>

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE
AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT
OFFERTS DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY
OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE,
CUSTOMS, EXCISE AND TAXATION.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-
MINISTRE DU REVENU NATIONAL, ACCISE, DOUANES
ET IMPÔT.

May 12, 1993

Le 12 mai 1993





Ottawa, May 31, 2012

MEMORANDUM D9-1-9

In Brief

FALSE DESCRIPTION OF GEOGRAPHICAL ORIGIN OF GOODS AND GOODS WITH TRADE MARKS – TARIFF ITEM NO. 9897.00.00

This memorandum has been updated to accurately reflect the Canada Border Services Agency's (CBSA) role in administering the provisions of the *Customs Tariff*. Additionally, terminology has been updated to reflect changes in the CBSA's organizational structure.





Ottawa, May 31, 2012

MEMORANDUM D9-1-9

FALSE DESCRIPTION OF GEOGRAPHICAL ORIGIN OF GOODS AND GOODS WITH TRADE MARKS – TARIFF ITEM NO. 9897.00.00

This memorandum outlines and explains the provisions of tariff item No. 9897.00.00 which prohibits the entry into Canada of certain goods.

Legislation

Tariff item No. 9897.00.00 reads, in part:

“Any goods, in association with which there is used any description that is false in a material respect as to the geographical origin of the goods or the importation of which is prohibited by an order made under the *Trade-marks Act*.”

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. Tariff item 9897.00.00 prohibits in part, the importation of: “any goods in association with which there is used any description that is false in a material respect as to the geographical origin of the goods.” It is aimed at any description that might mislead any person to believe that the goods are of Canadian origin, or of the origin of any foreign country other than the actual country of origin.

Exceptions

2. Articles such as labels, seals, tags, wrappers, and containers, not intended to be sold in the condition as imported but to be attached to or combined with a Canadian product, would not be affected by the prohibition of tariff item No. 9897.00.00, even though they might bear a Canadian registered trade mark containing or combined with the name “Canada” or the name of the location in Canada of the user of the trade name or trade mark.

3. Information on goods, or labels attached to goods, denoting the identity and principal place of business of the persons or distributor in Canada, is not considered to contravene the provisions of tariff item No. 9897.00.00, provided the goods or labels do not contain any description that is false as to the geographical origin of the goods.

4. This tariff item does not apply to articles imported by individuals for purposes other than commercial, as personal effects or baggage (e.g., under tariff items Nos. 9804.10.00, 9804.20.00, 9804.30.00, 9804.40.00, 9805.00.00, and 9807.00.00) or as personal gifts.

5. Where goods are found to be falsely described as provided for in paragraph 1 of this memorandum, border services officers may allow the importer to mark the goods appropriately either in the warehouse or under CBSA supervision at the importer’s premises. The importer should also be directed to the requirements outlined in Memorandum D11-3-1, *Marking of Imported Goods*.

6. Tariff item No. 9897.00.00 prohibits the importation of goods which are prohibited by an order under the *Trade-marks Act*. Goods may not be prohibited under tariff item No. 9897.00.00 until a court order specifically prohibiting their importation has been delivered to CBSA officials. Court orders for interim custody of the goods (such as interim injunctions), are not prohibitory orders and do not fall under tariff item No. 9897.00.00.

7. Section 136 of the *Customs Tariff* states, in part, that the importation of goods of tariff item No. 9897.00.00 is prohibited. The Agency draws the attention of importers/owners to sections 36, 99, 101, 102, and 142 of the *Customs Act*, respecting abandonment, detention, and exportation of goods which are prohibited under the provisions of section 136 of the *Customs Tariff*.

8. For more information, within Canada call the Border Information Service at **1-800-461-9999**. From outside Canada call 204-983-3500 or 506-636-5064. Long distance charges will apply. Agents are available Monday to Friday (08:00 – 16:00 local time/except holidays). TTY is also available within Canada: **1-866-335-3237**.

REFERENCES**ISSUING OFFICE –**

Commercial Border Programs Division
Other Government Department Programs Unit

LEGISLATIVE REFERENCES –

Customs Tariff, section 136
Customs Act, sections 36, 99, 101, 102, and 142

SUPERSEDED MEMORANDA “D” –

D9-1-9, April 20, 2012

HEADQUARTERS FILE –

T.C. 9967 and tariff item No.9897.00.00

OTHER REFERENCES –

D11-3-1

Services provided by the Canada Border Services Agency
are available in both official languages.



Printed in Canada

REFERENCES

<p>DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE - T.C. 9967 et numéro tarifaire 9897.00.00</p>	<p>AUTRES REFERENCES - D11-3-1</p>
<p>BUREAU DE DIFFUSION - Division des programmes frontaliers du secteur commercial Unité des programmes des autres ministères</p>	<p>REFERENCES LEGALES - <i>Tarif des douanes</i>, article 136 <i>Loi sur les douanes</i>, articles 36, 99, 101, 102 et 142</p>
<p>CECI ANNULE LES MEMORANDUMS « D » - D9-1-9, le 20 avril 2012</p>	

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



Imprimé au Canada



MÉMORANDUM D9-1-9

FAUSSE DÉSIGNATION DE L'ORIGINE MARCHANDISES AYANT UNE MARQUE DE COMMERCE – NUMÉRO TARIFAIRE 9897.00.00

Le présent mémorandum énonce et explique la disposition du numéro tarifaire 9897.00.00 qui interdit l'entrée au Canada de certaines marchandises.

Législation

Le numéro tarifaire 9897.00.00 se lit en partie comme suit :

« Tout produit au sujet duquel une désignation est utilisée qui est fausse sous un rapport important quant à son origine géographique ou dont l'importation a été interdite par un décret d'application de la *Loi sur les marques de commerce*. »

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le numéro tarifaire 9897.00.00 interdit en partie, l'importation de : « toutes marchandises au sujet desquelles une désignation est utilisée qui est fausse sous un rapport important quant à leur origine géographique ». Cette disposition vise toute désignation qui pourrait, de façon trompeuse, amener quelqu'un à croire que les marchandises sont d'origine canadienne ou originaires d'un pays étranger autre que le véritable pays d'origine.

Exceptions

2. Les articles, tels les étiquettes, les sceaux, les fiches, les enveloppes et les contenants, qui ne sont pas destinés à être vendus dans le même état que celui dans lequel ils ont été importés, mais qui doivent être fixés à un produit canadien ou combinés avec celui-ci, ne seraient pas visés par le numéro tarifaire 9897.00.00, même s'ils peuvent porter une marque de commerce déposée au Canada qui renferme ou qui est combinée avec le mot « Canada » ou le nom de l'endroit au Canada où est situé l'utilisateur du nom commercial ou de la marque de commerce.

3. Les renseignements sur les marchandises ou les étiquettes fixées aux marchandises qui indiquent l'identité et le bureau principal des personnes ou du distributeur au Canada, ne sont pas considérés comme contrevenant aux dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00, pourvu que les marchandises ou les étiquettes ne portent aucune fausse désignation quant à l'origine géographique des marchandises.

4. Ce numéro tarifaire ne s'applique pas aux articles importés par des particuliers à des fins autres que commerciales, en tant qu'effets personnels ou bagages (p. ex. en vertu des numéros tarifaires 9804.10.00, 9804.20.00, 9804.30.00, 9804.40.00, 9805.00.00 et 9807.00.00) ou en tant que cadeaux personnels.

5. S'il est établi que la désignation des marchandises est fausse, au sens de l'alinéa 1 du présent mémorandum, les agents des services frontaliers peuvent permettre à l'importateur de les marquer correctement soit dans les entrepôts des douanes ou sous la surveillance des agents de l'ASFC dans ses propres installations. Il faut aussi rappeler à l'importateur les exigences énoncées dans le Mémorandum D11-3-1, *Marquage des marchandises importées*.

6. Le numéro tarifaire 9897.00.00 interdit l'importation des marchandises prohibées par un décret pris en vertu de la *Loi sur les marques de commerce*. Des marchandises ne peuvent être prohibées conformément au numéro tarifaire 9897.00.00 avant qu'une ordonnance d'un tribunal qui interdit expressément leur importation n'ait été signifiée à des fonctionnaires de l'ASFC. Les ordonnances d'un tribunal ayant trait à la garde provisoire des marchandises (telle une injonction provisoire) ne sont pas des ordonnances de prohibition et ne tombent pas sous le coup du numéro tarifaire 9897.00.00.

7. L'article 136 de la *Loi sur les douanes* dispose, en partie, que l'importation des marchandises du numéro tarifaire 9897.00.00 est interdite. L'Agence appelle l'attention des importateurs ou des propriétaires sur les articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes*, qui traitent de l'abandon, de la retenue et de l'exportation des marchandises dont l'importation est interdite en vertu des dispositions de l'article 136 du *Tarif des douanes*.

8. Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Service d'information à la frontière au 1-800-461-9999 si vous êtes au Canada. Si vous êtes à l'extérieur du Canada, composez le 204-983-3700 ou le 506-636-5067. Les frais d'inturbains s'appliquent. Les agents sont disponibles du lundi au vendredi (de 8 h à 16 h, heure locale, sauf les jours fériés). Un TTY est aussi disponible au Canada : 1-866-335-3237.



En résumé

FAUSSE DÉSIGNATION DE L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES MARCHANDISES ET DES
MARCHANDISES AYANT UNE MARQUE DE COMMERCE – NUMÉRO TARIFAIRE 9897.00.00

Le présent mémorandum a été mis à jour afin que le rôle de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) y soit décrit avec précision dans l'application des dispositions du *Tarif des douanes*. De plus, la terminologie a été révisée afin de refléter les changements apportés à la structure organisationnelle de l'ASFC.





MEMORANDUM D9-1-10

Ottawa, February 16, 1998

Ottawa, le 16 février 1998

SUBJECT

OBJET

PERIODICALS

PÉRIODIQUES

This Memorandum outlines and explains the parts of the provisions of tariff item No. 9897.00.00 as set out in the schedule to the *Customs Tariff*, which prohibit the importation into Canada of certain periodicals.

Le présent mémorandum énonce et explique les parties des dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00 figurant à l'annexe du *Tarif des douanes* en vertu duquel l'entrée de certains périodiques est interdite au Canada.

Legislation

Législation

Tariff item No. 9897.00.00 reads in part:

Le libellé du numéro tarifaire 9897.00.00 se lit en partie comme suit :

Issues of a periodical, one of the four immediately preceding issues of which has, under regulations made by the Governor in Council, been found to be an issue more than five per cent of the advertising space in which consisted of space used for advertisements that indicated specific sources of availability in Canada, or specific terms or conditions relating to the sale or provision in Canada, of any goods or services, except where the indication of such sources of availability or such terms or conditions was primarily directed to persons outside Canada.

Numéros d'un périodique dont un des quatre numéros immédiatement antérieurs a été jugé, conformément aux règlements que le gouverneur en conseil peut prendre, un numéro dont plus de cinq pour cent de l'espace réservé aux annonces consistait en espace utilisé pour les annonces qui précisaient les sources où pouvaient se faire l'acquisition au Canada, ou les conditions de la vente ou de la fourniture au Canada, de toute marchandise ou de tout service, sauf lorsque l'indication de ces sources ou de ces conditions s'adressait principalement à des personnes en dehors du Canada.

For the purpose of this provision in this tariff item:

Pour l'application de la disposition précédente du présent numéro tarifaire :

(a) "periodical" does not include a periodical dated after the coming into force of paragraph 19(1)(b) of the *Income Tax Act* that would be a Canadian issue of a Canadian periodical except that its type has either been wholly set in the United States or has been partly set in the United States with the remainder having been set in Canada, or except that it has been wholly printed in the United States or has been printed partly in the United States with the remainder having been printed in Canada; and

a) n'est pas considéré comme un périodique le numéro d'un périodique publié après l'entrée en vigueur de l'alinéa 19(1)b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* qui serait une édition canadienne d'un périodique canadien si ce n'était que la composition du numéro est faite soit entièrement aux États-Unis soit en partie aux États-Unis et en partie au Canada, ou que l'ensemble du numéro est imprimé aux États-Unis ou en partie aux États-Unis et en partie au Canada; et



(b) any term or expression used in paragraph (a) has the same meaning as in section 19 of the *Income Tax Act*;

Issues of a periodical, one of the four immediately preceding issues of which has, under regulations made by the Governor in Council, been found to be an issue of a special edition, including a split run or a regional edition, that contained an advertisement that was primarily directed to a market in Canada and that did not appear in identical form in all editions of that issue of that periodical that were distributed in the country of origin;

For the purpose of the preceding two provisions in this tariff item:

(a) "Issue" includes a special annual issue;

(b) "Periodical" means a periodical, the issues of which, other than special annual issues, are published at regular intervals of more than six days and less than fifteen weeks and are distributed as issues of a distinct publication or as a supplement to more than one newspaper, but does not include

- (i) a catalogue,
- (ii) a newspaper, or
- (iii) a periodical,

the principal function of which is the encouragement, promotion or development of the fine arts, letters, scholarship or religion.

Regulations

REGULATIONS RESPECTING THE IMPORTATION OF PERIODICALS

Short Title

1. These Regulations may be cited as the *Importation of Periodicals Regulations*.

b) les termes à l'alinéa a) ont le même sens qu'à l'article 19 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;

Numéros d'un périodique dont un des quatre numéros immédiatement antérieurs a été jugé, conformément aux règlements que le gouverneur en conseil peut prendre, une édition spéciale, y compris une édition dédoublée ou une édition régionale, dans laquelle figurait une annonce qui s'adressait principalement à un marché au Canada et qui n'a pas paru sous une forme identique dans toutes les éditions de ce numéro de ce périodique, diffusées dans le pays d'origine;

Pour l'application des deux dispositions précédentes du présent numéro tarifaire :

a) «numéro» comprend un numéro annuel spécial;

b) «périodique» désigne un périodique dont les numéros, autres que les numéros annuels spéciaux, paraissent à des intervalles réguliers de plus de six jours et de moins de quinze semaines et sont diffusés comme numéros d'une publication distincte ou comme supplément de plus d'un journal, mais ne comprend pas

- (i) un catalogue,
- (ii) un journal,
- (iii) un périodique,

dont la fonction principale est d'encourager, de stimuler ou de développer la culture des beaux-arts, des lettres et de favoriser l'acquisition de connaissances ou la pratique de la religion.

Règlement

RÈGLEMENT CONCERNANT L'IMPORTATION DE PÉRIODIQUES

Titre abrégé

1. Le présent règlement peut être cité sous le titre : *Règlement sur l'importation de périodiques*.

Interpretation

2. In these Regulations,

“Department” means the Department of National Revenue; (*ministère*)

“Deputy Minister” means the Deputy Minister of National Revenue or such Assistant Deputy Minister of National Revenue as is designated by the Deputy Minister to act on his behalf for the purposes of these Regulations; (*sous-ministre*)

“issue” has the same meaning as in tariff item No. 9897.00.00; (*numéro*)

“periodical” has the same meaning as in tariff item No. 9897.00.00; (*périodique*)

Procedure

3. Where, upon examination of an issue of a periodical, an officer of the Department designated by the Deputy Minister for the purpose is of the opinion that the issue is

(a) an issue of a special edition, including a split-run or regional edition, that contained an advertisement that was primarily directed to a market in Canada and that did not appear in identical form in all editions of that issue of that periodical that were distributed in the country of origin, or

(b) an issue, more than five per cent of the advertising space in which consisted of space used for advertisements that indicated specific sources of availability in Canada, or specific terms or conditions relating to the sale or provision in Canada, of any goods or services, except where the indication of such sources of availability or such terms or condition was primarily directed to persons outside Canada,

he shall forthwith advise the Deputy Minister of his opinion.

4. On being advised of the opinion of an officer of the Department pursuant to section 3, the Deputy Minister shall examine the issue of a periodical to which the opinion relates, and where, in the Deputy Minister's opinion, there may be cause to find the issue to be an issue described in paragraph 3(a) or (b), shall direct that notice be sent to the publisher of the issue,

Interprétation

2. Dans le présent règlement,

«ministère» signifie le ministère du Revenu national; (*Department*)

«sous-ministre» désigne le sous-ministre du Revenu national ou le sous-ministre adjoint du Revenu national nommé par le sous-ministre pour agir en son nom aux fins du présent règlement; (*Deputy Minister*)

«numéro» S'entend au sens du n^o tarifaire 9897.00.00. (*issue*)

«périodique» S'entend au sens du n^o tarifaire 9897.00.00. (*periodical*)

Formalités

3. Lorsque, après examen d'un numéro de périodique, un agent du ministère désigné à cette fin par le sous-ministre est d'avis que le numéro est

a) un numéro d'une édition spéciale, édition dédoublée et édition régionale dans laquelle figurait une annonce qui s'adressait principalement à un marché au Canada et qui n'a pas paru sous une forme identique dans toutes les éditions de ce numéro de ce périodique diffusées dans le pays d'origine, ou

b) un numéro dont plus de cinq pour cent de l'espace réservé aux annonces consistait en espace utilisé pour les annonces qui précisaient les sources où pouvait se faire l'acquisition au Canada, ou les conditions de la vente ou de la fourniture au Canada, de toute marchandise ou de tout service, sauf lorsque l'indication de ces sources ou de ces conditions s'adressait principalement à des personnes en dehors du Canada,

il doit faire part immédiatement de son opinion au sous-ministre.

4. Après avoir été informé de l'opinion de l'agent du ministère conformément à l'article 3, le sous-ministre examine le numéro du périodique visé par cette opinion et, si, selon le sous-ministre, il peut y avoir lieu de considérer le numéro comme un numéro visé à l'alinéa 3a) ou b), il ordonne qu'un avis soit envoyé à l'éditeur du numéro conformément à l'article 5, afin de

pursuant to section 5, giving the publisher an opportunity to make representations to show cause why the issue should not be found to be an issue described in paragraph 3(a) or (b).

5. Notice under section 4 shall be sent to the publisher of an issue by telecommunications or a similar electronic mode of communications addressed to the publisher at the address shown in the issue or, if no address is shown, at the latest known address of the publisher's head office or other principal place of business.

6. The Deputy Minister shall consider any representations made by the publisher to whom notice under section 4 has been sent, or made on behalf of the publisher by any person authorized by the publisher to represent the publisher, where such representations, if made in writing, are received by the Deputy Minister or, if made orally in the presence of the Deputy Minister, are made to the Deputy Minister within a period specified in the notice that begins on the day on which the notice under section 4 was sent and ends on

(a) the seventh day, in the case of a periodical published at intervals of not more than seven days; and

(b) the fifteenth day, in the case of a periodical published at intervals of eight days or more.

7. Upon the expiration of the time prescribed by section 6 and after considering any representations made as provided in that section within that time, the Deputy Minister may

(a) confirm the opinion of the officer of the Department and find the issue to which the opinion relates to be an issue described in paragraph (a) or (b), as the case may be, of section 3, or

(b) reverse the opinion of the officer of the Department and find the issue to which the opinion relates not to be an issue so described;

and upon the making of any such finding the Deputy Minister shall cause notice thereof to be sent to the publisher of the issue in the manner prescribed by section 5.

l'informer qu'il peut présenter ses observations quant aux raisons pour lesquelles le numéro ne devrait pas être considéré comme un numéro visé à l'alinéa 3a) ou b).

5. L'avis mentionné à l'article 4 doit être envoyé à l'éditeur d'un numéro par télécommunication ou un système électronique semblable de communication, à l'adresse indiquée dans le numéro ou, si une adresse n'y est pas désignée, à la dernière adresse connue de son siège social ou d'un autre siège principal.

6. Le sous-ministre étudie toutes les observations de l'éditeur à qui a été envoyé l'avis visé à l'article 4 ou de toute personne que l'éditeur autorise à le représenter, lorsque ces observations, si elles sont faites par écrit, sont reçues par le sous-ministre ou, si elles sont faites oralement en présence du sous-ministre, sont présentées au sous-ministre dans l'un des délais suivants qui est indiqué dans l'avis :

a) dans les sept jours à compter de la date d'envoi de l'avis, s'il s'agit d'un périodique publié à intervalles d'au plus sept jours;

b) dans les quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis, s'il s'agit d'un périodique publié à intervalles de huit jours ou plus.

7. À l'expiration de la période prévue par l'article 6 et après l'étude de toute observation faite d'après cet article dans la période voulue, le sous-ministre peut

a) confirmer l'opinion donnée par l'agent du ministère et considérer le numéro visé par cette opinion comme étant un numéro désigné à l'alinéa a) ou b), selon le cas, de l'article 3, ou

b) rejeter l'opinion émise par l'agent du ministère et juger que le numéro sur lequel l'opinion porte n'est pas un numéro ainsi désigné;

et après avoir tiré cette conclusion, le sous-ministre la notifiera à l'éditeur du numéro de la façon stipulée à l'article 5.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. Tariff item No. 9897.00.00 describes, in part, the periodicals to be considered prohibited for purposes of Section 136 of the *Customs Tariff*. There are two parts to that provision.

First Part of the Provision Relating to Periodicals of Tariff Item No. 9897.00.00

2. Under the first part of the provision, the reference to five per cent of the advertising relates to the total space occupied by advertisements of the types or categories referred to in the tariff item in relation to the total advertising space in the issue.

3. The name of the company in Canada, combined with any of the details such as the location (city or town), street address, post office box number, and telephone number, is considered to be an indication of a specific source of availability. (For exceptions, see paragraphs 4(c), 4(d), and 4(e) of this Memorandum.)

4. The following types of reference will not be considered to be indications of specific sources of availability:

(a) Broad references such as "available in Canada," "prices slightly higher in Canada," "available at leading jewellers in Canada," etc.;

(b) Mention of a Canadian company or firm in an advertisement without its location (city or town) in Canada;

(c) Advertisement which, although it includes locations (towns or cities) in Canada, does not refer the reader to such locations, but instead positively directs the reader to an address outside of Canada;

(d) So-called public service, prestige or corporate image advertisements in which the locations of the advertiser's offices, plants, or outlets in the various places in which the advertiser carries on business are included, but which do not include a specific

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le libellé du numéro tarifaire 9897.00.00 décrit, en partie, les périodiques qui doivent être considérés comme prohibés pour les besoins de l'article 136 du *Tarif des douanes*. Cette disposition est divisée en deux parties.

Première partie de la disposition relative aux périodiques visés par le numéro tarifaire 9897.00.00

2. En vertu de la première partie de la disposition, la mention de cinq pour cent de l'espace réservé aux annonces se rapporte à l'espace total réservé aux annonces de la catégorie ou du genre dont il s'agit dans le numéro tarifaire, par rapport à l'espace total réservé aux annonces dans le numéro du périodique.

3. L'indication du nom de la société au Canada accompagnée des détails tels que l'endroit (ville ou village), le numéro et la rue, le numéro d'une boîte postale et le numéro de téléphone, est considérée comme précisant les sources où l'on peut se procurer les marchandises. (Pour les exceptions, consultez les paragraphes 4c), 4d) et 4e) de ce mémorandum.)

4. Les mentions suivantes ne seront pas considérées comme précisant les sources où l'on peut se procurer les marchandises :

a) des mentions générales telles que «disponibles au Canada», «prix légèrement plus élevés au Canada», «disponibles chez les grands bijoutiers au Canada», etc.;

b) la mention d'une société ou maison canadienne dans une annonce, sans donner sa localité (ville ou village) au Canada;

c) une annonce qui, bien qu'elle indique les localités (villes ou villages) au Canada, ne signale pas particulièrement ces endroits au lecteur, mais recommande plutôt une adresse hors du Canada;

d) une annonce faite par les services sociaux ou par des sociétés soucieuses de rehausser leur prestige ou d'éclairer le public sur l'étendue de leur organisation, dans laquelle se trouve publiée la localité des bureaux, des usines ou des magasins

invitation to the reader to transact business at any of those locations in Canada or at any other place in Canada;

(e) Advertisements by Canadian manufacturers or suppliers of goods or services such as the federal or provincial travel bureaus, Canadian airlines, hotels or resorts, or Canadian distillers or brewers where the advertisements are not considered to be primarily directed to Canada.

5. Whenever a "Buying Guide" or "Where to Buy" column or page in an issue provides specific sources of availability in Canada for goods or services and is related to an advertisement in the same issue, only the advertisement itself will be included in the computation of the amount of advertising space.

6. Descriptive material of a promotional character that identifies particular goods or services by name or by name of the manufacturer or supplier and such additional details as price and source of availability will be considered advertising. When such advertising includes specific sources of availability in Canada either directly or by reference to a "Where to Buy" column or page, the descriptive material will be included in the computation of advertising space under the first part of the provision. Evaluations, reviews, reports on new products or models, performance tests, listings in a general directory issue of a periodical will not be considered advertising.

Second Part of the Provision Relating to Periodicals of Tariff Item No. 9897.00.00

7. Under the second part of the provision, whenever an advertisement contains a specific source of availability in Canada and that advertisement does not appear in identical form in all editions of that issue of the periodical which are distributed in the country of origin, the advertisement will be considered to be

des annonceurs dans les différents endroits où l'annonceur fait des affaires, mais qui ne demande pas au lecteur de faire des affaires à l'une ou l'autre de ces localités au Canada ou à tout autre endroit au Canada;

e) des annonces faites par des fabricants ou des fournisseurs de marchandises ou de services au Canada, tels que les bureaux de tourisme fédéraux ou provinciaux, les compagnies aériennes canadiennes, les hôtels ou les centres de villégiature ou les distillateurs ou brasseurs canadiens, lorsque les annonces ne sont pas considérées comme s'adressant principalement au Canada.

5. Lorsqu'une colonne ou une page du numéro d'un périodique porte les expressions «Guide de l'acheteur» ou «Où acheter» qui précisent les sources où sont disponibles les marchandises ou les services au Canada et qui se rattachent à une annonce parue dans le même numéro, seule l'annonce proprement dite sera comprise dans le calcul du montant de l'espace réservé aux annonces.

6. La matière descriptive et publicitaire qui identifie les marchandises ou les services particuliers par leur nom ou par le nom du fabricant ou du fournisseur et donne des détails supplémentaires tels que les prix et les sources d'approvisionnement, sera considérée comme de l'annonce. Lorsque cette annonce précise la source d'approvisionnement au Canada, soit directement, soit par le renvoi à la colonne ou la page indiquant «Où acheter», la matière descriptive sera comprise dans le calcul de l'espace réservé aux annonces en vertu de la première partie de la disposition. Les appréciations, les comptes rendus, les rapports sur des produits ou modèles nouveaux, les performances, les inscriptions dans un numéro constituant un index général d'un périodique, ne seront pas considérés comme de l'annonce.

Deuxième partie de la disposition ayant trait aux périodiques visés par le numéro tarifaire 9897.00.00

7. D'après la deuxième partie de la disposition, lorsqu'une annonce précise la source où peut se faire l'acquisition des marchandises au Canada et que l'annonce ne paraît pas sous une forme identique dans toutes les éditions de ce numéro du périodique diffusées dans le pays d'origine, l'annonce sera

primarily directed to a market in Canada, and the issue in which it appears will be considered to be a special edition. The term special edition includes a split-run or regional edition. If the advertisement containing a specific source of availability in Canada appears in identical form in all editions of that issue distributed in the country of origin, the second part of the provision will not be involved but the advertisement will be included in the computation of the five per cent of the advertising space under the first part of the provision.

8. When a bind-in reply card, business reply card, insert or other attachment is used in connection with an advertisement, the insert or other attachment and the advertisement are considered as an entity. Such an entity will be considered to be primarily directed to a market in Canada if the insert or other attachment, used in the copies distributed in Canada, differs from that appearing in the country of origin because of different or additional information directed to the Canadian market, e.g., a Canadian return address or terms or conditions applicable only to Canada. In such circumstances, the issue distributed in Canada will be considered a special edition under the second part of the provision.

Information

9. Where a shipment is suspected of contravening the provisions of this tariff item, Trade Policy and Interpretation Directorate shall be provided with a sample for determination of the action warranted respecting future importations.

10. Section 136 of the *Customs Tariff* states that the importation into Canada of any goods of tariff item No. 9897.00.00 is prohibited.

11. The attention of importers/owners is drawn to sections 36, 99, 101, 102, and 142 of the *Customs Act* respecting abandonment, detention, and exportation of goods that are prohibited by virtue of the provisions of section 136 of the *Customs Tariff*.

considérée comme s'adressant principalement à un marché au Canada et le numéro dans lequel elle paraît sera considéré comme une édition spéciale. L'expression édition spéciale comprend une édition dédoublée ou régionale. Si l'annonce précise la source où peut se faire l'acquisition de marchandises au Canada et qu'elle paraît sous une forme identique dans toutes les éditions de ce numéro diffusées dans le pays d'origine, la deuxième partie de la disposition n'entrera pas en jeu mais l'annonce sera comprise dans le calcul du cinq pour cent de l'espace réservé aux annonces en vertu de la première partie de la disposition.

8. Lorsqu'une carte réponse, un hors-texte ou un autre encartage est joint à une annonce, le hors-texte ou l'encartage est considéré comme formant un tout. Ce tout sera considéré comme s'adressant principalement à un marché au Canada si le hors-texte ou l'encartage, employé dans les exemplaires diffusés au Canada, diffère de ce qui paraît dans le pays d'origine et donne des renseignements différents ou supplémentaires destinés au marché canadien, par exemple une adresse canadienne ou des conditions applicables seulement au Canada. Dans ce cas-là, le numéro diffusé au Canada sera considéré comme constituant une édition spéciale en vertu de la deuxième partie de la disposition.

Renseignements

9. Lorsqu'on soupçonne qu'une expédition enfreigne les dispositions de ce numéro tarifaire, on fournira un spécimen à la Direction de la politique commerciale et interprétation pour qu'elle détermine les mesures à prendre à l'égard des importations futures.

10. L'article 136 du *Tarif des douanes* stipule que l'importation au Canada de n'importe quelles marchandises visées par le numéro tarifaire 9897.00.00 est interdite.

11. On appelle l'attention des importateurs/propriétaires sur les articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes* relativement à l'abandon, à la détention et à l'exportation des marchandises qui sont interdites en vertu des dispositions de l'article 136 du *Tarif des douanes*.

12. Customs is prepared to advise on whether individual advertisements or any descriptive material of a promotional character listing sources of availability in Canada will be considered of the types or categories described in tariff item No. 9897.00.00. For further information or assistance, please contact:

Manager
Prohibited Importations
Trade Policy and Interpretation Directorate
Revenue Canada
Ottawa ON K1A 0L5

Telephone: (613) 954-6940

12. Les douanes sont disposées à étudier le cas de telle ou telle annonce ou de toute matière descriptive d'une nature publicitaire qui donne les sources d'approvisionnement au Canada, et à décider s'il s'agit d'un genre ou d'une catégorie mentionné au numéro tarifaire 9897.00.00. Pour de plus amples renseignements ou de l'aide, veuillez communiquer avec le :

Gestionnaire
Revenu Canada
Direction de la politique commerciale et
interprétation
Importations prohibées
Ottawa ON K1A 0L5

Téléphone : (613) 954-6940

REFERENCES

RÉFÉRENCES

ISSUING OFFICE – Trade Policy and Interpretation Directorate
LEGISLATIVE REFERENCES – <i>Customs Tariff</i> , section 136 and tariff item No. 9897.00.00 <i>Customs Act</i> , sections 36, 99, 101, 102, and 142
HEADQUARTERS FILE – 9897.00
SUPERSEDED MEMORANDA “D” – D9-1-10, May 21, 1993
OTHER REFERENCES – N/A

BUREAU DE DIFFUSION – Direction de la politique commerciale et interprétation
RÉFÉRENCES LÉGALES – <i>Tarif des douanes</i> , article 136 et le numéro tarifaire 9897.00.00 <i>Loi sur les douanes</i> , articles 36, 99, 101, 102 et 142
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE – 9897.00
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» – D9-1-10, le 21 mai 1993
AUTRES RÉFÉRENCES – s/o

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE
AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT
OFFERTS DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY
OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-
MINISTRE DU REVENU NATIONAL.

February 16, 1998

Le 16 février 1998





MEMORANDUM D9-1-11

Ottawa, July 2, 1998

Ottawa, le 2 juillet 1998

SUBJECT

IMPORTATION OF USED OR SECOND-HAND MOTOR VEHICLES

This Memorandum provides information regarding the application of tariff item No. 9897.00.00 to the *Customs Tariff* as it relates to the importation of used or second-hand motor vehicle.

Legislation

Tariff item No. 9897.00.00 of the *Customs Tariff* prohibits the importation of:

Used or second-hand motor vehicles of all kinds, manufactured prior to the calendar year in which importation into Canada is sought to be made, other than motor vehicles

(a) imported under tariff item Nos. 9801.10.00, 9807.00.00, 9808.00.00, 9809.00.00 or 9810.00.00;

(b) imported by a settler on the settler's first arrival but not entitled to be classified under tariff item No. 9807.00.00;

(c) forfeited or confiscated for any offence under the Customs laws, or the laws of any province of Canada;

(d) left by bequest;

(e) imported from the United States;

(f) entitled to the benefit of the United States Tariff, the Mexico Tariff or the Mexico-United States Tariff and imported from Mexico

(i) in the 2009 or 2010 calendar year, if the motor vehicles are not less than ten years old.

OBJET

IMPORTATION DE VÉHICULES AUTOMOBILES USAGÉS OU D'OCCASION

Le présent mémorandum donne des renseignements sur l'application du numéro tarifaire 9897.00.00 du *Tarif des douanes* en ce qui concerne l'importation de véhicules automobiles usagés ou d'occasion.

Législation

Le numéro tarifaire 9897.00.00 du *Tarif des douanes* interdit l'importation des :

Véhicules automobiles de toutes sortes, usagés ou d'occasion, fabriqués antérieurement à l'année civile pendant laquelle on cherche à les importer au Canada, sauf les véhicules automobiles :

a) classés dans les numéros tarifaires 9801.10.00, 9807.00.00, 9808.00.00, 9809.00.00, ou 9810.00.00;

b) importés par un immigrant, à sa première arrivée, mais ne pouvant être classés dans le numéro tarifaire 9807.00.00;

c) confisqués par suite d'une infraction aux lois douanières, ou aux lois d'une province du Canada;

d) provenant de legs;

e) importés des États-Unis;

f) bénéficiant du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif Mexique-États-Unis et importés du Mexique :

(i) pendant les années civiles 2009 et 2010, dans le cas des véhicules automobiles d'au moins 10 ans,



(ii) in the 2011 or 2012 calendar year, if the motor vehicles are not less than eight years old,

(iii) in the 2013 or 2014 calendar year, if the motor vehicles are not less than six years old,

(iv) in the 2015 or 2016 calendar year, if the motor vehicles are not less than four years old,

(v) in the 2017 or 2018 calendar year, if the motor vehicles are not less than two years old, or

(vi) on or after January 1, 2019;

(ii) pendant les années civiles 2011 et 2012, dans le cas des véhicules automobiles d'au moins 8 ans,

(iii) pendant les années civiles 2013 et 2014, dans le cas des véhicules automobiles d'au moins 6 ans,

(iv) pendant les années civiles 2015 et 2016, dans le cas des véhicules automobiles d'au moins 4 ans,

(v) pendant les années civiles 2017 et 2018, dans le cas des véhicules automobiles d'au moins 2 ans,

(vi) à compter du 1^{er} janvier 2019;

Statutory Instrument

USED OR SECOND-HAND MOTOR VEHICLES REGULATIONS

Application

1. These Regulations apply to a used or second-hand motor vehicle that is manufactured before the calendar year in which importation of the vehicle is sought to be made, if the vehicle

(a) has machinery or apparatus permanently mounted thereon and is imported for

(i) use in exploratory or discovery work in connection with oil or natural gas wells or for the development, maintenance, testing, depletion or production of a well up to and including the wellhead assembly, or

(ii) drilling for water;

when a similarly-equipped vehicle is not readily available in Canada;

(b) is received by a resident of Canada as a gift from a relative or friend who resides outside of Canada and the vehicle is to be used for personal purposes and not for any commercial purpose;

Texte réglementaire

RÈGLEMENT SUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES USAGÉS OU D'OCCASION

Application

1. Le présent règlement s'applique à tout véhicule automobile — usagé ou d'occasion, fabriqué antérieurement à l'année civile pendant laquelle on cherche à importer — qui, selon le cas :

a) est équipé de machines ou d'appareils montés en permanence et qui est importé — lorsque des véhicules équipés d'une façon semblable ne sont pas faciles à obtenir au Canada — pour servir

(i) soit à des travaux de prospection ou de découverte se rapportant à des puits de pétrole ou de gaz naturel ou aux fins de la mise en valeur, de l'entretien, de la mise à l'essai, de l'épuisement ou de la production de puits, y compris la tête de mise en production,

(ii) soit au forage pour de l'eau;

b) est reçu par un résident canadien à titre de cadeau de la part de parents ou d'amis résidant à l'étranger, si le véhicule est destiné à son usage personnel et non à des fins commerciales;

(c) is imported by a non-resident for permanent use by the non-resident at a summer or vacation residence occupied by the non-resident in Canada;

(d) is imported by a citizen of another country who is not a resident of Canada and who is employed in a defence establishment of the government of that country in Canada or who is on official military service in Canada;

(e) is imported in accordance with the *Non-residents' Temporary Importation of Baggage and Conveyances Regulations*;

(f) is imported by a contractor engaged in the construction and maintenance of a leased base established in the Province of Newfoundland by the Government of the United States for use by the contractor in the construction and maintenance of those bases;

(g) is a diesel-powered self-propelled dump truck that is mounted on rubber-tired wheels or on rubber-tired wheels and half-tracks and has a rated capacity, by struck volume, of not less than 7.2 cubic metres and, by payload weight, of not less than 15 tonnes and was imported for off-highway use to carry minerals or other excavated materials at a mine, quarry, gravel or sand pit or at a construction site;

(h) is imported by a former resident of Canada returning to resume residence in Canada who

(i) immediately before returning to Canada, had been a resident of another country for at least 12 consecutive months,

(ii) has been continuously absent from Canada for at least six months and, during the period of continuous absence, owned the motor vehicle for at least six months, or

(iii) had emigrated from Canada or had been assigned to extended duty in another country and has been compelled to return to Canada on account of illness, unemployment, educational needs or on account of other personal reasons of a similar nature;

c) est importé par un non-résident pour servir en permanence à la résidence d'été ou de villégiature au Canada occupée par ce dernier;

d) est importé par un citoyen d'un pays étranger qui n'est pas un résident du Canada, qui est employé dans un établissement de défense de son gouvernement au Canada ou qui est en service militaire officiel au Canada;

e) est importé en vertu du *Règlement sur l'importation temporaire de bagages et de moyens de transport par un non-résident*;

f) est importé par un entrepreneur effectuant la construction et l'entretien de bases louées, établies par le gouvernement des États-Unis dans la province de Terre-Neuve, en vue de la construction et l'entretien de ces bases;

g) est un camion diesel automoteur basculant, monté sur roues caoutchoutées ou sur des roues caoutchoutées et semi-chenillées, d'une capacité nominale, au volume radé, d'au moins 7,2 mètres cubes et, à la charge utile, d'au moins 15 tonnes, qui est importé en vue de servir hors route au transport des minéraux ou d'autres matières extraites dans les mines, carrières, gravières et sablières, ou des chantiers de construction;

h) est importé par un ancien résident du Canada revenant au pays pour y résider de nouveau :

(i) soit après avoir été résident d'un autre pays pendant au moins 12 mois consécutifs immédiatement avant son retour au Canada,

(ii) soit après avoir été absent du Canada pendant une période continue d'au moins six mois au cours de laquelle il était propriétaire du véhicule durant au moins six mois,

(iii) soit après avoir émigré du Canada ou avoir été affecté en service prolongé à l'étranger et forcé de retourner au Canada pour cause de maladie ou de chômage, pour des besoins de formation ou pour d'autres raisons personnelles de nature semblable;

(i) is imported by a resident of Canada returning to Canada who

(i) immediately before returning to Canada, had been continuously absent from Canada for at least 12 consecutive months,

(ii) has been continuously absent from Canada for at least six months and, during the period of continuous absence, owned the motor vehicle for at least six months, or

(iii) had been assigned to extended duty in another country and has been compelled to return to Canada on account of illness, unemployment, educational needs or on account of other personal reasons of a similar nature;

(j) is not less than 15 years old;

(k) is manufactured before January 1st of the model year of the vehicle but imported after that date and before December 31st of that year;

(l) imported as a formula or sports racing car and may not be licensed for use on a public highway;

(m) is imported by a resident of Canada who acquired the vehicle outside of Canada as a replacement for another motor vehicle owned by the resident that was damaged, in an accident that occurred outside of Canada, to such an extent that repair was impracticable;

(n) is a vehicle in respect of which the *Foreign Aircraft Servicing Equipment Remission Order, 1992* applies upon its importation;

(o) is imported temporarily and in respect of which a temporary entry remission order, or any other that permits temporary entry for commercial purposes, applies upon its importation;

(p) is forfeited pursuant to the *Controlled Drugs and Substances Act*;

i) est importé par un résident du Canada revenant au pays

(i) soit après avoir été absent du Canada pendant une période continue d'au moins 12 mois consécutifs immédiatement avant son retour au Canada,

(ii) soit après avoir été absent du Canada pendant une période continue d'au moins six mois au cours de laquelle il était propriétaire du véhicule durant au moins six mois,

(iii) soit après avoir été affecté en service prolongé à l'étranger et forcé de retourner au Canada pour cause de maladie ou de chômage, pour des besoins de formation ou pour d'autres raisons personnelles de nature semblable;

j) a au moins 15 ans;

k) a été fabriqué avant le 1^{er} janvier de l'année modèle s'y rapportant et importé durant la période commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de cette même année;

l) est importé comme voiture de formule ou de course qui ne peut être immatriculée pour utilisation sur la voie publique;

m) est importé par un résident du Canada qui l'a acquis à l'étranger pour remplacer un véhicule lui appartenant qui a été endommagé dans un accident survenu à l'étranger l'ayant rendu irréparable;

n) est un véhicule auquel s'applique, au moment de l'importation, le *Décret de remise de l'équipement d'entretien d'aéronefs étrangers (1992)*;

o) est importé temporairement et auquel s'applique, au moment de l'importation, un décret de remise en matière d'entrée temporaire de marchandises ou tout autre décret permettant l'entrée temporaire à des fins commerciales;

p) est confisqué en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

(q) is imported temporarily under tariff item No. 9802.00.00 or 9803.00.00;

(r) is goods in respect of which sections 4 and 7 of the *Akwesasne Residents Remission Order* apply upon its importation; or

(s) is imported by its original purchaser and

(i) the vehicle is imported for the personal use of the original purchaser or the original purchaser's household,

(ii) the vehicle is not imported for use in a business, in a manufacturing establishment or as equipment to be used by a contractor, and

(iii) the bill of sale for the vehicle does not specify that the vehicle has been used as a demonstration vehicle or by a car rental agency.

Exclusion

2. All motor vehicles referred to in section 1 are excluded from the application of tariff item No. 9897.00.00.

Repeal

3. The *Used or Second-hand Motor Vehicles Regulations* are repealed.

Coming Into Force

4. These Regulations come into force on January 1, 1998.

q) est importé temporairement au titre des n^{os} tarifaires 9802.00.00 ou 9803.00.00;

r) est une marchandise à laquelle s'applique, au moment de l'importation, les articles 4 et 7 du *Décret de remise visant les résidents d'Akwesasne*;

s) est importé par l'acquéreur original lorsque les conditions suivantes sont réunies :

(i) le véhicule à moteur est importé pour l'usage personnel de l'acquéreur original ou celui des personnes vivant sous son toit;

(ii) il n'est pas importé pour être utilisé dans un commerce ou un établissement industriel, ni comme outillage d'entrepreneur;

(iii) l'acte de vente relatif au véhicule ne précise pas que celui-ci a été utilisé comme véhicule de démonstration ou par une agence de location de voitures.

Exclusion

2. Les véhicules visés à l'article 1 sont soustraits à l'application du n^o tarifaire 9897.00.00.

Abrogation

3. Le *Règlement sur les véhicules à moteur usagés ou d'occasion* est abrogé.

Entrée en vigueur

4. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

Importations From the United States

1. The vehicle age restrictions on vehicles imported from the United States were reduced over a four-year period beginning on January 1, 1989, until they were eliminated on January 1, 1993.

July 2, 1998

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Importations en provenance des États-Unis

1. Les restrictions relatives à l'âge des véhicules qui s'appliquaient aux véhicules importés des États-Unis ont été réduites au cours de quatre années commençant le 1^{er} janvier 1989 jusqu'à leur élimination le 1^{er} janvier 1993.

Le 2 juillet 1998

... 6

2. To be considered as imported from the United States, a motor vehicle must have been shipped to Canada directly from the United States and, prior to its entry into Canada, the vehicle must have been entered into the trade or commerce of the United States.

3. Acceptable evidence to substantiate that the vehicle had entered into the trade or commerce of the United States is:

(a) a copy of the United States customs accounting document respecting the vehicle's entry for consumption into the United States, or

(b) a copy of the United States registration for the vehicle.

4. Motor vehicles imported into Canada from a third country via the United States shall not be considered to have been imported from the United States.

5. Motor vehicles delivered to Canada from a foreign trade zone or other customs-bonded facility in the United States, without first having been entered for consumption in the United States, shall not be considered to have been imported from the United States.

Importations From Other Countries

6. Used or second-hand vehicles imported into Canada directly from countries other than the United States remain subject to prohibition on their importation, except where exempted by the *Used or Second-Hand Motor Vehicle Regulations*.

Motor Vehicles of Canadian Origin

7. Importations from the United States of motor vehicles, built in Canada and entered into the commerce of the United States under the provisions of the Auto Pact, are considered as U.S.-used or second-hand motor vehicles. Consequently, the provisions for Canadian goods returned in the *Customs Tariff* are not applicable to these vehicles. Tariff item No. 9897.00.00 is applicable in these cases where the vehicles do not

2. Pour être considéré comme ayant été importé des États-Unis, un véhicule automobile doit avoir été expédié directement au Canada à partir des États-Unis et doit, avant son entrée au Canada, avoir été introduit dans le commerce des États-Unis.

3. Pour prouver que le véhicule avait été introduit dans le commerce des États-Unis, il faut présenter l'un des deux documents suivants :

a) une copie du document de déclaration en détail présenté au service douanier des États-Unis concernant l'introduction du véhicule pour consommation aux États-Unis,

b) une copie du document d'immatriculation du véhicule aux États-Unis.

4. Les véhicules automobiles importés au Canada à partir d'un tiers pays en passant par les États-Unis ne seront pas considérés comme ayant été importés des États-Unis.

5. Les véhicules automobiles qui sont livrés au Canada à partir d'une zone de commerce extérieur ou d'une autre installation sous douane aux États-Unis sans avoir été d'abord introduits pour consommation aux États-Unis, ne seront pas considérés comme ayant été importés des États-Unis.

Importations en provenance d'autres pays

6. Les véhicules usagés ou d'occasion importés directement au Canada à partir de pays autres que les États-Unis restent assujettis à l'interdiction à l'importation, sauf s'ils sont exemptés en vertu du *Règlement sur les véhicules automobiles usagés ou d'occasion*.

Véhicules automobiles d'origine canadienne

7. Les importations des États-Unis de véhicules automobiles fabriqués au Canada et entrés dans le commerce des États-Unis en vertu des dispositions du Pacte de l'automobile sont considérées comme des importations de véhicules automobiles usagés ou d'occasion des États-Unis. Ainsi, les dispositions dans le *Tarif des douanes* ayant trait aux marchandises canadiennes retournées ne s'appliquent pas à ces

meet the age restrictions specified in the tariff item or are not exempted by the *Used or Second-Hand Motor Vehicle Regulations*.

8. Seized motor vehicles, which originated in Canada or were once duty paid into Canada, and are subsequently purchased at auctions in the United States, may be imported under tariff item No. 9813.00.00 or 9814.00.00, provided they are returned without having been advanced in value, improved in condition, or combined with other articles abroad. In these circumstances, the prohibition on used or second-hand motor vehicles will not be applied.

Determination of Vehicle Age

9. For the purposes of tariff item No. 9897.00.00, the age of a motor vehicle is determined by the month and year during which work was completed on the vehicle at the place of main assembly. For example, a vehicle manufactured in May 1983 would be considered to be 15 years old on May 1, 1998. Information concerning the date of manufacture is provided on the manufacturer's compliance label which, under the *Motor Vehicle Safety Act* and Regulations, must be affixed to all buses manufactured subsequent to January 1, 1971, and to all vehicles less than 15 years old.

10. The "model year" of vehicles is not a sufficient factor in determining the age of imported used or second-hand vehicles. For example, a "1983" vehicle manufactured in June 1983 would not be admissible until June 1, 1998, and a "1984" vehicle manufactured in September 1983 would not be admissible until September 1, 1998.

Payment of Duties and Taxes

11. Used or second-hand motor vehicles are subject to the payment of applicable customs duty, the goods and services tax, and other taxes imposed under the *Excise Tax Act*.

véhicules. Le numéro tarifaire 9897.00.00 s'applique à ces cas lorsque les véhicules ne satisfont pas à l'exigence des restrictions d'âge précisées au numéro tarifaire ou ne sont pas exemptés par le *Règlement sur les véhicules automobiles usagés ou d'occasion*.

8. Les véhicules automobiles saisis, qui sont originaires du Canada ou ont été dédouanés une fois au Canada et qui sont par la suite achetés à des enchères aux États-Unis, peuvent être importés en vertu du numéro tarifaire 9813.00.00 ou 9814.00.00, à condition qu'ils soient retournés sans avoir reçu de plus-value ni d'amélioration ou sans avoir été unis à d'autres articles à l'étranger. Dans ces circonstances, on n'appliquera pas l'interdiction à l'égard des véhicules automobiles usagés ou d'occasion.

Détermination de l'âge du véhicule

9. Aux fins du numéro tarifaire 9897.00.00, l'âge d'un véhicule automobile est déterminé par le mois et l'année pendant lesquels le travail sur le véhicule a été terminé à la chaîne de montage. Par exemple, un véhicule fabriqué en mai 1983 serait considéré comme ayant 15 ans le 1^{er} mai 1998. Des renseignements concernant la date de fabrication sont fournis sur l'étiquette de conformité qui, en vertu de la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* et le règlement y afférent, doit être apposée sur tous les autobus fabriqués après le 1^{er} janvier 1971 et sur tous les véhicules ayant moins de 15 ans.

10. L'«année de modèle» des véhicules n'entre que partiellement en ligne de compte dans la détermination de l'âge de véhicules usagés ou d'occasion importés. Par exemple, un véhicule de modèle «1983» qui a été fabriqué en juin 1983 ne serait admissible que le 1^{er} juin 1998, et un véhicule de modèle «1984» qui a été fabriqué en septembre 1983 ne serait admissible que le 1^{er} septembre 1998.

Paiement des droits et taxes

11. Les véhicules automobiles usagés ou d'occasion sont assujettis au paiement des droits de douane, de la taxe sur les produits et services et d'autres taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*.

12. The rate of duty applicable to used motor vehicles imported from the United States will depend upon the origin of the vehicle. Vehicles of United States origin will be subject to the United States Tariff rate. Vehicles which originated in other countries and which are not entitled to the benefit of the United States Tariff will be subject to the Most-Favoured-Nation Tariff rate when imported from the United States.

13. All vehicles, regardless of their origin, remain subject to the goods and services tax and other taxes imposed under the *Excise Tax Act*.

Used or Second-Hand Motor Vehicle Regulations

14. Paragraph 1(h) of the Regulations is to be interpreted so that subparagraphs 1(h)(i), (ii), and (iii) are independent from each other.

15. Paragraph 1(i) of the Regulations is to be interpreted so that subparagraphs 1(i)(i), (ii), and (iii) are independent from each other.

16. Paragraph 1(s) is to be interpreted to mean a vehicle which was purchased new by its original owner but imported in a year which was subsequent to the year of purchase.

Motor Vehicle Safety Act (Transport Canada)

17. The Department assists Transport Canada with the administration of the *Motor Vehicle Safety Act* and Regulations, as outlined in Memorandum D19-12-1, *Importation of Motor Vehicles*. The current *Motor Vehicle Safety Act* requires vehicles to comply to Canadian safety standards at time of importation and be so certified by the original manufacturer. Many new and used vehicles do not comply and are prohibited entry even though, in the case of used vehicles, the age-related prohibition is being phased out under the Canada-U.S. Free Trade Agreement. The onus rests with the purchaser/importer to determine the compliance status of the vehicle being imported into Canada.

July 2, 1998

12. Les taux des droits applicables aux véhicules automobiles usagés importés des États-Unis dépendront de l'origine du véhicule. Les véhicules originaires des États-Unis seront assujettis au taux du tarif des États-Unis. Les véhicules automobiles originaires d'autres pays qui ne peuvent bénéficier du tarif des États-Unis seront assujettis au taux du tarif de la nation la plus favorisée lorsqu'ils sont importés des États-Unis.

13. Tous les véhicules, quelle qu'en soit l'origine, restent assujettis à la taxe sur les produits et services et aux autres taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*.

Règlement sur les véhicules automobiles usagés ou d'occasion

14. L'alinéa 1h) du Règlement doit être interprété de façon à ce que chacun des sous-alinéas 1h)(i), (ii) et (iii) soit indépendant.

15. L'alinéa 1i) du Règlement doit être interprété de façon à ce que chacun des sous-alinéas 1i)(i), (ii) et (iii) soit indépendant.

16. L'alinéa 1s) doit être interprété comme signifiant un véhicule qui a été acheté neuf par son premier propriétaire, mais qui a été importé au cours de l'année suivant l'année de l'achat.

Loi sur la sécurité des véhicules automobiles (Transports Canada)

17. Le Ministère aide Transports Canada à appliquer la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* et les règlements y afférents, tel qu'énoncé dans le Mémoire D19-12-1, *Importation de véhicules automobiles*. La présente *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* stipule que les véhicules doivent se conformer aux normes de sécurité du Canada au moment de leur importation et qu'il en soit ainsi attesté par leur fabricant original. Plusieurs véhicules neufs et usagés ne sont pas conformes et leur importation est prohibée bien que, dans le cas des véhicules usagés, les restrictions relatives à l'âge des véhicules soient éliminées progressivement, en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. C'est à la personne qui importe le véhicule au Canada ou à l'acheteur qu'il appartient de déterminer si le véhicule satisfait aux normes en question.

Le 2 juillet 1998

... 9

18. For information on Transport Canada's requirements on the importation of wrecked vehicles, please refer to Memorandum D19-12-1.

19. For additional information, on Transport Canada's requirements, importers should contact:

Road Safety and Motor Vehicle
Regulation Directorate
Transport Canada
8th floor
Tower C, Place de Ville
330 Sparks Street
Ottawa ON K1A 0N5

Telephone: (613) 998-8616
(toll free: 1-800-333-0371)
Facsimile: (613) 998-4831

20. Importers with damaged motor vehicles may claim that tariff item No. 9897.00.00 does not apply to their vehicle and that it should be classified as parts; however, a motor vehicle may be classified as parts only if damage to the vehicle has rendered it completely useless and it cannot be repaired for use as a motor vehicle. Damage must be substantial and evidence must be produced to establish that the vehicle cannot be rebuilt for road use.

21. All damaged used and second-hand motor vehicles, which are imported for parts, are to be classified under tariff item No. 8708.99.99 (classification No. 8708.99.99.90) as parts and accessories of a motor vehicle. In the event that such an importation includes an air conditioner specifically designed for use in a motor vehicle, the \$100 excise tax is applicable.

22. The onus rests with importers to substantiate that motor vehicles are damaged to the extent that it would not be practical to repair them for highway use. Should customs officers not be satisfied that the vehicles are substantially damaged as to render them no longer repairable from a practical point of view for highway use, they may request additional documentation from importers. Such additional documentation can take the form of a signed declaration by a licenced automotive

18. Si vous avez besoin de renseignements sur les normes de Transports Canada en ce qui a trait à l'importation de véhicules endommagés, veuillez consulter le Mémoire D19-12-1.

19. Si vous avez besoin de renseignements plus précis sur les normes de Transports Canada, veuillez communiquer avec :

Transports Canada
Direction de la sécurité routière et de la
réglementation automobile
Tour C, Place de Ville
330, rue Sparks
8^e étage
Ottawa ON K1A 0N5

Téléphone : (613) 998-8616
(sans frais : 1 800 333-0371)
Télécopieur : (613) 998-4831

20. Les importateurs de véhicules automobiles endommagés peuvent prétendre que les dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00 ne s'appliquent pas à leurs véhicules et qu'ils peuvent être classés en tant que pièces. Par contre, un véhicule automobile peut être classé en tant que pièces seulement lorsque les dommages l'ont rendu totalement inutilisable et qu'il ne peut être réparé pour être utilisé comme véhicule automobile. Les dommages doivent être substantiels et une preuve attestant que ce véhicule automobile ne peut plus être utilisé sur la route doit être produite.

21. Tous les véhicules automobiles endommagés, usagés ou d'occasion, qui sont importés pour servir en tant que pièces doivent être classés en vertu du numéro tarifaire 8708.99.99 (numéro de classement 8708.99.99.90) qui a trait aux pièces et accessoires d'un véhicule automobile. Advenant qu'une telle importation englobe un dispositif de climatisation conçu expressément pour servir dans un véhicule automobile, la taxe d'accise de 100 \$ s'applique.

22. Il incombe aux importateurs de justifier que les véhicules automobiles sont endommagés à un point tel qu'il n'est pas pratique de les réparer afin de s'en servir sur les grands-routes. Advenant que les agents des douanes n'aient pas la certitude que les véhicules sont suffisamment endommagés pour les rendre pratiquement irréparables et inutilisables sur les grands-routes, ils peuvent demander de la documentation supplémentaire aux importateurs. Une documentation

mechanic or a provincial vehicle inspector attesting to the fact that it is not practical to have the motor vehicle repaired for highway use. If an importer fails to comply with such a request, the vehicle in question is to be classified as a motor vehicle and be subject to tariff item No. 9897.00.00. In such cases, the importer should be advised of the re-determination and appeal provisions of sections 59 to 68 inclusive of the *Customs Act*.

23. Importers should be requested to sign the following declaration in those cases where the customs officer is satisfied that the vehicles may be imported for use as parts.

I do solemnly declare that these vehicles are damaged substantially to the extent that they cannot, from a practical point of view, be rebuilt for road use. I further certify that they are imported for the salvaging of parts only, and that the vehicles will never be made roadworthy for highway use.

.....
(Signature)

24. With respect to motor vehicles imported for scrap, they are to be classified under tariff item No. 7204.49.00 as waste and scrap iron or steel. Prior to importation, they must be rendered unusable as **either a vehicle or parts** by one of five processes outlined in the Explanatory Notes to the Harmonized Commodity Description and Coding System [see Volume 3 waste and scrap, point A(2)].

25. Under no circumstances will a person be issued a *Vehicle Import Form*, Form 13-0132, for a damaged vehicle imported for use as parts or scrap. Further, such vehicles cannot be repaired for highway use in Canada.

26. Requests for the importation of vehicles specified in subparagraphs 1(a)(i) and (ii) of the Regulations are to be referred to your district Trade Administration Services offices or Trade Policy and Interpretation Directorate at Headquarters, where availability of

de ce genre peut être une déclaration signée par un mécanicien d'automobiles titulaire d'un permis ou un inspecteur de véhicules de la province attestant le fait qu'il n'est pas pratique que le véhicule automobile soit réparé pour s'en servir sur les grands-routes. Si un importateur néglige de faire droit à une telle requête, le véhicule en cause doit être classé en tant que véhicule automobile assujéti au numéro tarifaire 9897.00.00. Dans des cas de ce genre, l'importateur doit être mis au courant des dispositions des articles 59 à 68 inclusivement de la *Loi sur les douanes* prévoyant les appels et les révisions.

23. Dans les cas où l'agent des douanes est persuadé que les véhicules peuvent être importés pour servir en tant que pièces, il doit demander aux importateurs de signer la déclaration ci-dessous :

Je déclare solennellement que ces véhicules sont endommagés à un point tel qu'ils ne peuvent plus être utilisés sur la route et ce, d'un point de vue d'ordre pratique. De plus, j'atteste que ces véhicules sont importés seulement pour la récupération de pièces, et qu'ils ne seront jamais mis en état de marche pour s'en servir sur les grands-routes.

.....
(Signature)

24. Pour ce qui est des véhicules automobiles importés en tant que ferraille, ils doivent être classés en vertu du numéro tarifaire 7204.49.00 qui a trait aux déchets et débris en fer ou en acier. Il faut rendre les véhicules inutilisables **en tant que véhicule ou pièces** avant leur importation, et ce, selon un des cinq procédés décrits aux Notes explicatives du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises [voir le volume 3, point A(2), ayant trait aux déchets et débris].

25. En aucun cas, le *Formulaire d'importation de véhicule*, formulaire 13-0132, ne peut être émis à une personne pour un véhicule endommagé qui est importé pour servir en tant que pièces ou ferrailles. De plus, de tels véhicules ne peuvent être réparés pour servir sur les grands-routes au Canada.

26. Les demandes d'importation de véhicules décrits aux sous-alinéas 1a)(i) et (ii) de ce Règlement doivent être envoyées à votre bureau régional des Services de l'administration des politiques commerciales ou à la Direction de la politique commerciale et de l'inter-

similarly equipped vehicles in Canada will be ascertained.

27. Paragraph 1(k) of the Regulations relates to the current model year that identifies such model. For example, a 1998 model manufactured in 1997 will be admissible in the entire calendar year of 1998.

28. Used and second-hand motor vehicles entered as a gift from a friend or relative as specified in these Regulations require the following declaration:

I do solemnly declare that the motor vehicle described in this accounting document is a gift to me, for my own personal use and not for any commercial purpose, by

.....
(Name) (Address)

and that no money or valuable consideration of any kind has been or will be given by me or by any other person on my behalf for the said motor vehicle.

.....
(Signature)

29. In addition to the classes of vehicles exempted from the provisions of tariff item No. 9897.00.00 by Order in Council, the prohibition does not apply to a vehicle, the design or construction of which limits it to off-highway use. Examples of items that are not subject to tariff item No. 9897.00.00 are: golf carts, fork-lift trucks, warehouse trucks, go-karts, and snowmobiles.

Foreign Government Surplus Vehicles

30. Foreign government surplus vehicles, particularly four-wheel and six-wheel drive trucks, although manufactured before January 1 of the year in which importation is sought to be made, may appear to be in new and unused condition with very little mileage accumulated from their place of manufacture to their military vehicle depot or dump and to the premises of a surplus dealer. While vehicles of this class may reasonably be regarded as new and unused, they are, nonetheless, second-hand because of having passed

prétation à l'Administration centrale où on vérifiera la disponibilité au Canada de véhicules équipés de façon semblable.

27. Le paragraphe 1k) de ce Règlement porte sur le modèle courant de l'année qui identifie le modèle. Par exemple un modèle de 1998 fabriqué en 1997 sera admissible durant toute l'année civile 1998.

28. Les véhicules automobiles usagés et d'occasion importés à titre de cadeaux authentiques venant d'un ami ou d'un parent comme il est précisé dans ce Règlement nécessitent la déclaration ci-dessous :

Je déclare solennellement que le véhicule automobile décrit dans ce document de déclaration est un cadeau authentique, pour mon propre usage personnel et à des fins non commerciales, qui me vient de

.....
(Nom) (Adresse)

et qu'aucune somme d'argent ou aucune valeur pécuniaire de quelque genre que ce soit n'a ou ne sera donnée par moi ou par toute autre personne en mon nom en retour dudit véhicule automobile.

.....
(Signature)

29. En plus des catégories de véhicules exemptés des dispositions du numéro tarifaire 9897.00.00 par décret du conseil, l'interdiction ne s'applique pas à un véhicule dont la conception ou la construction le limite à une utilisation hors des grands-routes. Suivent des exemples d'articles qui ne sont pas assujettis au numéro tarifaire 9897.00.00 : chariots de golf, chariots élévateurs, camions d'entrepôt, karts et motoneiges.

Véhicules de surplus des gouvernements étrangers

30. Les véhicules de surplus des gouvernements étrangers, en particulier des camions à quatre roues et à six roues motrices, bien qu'ils aient été fabriqués avant le 1^{er} janvier de l'année d'importation, peuvent paraître neufs et n'avoir pas été utilisés, mis à part le bas millage accumulé durant leur mouvement, par exemple depuis l'usine vers le dépôt de l'armée ou entrepôt temporaire, ensuite vers le magasin de surplus. Bien que les véhicules de cette catégorie puissent raisonnablement être considérés comme

from the manufacturer's or dealer's hands into the possession of the United States Government, and, in the majority of cases, into the hands of war-surplus dealers before being acquired by Canadians for importation into Canada.

31. It should be carefully noted that new and unused motor vehicles, which are purchased from someone other than the manufacturer or a licensed motor vehicle dealer, are classed as second-hand and are also subject to tariff item No. 9897.00.00.

Akwesasne Residents

32. Paragraph 1(r) of the Regulations exempts used and second-hand vehicles which are eligible for a remission of duty pursuant to sections 4 and 7 to the *Akwesasne Residents' Remission Order*. Such vehicles must have been imported for personal use from the United States by an Akwesasne resident.

33. At the time of importation, such vehicles must be both reported pursuant to section 12 of the *Customs Act* and be accounted for pursuant to section 32 of the *Customs Act* at the Cornwall Customs Office. They must also comply with Canadian safety standards outlined in the *Motor Vehicle Safety Act* and Regulations.

Customs Procedures

34. Where any doubt exists as to the applicability of tariff item No. 9897.00.00, the question should be referred immediately to the regional customs office with full particulars concerning the vehicle, including an illustration if available, and complete information as to its proposed usage, before the accounting document is permitted to be passed.

neufs et n'ayant pas servi, ils sont, néanmoins, des véhicules d'occasion, étant donné qu'ils ont été transmis par le fabricant ou le marchand au gouvernement des États-Unis et, dans la majorité des cas, à des marchands de surplus militaires avant d'être acquis par des Canadiens pour être importés au Canada.

31. Il convient de prendre bonne note du fait que les véhicules automobiles neufs et non usagés, qui sont achetés d'une personne n'étant pas le fabricant ou un marchand de véhicules automobiles muni de licence, sont classés comme d'occasion et sont également assujettis au numéro tarifaire 9897.00.00.

Les résidents d'Akwesasne

32. L'alinéa 1r) du Règlement exempte les véhicules usagés ou d'occasion qui remplissent les conditions voulues pour bénéficier d'une remise de droits et ce, conformément aux articles 4 et 7 du *Décret de remise visant les résidents d'Akwesasne*. De tels véhicules doivent avoir été importés des États-Unis par un résident d'Akwesasne et ce, à des fins personnelles.

33. Au moment de l'importation, des véhicules de ce genre doivent être signalés conformément à l'article 12 de la *Loi sur les douanes* et déclarés en détail conformément à l'article 32 de la *Loi sur les douanes* au Bureau de douane de Cornwall. Ils doivent également être conformes aux normes canadiennes de sécurité décrites dans la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* et le règlement y afférent.

Procédures douanières

34. Lorsqu'il existe un doute quant à l'applicabilité du numéro tarifaire 9897.00.00, il faut, avant d'accorder le document de déclaration, s'informer immédiatement auprès du bureau de douane régional et lui fournir les détails concernant le véhicule, y compris une photo s'il y en a une, de même que les renseignements complets concernant son utilisation proposée.

REFERENCES

ISSUING OFFICE – Nomenclature and Tariff Treatment Policy Division
LEGISLATIVE REFERENCES – <i>Customs Tariff</i> , tariff item No. 9897.00.00
HEADQUARTERS FILE – HS 9897.00
SUPERSEDED MEMORANDA “D” – D9-1-11, February 7, 1992
OTHER REFERENCES – D19-12-1

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION – Division de la politique de la nomenclature et du traitement tarifaire
RÉFÉRENCES LÉGALES – <i>Tarif des douanes</i> , numéro tarifaire 9897.00.00
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE – SH 9897.00
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» – D9-1-11, le 7 février 1992
AUTRES RÉFÉRENCES – D19-12-1

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE
AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT
OFFERTS DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY
OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-
MINISTRE DU REVENU NATIONAL.

July 2, 1998

Le 2 juillet 1998





MEMORANDUM D9-1-12

Ottawa, January 1, 1988

SUBJECT

CERTAIN PARTS OF WILD BIRDS

This Memorandum outlines and explains the provisions of tariff code 9952 of Schedule VII to the *Customs Tariff* which prohibit the importation into Canada of certain parts of wild birds.

Legislation

Section 114 reads:

“The importation into Canada of any goods enumerated or referred to in Schedule VII is prohibited.”

Tariff code 9952 of Schedule VII to the *Customs Tariff* reads:

“Aigrettes, egret plumes or so-called osprey plumes, and the feathers, quills, heads, wings, tails, skins, or parts of skins of wild birds, either raw or manufactured, but excluding:

(a) the feathers or plumes of ostriches; the plumage of the English pheasant, the Indian peacock, birds imported alive, and of wild birds of groups recognized as game birds in any Canadian game law and for which an open season is provided thereunder;

(b) specimens imported, in accordance with regulations that the Minister may make, for any museum or for scientific or educational purposes.”

GUIDELINES AND
GENERAL INFORMATION

1. Tariff code 9952 supersedes tariff item 99212-1 of the former *Customs Tariff* (R.S.C. 1970, C. C-41) which was established in co-operation with foreign countries to protect many rare and vanishing species of wild birds that were threatened with early extinction through slaughtering in order to obtain the plumes, feathers, quills, wings, etc., for export.

CCS/HS Revision January 1, 1988

Canada

Ottawa, le 1^{er} janvier 1988

OBJET

CERTAINES PARTIES D'OISEAUX SAUVAGES

Le présent mémorandum souligne et explique les dispositions du code tarifaire 9952 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* en vertu desquelles l'importation de certaines parties d'oiseaux sauvages est interdite au Canada.

Législation

Le libellé de l'article 114 se lit comme suit:

«L'importation au Canada des marchandises dénommées ou visées à l'annexe VII est prohibée.»

Le code tarifaire 9952 de l'annexe VII du *Tarif des douanes* est libellé comme suit:

«Aigrettes, plumes d'aigrettes ou plumes appelées plumes d'orfraie, et les plumes, grandes plumes, têtes, ailes, queues, peaux ou parties de peau d'oiseaux sauvages, soit vertes, soit manufacturées, mais à l'exclusion:

a) des plumes d'autruches; du plumage de faisans anglais, de paons des Indes, d'oiseaux sauvages de groupes reconnus comme gibier à plumes dans l'une quelconque des lois canadiennes sur la chasse, et pour lesquels une saison ouverte y est prévue;

Note: Paragraphe a) précité devrait inclure les oiseaux importés vivants. Cette note ne fait pas partie de la législation.

b) les spécimens importés en vertu des règlements que le ministre peut prendre, pour servir à des musées ou à des fins scientifiques et éducatives.»

LIGNES DIRECTRICES ET
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le code tarifaire 9952 remplace le numéro tarifaire 99212-1 de l'ancien *Tarif des douanes* (R.S.C. 1970, C. C-41) qui a été établi en collaboration avec certains pays étrangers afin de protéger plusieurs espèces rares ou en voie de disparition d'oiseaux sauvages que menaçaient d'extinction à courte échéance les tueries auxquelles on se livrait afin d'obtenir des plumes, des grandes plumes, des ailes, etc. aux fins d'exportation.

Révision SDSC/SH 1 janvier 1988

2. Export permits issued by the exporting country and import permits issued by the Canadian Wildlife Service of the Department of Environment with respect to endangered species, as outlined in Memorandum D19-7-1, Convention on International Trade in Endangered Species, do not exempt goods from the prohibitory provisions of tariff code 9952. As well, passage by inspection of the Department of Agriculture under the Diseases and Protection Regulations of the *Animal Diseases and Protection Act* does not authorize an exemption from the prohibition of tariff code 9952.

3. The term "either raw or manufactured" in the first paragraph of tariff code 9952 includes skins, whether or not processed in any manner, but does not include articles made from the skins of wild birds.

4. With respect to the exemptions listed in the last part of paragraph (a) of tariff code 9952, it is the responsibility of the importer to prove to the satisfaction of the Customs Officer that any plumage imported is indeed that of wild birds of groups recognized as game birds in any Canadian game law, and for which an open season is provided thereunder.

Penalty Information

5. Section 114 of the *Customs Tariff* states that the importation into Canada of any goods enumerated, described or referred to in Schedule VII are prohibited. The attention of importers/owners is directed to sections 36, 99, 101, 102 and 142 of the *Customs Act* respecting abandonment, examination, detention and exportation of goods which are prohibited by virtue of the provisions of section 114 of the *Customs Tariff*.

6. For further information or assistance, please contact:

Tariff Programs
Animal and Vegetable Products Unit
Department of National Revenue
Ottawa, Ontario
K1A 0L5

2. Les licences d'exportation délivrées par le pays d'exportation et les licences d'importation délivrées par le Service canadien de la faune du ministère de l'Environnement en ce qui concerne les espèces menacées d'extinction, comme l'indique le mémorandum D19-7-1, Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction, n'exemptent pas les marchandises des dispositions prohibitives du code tarifaire 9952. Aussi, le passage par visite d'un inspecteur du ministère de l'Agriculture en vertu du Règlement sur les maladies et la protection des animaux de la *Loi sur les maladies et la protection des animaux* n'autorise pas une exemption des dispositions prohibitives du code tarifaire 9952.

3. Le terme «soit vertes, soit manufacturées» dans le premier paragraphe du code tarifaire 9952 inclut des peaux, que ces dernières soient conditionnées ou non de n'importe quelle façon, mais il n'inclut pas des articles fabriqués de peaux d'oiseaux sauvages.

4. Quant aux exemptions prévues à la dernière partie d'alinéa a) du code tarifaire 9952, il incombe à l'importateur de prouver à l'agent des douanes qu'il s'agit effectivement de plumage d'oiseaux sauvages de groupes reconnus comme gibier à plumes dans l'une quelconque des lois canadiennes sur la chasse, et pour lesquels une saison ouverte y est prévue.

Renseignements sur les pénalités

5. L'article 114 du *Tarif des douanes* stipule que l'importation au Canada de n'importe quelles marchandises détaillées, dépeintes ou mentionnées à l'annexe VII est interdite. L'attention des importateurs/propriétaires est orientée vers les articles 36, 99, 101, 102 et 142 de la *Loi sur les douanes* relativement à l'abandon, à la visite, à la détention et à l'exportation des marchandises qui sont interdites en vertu des dispositions de l'article 114 du *Tarif des douanes*.

6. Pour de plus amples renseignements ou de l'aide, veuillez communiquer avec:

Programmes tarifaires
Unité des produits animaux et végétaux
Ministère du Revenu national
Ottawa (Ontario)
K1A 0L5

REFERENCES

EFFECTIVE DATE — January 1, 1988
ISSUING OFFICE — Tariff Programs Animal and Vegetable Products Unit
LEGISLATIVE REFERENCES — <i>Customs Tariff</i> , section 114 and tariff code 9952 of Schedule VII
HEADQUARTERS FILE — TC 9952-0
SUPERSEDED MEMORANDA “D”— D9-1-12, June 1, 1986
OTHER REFERENCES — D19-7-1

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE, CUSTOMS AND EXCISE.

RÉFÉRENCES

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR — le 1 ^{er} janvier 1988
BUREAU DE DIFFUSION — Programmes tarifaires Unité des produits animaux et végétaux
RÉFÉRENCES LÉGALES — <i>Tarif des douanes</i> , article 114 et code tarifaire 9952 de l'annexe VII
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE — CT 9952-0
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» — D9-1-12, 1 juin 1986
AUTRES RÉFÉRENCES — D19-7-1

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT DISPONIBLES DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-MINISTRE DU REVENU NATIONAL, DOUANES ET ACCISE.



Ottawa, March 19, 2010

MEMORANDUM D9-1-13

In Brief

WHITE PHOSPHOROUS MATCHES

The following changes have been made to accurately reflect the Canada Border Services Agency (CBSA) role in administering the provisions of the *Customs Tariff*:

1. New terminology is used to reflect changes in organizational structure of the CBSA.
2. A legislative reference section has been updated to show the relevant sections of the *Customs Tariff* and *Customs Act*.



Printed in Canada





Ottawa, March 19, 2010

MEMORANDUM D9-1-13

WHITE PHOSPHOROUS MATCHES

This memorandum outlines and explains the provisions of tariff item No. 9897.00.00 which prohibits the entry into Canada of white phosphorous matches.

Legislation

Customs Tariff

Tariff item No. 9897.00.00 reads, in part: "White phosphorus matches"

Section 136. (1) The importation of goods of tariff item Nos. 9897.00.00, 9898.00.00 or 9899.00.00 is prohibited.

(2) Subsection 10 (1) does not apply in respect of goods referred to in subsection (1).

Customs Act

Detention of controlled goods

101. Goods that have been imported or are about to be exported may be detained by an officer until he is satisfied that the goods have been dealt with in accordance with this Act, and any other Act of Parliament that prohibits, controls or regulates the importation or exportation of goods, and any regulations made thereunder.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. When an importation of matches is suspected to be prohibited by tariff code 9897.00.00, the goods shall be detained. CBSA will submit a sample of this article to the CBSA Laboratory for testing purposes, if necessary and wait for a response.

2. For more information, within Canada call the Border Information Service at **1-800-461-9999**. From outside Canada call 204-983-3500 or 506-636-5064. Long distance charges will apply. Agents are available Monday to Friday (08:00 – 16:00 local time/except holidays). TTY is also available within Canada: **1-866-335-3237**.

REFERENCES

ISSUING OFFICE –

Partnerships Division
Border and Compliance Programs Directorate
Admissibility Branch

LEGISLATIVE REFERENCES –

Customs Tariff, section 136
Customs Act, section 101

SUPERSEDED MEMORANDA “D” –

D9-1-13, January 1, 1988

HEADQUARTERS FILE –

Tariff code 9966, tariff item 9897.00.00

OTHER REFERENCES –

Services provided by the Canada Border Services Agency are available in both official languages.



Printed in Canada

RÉFÉRENCES

BOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE - Code tarifaire 9966, numéro tarifaire 9897.00.00	BUREAU DE DIFFUSION - Division des partenariats Direction des programmes commerciaux Direction générale de l'Admissibilité	
	RÉFÉRENCES LÉGALES - <i>Tarif des douanes</i> , article 136 <i>Loi sur les douanes</i> , article 101	CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » - D9-1-13, le 1 ^{er} janvier 1988
AUTRES RÉFÉRENCES -		

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



Imprimé au Canada

MÉMORANDUM D9-1-13

ALLUMETTES AU PHOSPHORE BLANC

Ce mémorandum énonce et explique la disposition du numéro tarifaire 9897.00.00, qui interdit l'entrée au Canada d'allumettes au phosphore blanc.

Législation

Tarif des douanes

Le numéro tarifaire 9897.00.00 se lit en partie comme suit : « Allumettes au phosphore blanc ».

Article 136. (1) L'importation des marchandises des numéros tarifaires 9897.00.00, 9898.00.00 ou 9899.00.00 est prohibée.

(2) Le paragraphe 10 (1) ne s'applique pas aux marchandises visées au paragraphe (1).

Loi sur les douanes

Retenue de marchandises contrôlées

101. L'agent peut retenir les marchandises importées ou en instance d'exportation jusqu'à ce qu'il constate qu'il a été procédé à leur égard conformément à la présente loi ou à toute autre loi fédérale prohibant, contrôlant ou réglementant les importations ou les exportations, ainsi qu'à leurs règlements d'application.

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Lorsqu'il est soupçonné qu'une importation d'allumettes est prohibée en vertu du code tarifaire 9897.00.00, les marchandises doivent être retenues. S'il y lieu, l'ASFC fera parvenir un échantillon de cet article au Laboratoire des douanes à des fins d'analyse et attendra les résultats.

2. Pour obtenir de plus amples renseignements au Canada, téléphonez au Service d'information sur la frontière, au 1-800-959-2036. De l'extérieur du Canada, téléphonez au 204-983-3500 ou au 506-636-5064. Les frais d'interruption s'appliqueront. Des agents peuvent vous répondre du lundi au vendredi (de 8 h à 16 h, heure locale, à l'exception des congés fériés). Des appareils de télécommunication pour personnes malentendantes sont également disponibles au Canada au 1-866-335-3237.



MÉMORANDUM D9-1-13

Ottawa, le 19 mars 2010

En résumé

ALLUMETTES AU PHOSPHORE BLANC

Les changements suivants ont été apportés pour refléter avec précision le rôle de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) dans l'administration des dispositions du *Tarif des douanes* :

1. De la nouvelle terminologie est utilisée pour refléter les changements apportés à la structure organisationnelle de l'ASFC.
2. La section des références légales a été mise à jour pour que les articles pertinents du *Tarif des douanes* et de la *Loi sur les douanes* y soient présentés.



Ottawa, February 14, 2008

MEMORANDUM D9-1-15

In Brief

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S POLICY ON THE CLASSIFICATION OF HATE PROPAGANDA, SEDITION AND TREASON

1. This memorandum has been revised to reflect both legislative and administrative amendments, including the addition of sexual orientation as an identifiable group and the provision of more detailed procedural information for importers.
2. This revision replaces Memorandum D9-1-15, *Revenue Canada's Interpretative Policy for the Administration of Tariff Item 9899.00.00 – Hate Propaganda, Treason and Sedition*, dated February 3, 1998.



Printed in Canada



Ottawa, February 14, 2008

MEMORANDUM D9-1-15

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S POLICY ON THE CLASSIFICATION OF HATE PROPAGANDA, SEDITION AND TREASON

This memorandum outlines and explains the interpretation of tariff item 9899.00.00, paragraphs (b), (c) and (d), of the Schedule to the *Customs Tariff*.

Legislation

The *Customs Tariff* provides that the importation into Canada of any goods enumerated, described or referred to in tariff item 9899.00.00 is prohibited.

Tariff item 9899.00.00 reads, in part:

Books, printed paper, drawings, paintings, prints, photographs or representations of any kind that:

(b) constitute hate propaganda within the meaning of subsection 320(8) of the *Criminal Code*;

(c) are of a treasonable character within the meaning of section 46 of the *Criminal Code*; or

(d) are of a seditious character within the meaning of sections 59 and 60 of the *Criminal Code*.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

The Uniqueness of Hate Propaganda, Sedition and Treason Decisions in the Canada Border Services Agency's (CBSA) Mandate

1. In the course of administering the many laws of Parliament that regulate, control or prohibit the importation of goods into Canada, CBSA officials deal with a wide range of goods.
2. One category of goods (tariff item 9899.00.00) differs from all others however, and includes material that is suspected of constituting hate propaganda, sedition or treason as defined in subsections 46(2), 59(4) and 320(8) of the *Criminal Code*. The *Customs Tariff* prohibits the importation of such material into Canada, including written, visual and audio materials.
3. Unlike many other goods with which CBSA officials routinely deal, expressive materials are protected by the freedom of expression guarantee set out in subsection 2(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. Although not specifically tested in the courts to date, it is believed that, in respect of hate propaganda, sedition and treason, as with obscenity, the infringement of section 2(b) of the Charter is justified under its own section 1, because the

overriding objective of the law is the avoidance of harm to society and that is a sufficiently substantial concern to warrant a restriction on freedom of expression.

4. As a result, the handling of suspect hate propaganda, sedition and treason, and the decision-making process for classifying such material under tariff item 9899.00.00, have different repercussions for the CBSA and for importers than do comparable decisions made in relation to other goods that do not involve Charter issues.

Service Standard

5. Decisions concerning the classification of goods detained as suspect hate propaganda, sedition or treason must be made in a timely manner. The CBSA provides a 30-day service standard at both the determination and re-determination levels. This means that, in general, suspect goods must be classified within 30 days of the date of detention and that the importer must be promptly notified of the decision. Where an importer makes a request for a re-determination of the classification, pursuant to Section 60 of the *Customs Act*, the decision must also be made within 30 days of the receipt of the importer's request. If a determination or re-determination is not rendered within the 30-day period, those specific goods should be allowed importation. It should be noted that the size and complexity of the shipment might have an impact on meeting the service standard.

Determining Whether Goods are Hate Propaganda

6. Goods that constitute hate propaganda under the *Criminal Code* are those that contain depictions and/or descriptions that advocate or promote genocide or that publicly incite or wilfully promote hatred against an identifiable group, distinguished by colour, race, religion, ethnic origin or sexual orientation.
7. Goods may be prohibited as hate propaganda if they advocate or promote the genocide of an identifiable group. Genocide is defined as acts committed with the intent to destroy, in whole or in part, an identifiable group, either by killing members of the group or by deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction.
8. Goods that incite or promote hatred against an identifiable group, by incorporating some or all of the following allegations, may be prohibited as hate propaganda:
 - (a) allegations that an identifiable group is to blame for serious economic or social problems;

(b) allegations that an identifiable group manipulates media, trade, finance, government or world politics to the detriment of society;

(c) allegations that an identifiable group is inferior or superior to another group; and/or

(d) allegations that an identifiable group weakens or threatens society, in whole or in part.

Determining Whether Goods are Seditious

9. Goods that are of a seditious character are, for example, goods that contain depictions and/or descriptions that advocate the use of force, without the authority of law, as a means of accomplishing governmental change within Canada.

Determining Whether Goods are Treasonable

10. Goods that are of a treasonable character are, for example, goods that contain depictions and/or descriptions that advocate the use of force or violence to overthrow the Government of Canada or a province, or which communicate or make available to an agent of a state other than Canada, without lawful authority, any military or scientific information that may be used by that state for a purpose prejudicial to the safety or defence of Canada.

Defences and Exceptions

11. Goods that may constitute hate propaganda, through their wilful promotion of hatred, will not be classified under tariff item 9899.00.00 if the goods are found to:

(a) communicate statements that are established to be true;

(b) predominately express, in good faith, an opinion on a religious subject or an opinion based on a belief in a religious text;

(c) be relevant to any subject of public interest, the discussion of which is for the public benefit and, on reasonable grounds, are believed to be true; or

(d) be intended, in good faith, to point out, for the purposes of removal, matters producing or tending to produce feelings of hatred towards an identifiable group in Canada.

12. Similarly, goods that may constitute sedition will not be classified under tariff item 9899.00.00 if the goods are found to have only the intention, in good faith, to:

(a) show that Her Majesty has been misled or mistaken in her measures;

(b) point out errors or defects in the government or constitution of Canada or a province, in the Parliament or the legislature of a province, or in the administration of justice in Canada;

(c) procure, by lawful means, the alteration of any matter of government in Canada; or

(d) point out, for the purposes of removal, matters that produce or tend to produce feelings of hostility or ill-will between different classes of persons in Canada.

Other Considerations

13. It should be emphasized that every suspect item is to be assessed in its entirety, with full recognition given to freedom of expression. Each item is to be considered as a whole and its overall nature and dominant characteristics assessed. A section of a work that is found to contain areas of concern, as outlined in this memorandum, must be assessed as part of the entire work and in the context of the entire work's theme. However, goods essentially made up of many individual elements are not to be treated as a whole and may be prohibited on the basis of any one of the elements that falls within the provisions of tariff item 9899.00.00. For example, a magazine or newspaper may be considered on a segment-by-segment basis.

Note: For the purposes of tariff item 9899.00.00, goods that are made (manufactured, printed, purchased, etc.) in Canada and subsequently exported are considered to constitute an importation on their return to Canada.

APPENDIX A

ADVANCE REVIEWS AND IMPORTERS' RIGHTS

ADVANCE REVIEWS

1. Individuals or commercial importers who encounter difficulty in determining whether goods are in compliance with these guidelines may submit a sample of the goods, prior to importation, to the Prohibited Importations Unit (PIU), at Headquarters, for review. An official from the Unit will then provide an opinion regarding the admissibility of the goods into Canada. This service is designed to promote voluntary compliance with the legislation in cases where the classification of specific materials is not immediately clear. Importers can arrange for an advance review by contacting the PIU in Ottawa at 613-954-7049. It should be noted that any sample goods submitted to the PIU for the purposes of an advance review will **not** be returned.

IMPORTERS' RIGHTS

When Suspect Goods are Detained – Notification

2. An importer, whose goods are suspected of being hate propaganda, sedition or treason, according to the legislation, will be provided with a written notice of detention containing the following information: a brief description of the goods detained; the port of entry where the goods are detained; the date of detention; and a contact name and telephone number. This information will be provided in the top portion of the Form K27, *Notice of Detention/Determination*.
3. Once a full review of the goods has been conducted, generally within 30 days of the date of detention, the importer will be notified of the determination in writing (i.e. whether the goods are prohibited or released).
4. If the goods are found to be admissible, the importer will receive a written notice of determination containing a brief description of the goods and the date of determination. This information will be provided by way of Part B of the Form K27. The goods will then be immediately released to the importer, subject to the payment of any applicable duties and/or taxes.
5. If the goods are prohibited as hate propaganda, sedition or treason, the importer will receive a written notice of determination containing the following information: a brief description of the goods; the date of determination; the reasons for prohibition; and a list of options available to the importer, including instructions for appeal. This information will be provided by way of Part B of the Form K27.
6. If a shipment contains more than one prohibited title, the Form K27A, *Continuation Sheet*, will be used by CBSA officials to indicate to the importer the specific reasons for which each title was prohibited. A completed Form K27A will then accompany the completed Form K27.

When Goods are Prohibited – Importers' Rights

7. When goods are deemed to be hate propaganda, sedition or treason, and are therefore prohibited, the importer may exercise any one of the following options, as set out on the reverse of the Form K27, *Notice of Detention/Determination*:
 - (a) the decision may be appealed by writing to the Customs Disputes Section at the address provided on the Form K27, within 90 days of the date of determination, referring to the title of the material, the applicable Form K27 control number and any other applicable information;
 - (b) the goods may be exported, under customs control and at the importer's expense and arrangement; or
 - (c) the goods may be abandoned to the Crown pursuant to section 36 of the *Customs Act*, in which case the material will be destroyed, pursuant to section 142.
8. If the importer fails to appeal or to provide instructions either to export or abandon the goods within 90 days of the date of decision, the goods will be considered forfeit and will be destroyed.

APPENDIX B**FORMS**

Paper copies of the forms K27, *Notice of Detention/Determination*, and K27A, *Continuation Sheet*, are no longer available. The current versions of these two forms are now available to all CBSA officials electronically, exclusively through the CBSA's intranet under "Forms and Templates".

REFERENCES

ISSUING OFFICE –

Prohibited Importations Unit
 Border Compliance Programs Directorate
 Admissibility Branch

LEGISLATIVE REFERENCES –

Canadian Charter of Rights and Freedoms, section 1
 and subsection 2(b)
Criminal Code, sections 46, 59 and 60 and
 subsection 320(8)
Customs Act, sections 36, 58, 60 and 142
Customs Tariff, tariff item 9899.00.00 of the Schedule

SUPERSEDED MEMORANDA “D” –

D9-1-15, February 3, 1998

HEADQUARTERS FILE –

5905-7-2

OTHER REFERENCES –

N/A

Services provided by the Canada Border Services Agency are
 available in both official languages.



Printed in Canada

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION -		Unité des importations prohibées Direction des programmes de l'observation de la frontière Direction générale de l'admissibilité	
RÉFÉRENCES LÉGALES -		<i>Charte canadienne des droits et libertés</i> , article 1 et alinéa 2b) <i>Code criminel</i> , articles 46, 59 et 60 et paragraphe 320(8) <i>Loi sur les douanes</i> , articles 36, 58, 60 et 142 <i>Tarif des douanes</i> , numéro tarifaire 9899.00.00 de l'annexe	
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » -		D9-1-15, 3 février 1998	

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



Imprimé au Canada

ANNEXE B**FORMULAIRES**

Des copies papier des formulaires K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire*, et K27A, *Feuille supplémentaire*, ne sont plus disponibles. Tous les fonctionnaires de l'ASFC ont maintenant accès aux dernières versions de ces deux formulaires uniquement dans l'intranet de l'ASFC, sous « Formulaires/modèles. »

EXAMENS ANTICIPÉS ET DROITS DES IMPORTATEURS

EXAMENS ANTICIPÉS

1. Les personnes ou les importateurs commerciaux qui éprouvent des difficultés à déterminer si des marchandises sont conformes aux lignes directrices énoncées dans ce document peuvent, avant l'importation, présenter des échantillons à l'Unité des importations prohibées (UIP) à l'Administration centrale à des fins d'examen. Un fonctionnaire de l'Unité fournira ensuite au demandeur une opinion concernant l'admissibilité des biens au Canada. Ce service vise à encourager l'observation volontaire de la législation dans les cas où le classement du matériel précis n'est pas clair de prime abord. Les importateurs peuvent prendre les dispositions nécessaires en vue d'un examen anticipé en communiquant avec l'UIP à Ottawa, au 613-954-7049. Il est à noter que les échantillons de marchandises soumis à l'UIP en vue d'un examen anticipé ne seront pas retournés à l'expéditeur.

DROITS DES IMPORTATEURS

Lorsque les marchandises suspectes sont retenues – Avis

2. Les importateurs dont les marchandises sont soupçonnées être de la propagande haineuse ou des marchandises de nature à fomenter la sédition ou la trahison en vertu de la législation pertinente reçoivent par écrit un avis de retenue contenant les renseignements suivants : une description sommaire des marchandises retenues, le bureau d'entrée où les marchandises sont retenues, la date de la retenue, ainsi que le nom et le numéro de téléphone d'une personne-ressource. Cette information sera inscrite dans la partie supérieure du formulaire K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire*.

3. Lorsqu'un examen exhaustif des marchandises aura été effectué, généralement dans un délai de 30 jours suivant la date de la retenue, l'importateur sera avisé par écrit de la décision (c.-à-d. si les marchandises sont prohibées ou dédouanées).

4. Si les marchandises sont jugées admissibles, l'importateur recevra par écrit un avis de détermination contenant une description sommaire des marchandises et indiquant la date de la décision. Cette information sera fournie au moyen de la partie B du formulaire K27. Les marchandises seront par la suite acheminées à l'importateur, sous réserve du paiement des droits et/ou des taxes applicables.

5. Si les marchandises sont jugées constituer de la propagande haineuse ou du matériel de nature à fomenter la sédition ou la trahison et donc prohibées, l'importateur recevra par écrit un avis de détermination contenant les renseignements suivants : une description sommaire des marchandises, la date de décision, les raisons justifiant la prohibition, ainsi qu'une liste des options à la disposition de l'importateur, y compris les instructions à suivre pour interjeter appel. Cette information sera fournie au moyen de la partie B du formulaire K27.

6. Si une expédition renferme plus d'un titre prohibé, les fonctionnaires de l'ASFC utiliseront le formulaire K27A, *Feuille supplémentaire*, pour communiquer à l'importateur les raisons précises pour lesquelles chaque titre a été prohibé. Un formulaire K27A rempli sera joint au formulaire K27 rempli.

Lorsque les marchandises sont prohibées – Droits des importateurs

7. Lorsque l'on détermine que les marchandises constituent de la propagande haineuse ou du matériel de nature à fomenter la sédition ou la trahison et donc prohibées, l'importateur peut se prévaloir d'une des options suivantes, tel qu'exposées au verso du formulaire K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire* :

a) il peut appeler de la décision en écrivant à la Section des différends douaniers de l'Unité des importations prohibées, à l'adresse qui figure sur le formulaire K27, dans un délai de 90 jours suivant la date de la décision, et en faisant mention du titre du matériel, du numéro de contrôle applicable du formulaire K27 et de tout autre renseignement pertinent;

b) les marchandises peuvent être exportées, sous le contrôle des douanes et aux frais de l'importateur;

c) les marchandises peuvent être abandonnées à la Couronne en vertu de l'article 36 de la *Loi sur les douanes*; en pareil cas, elles seront détruites conformément à l'article 142.

8. Si l'importateur n'interjette pas appel ou qu'il ne fournit pas de directives au sujet de l'exportation ou de l'abandon des marchandises dans un délai de 90 jours suivant la date de la décision, celles-ci seront considérées comme étant abandonnées et seront détruites.



Ottawa, le 14 février 2008

MEMORANDUM D9-1-15

POLITIQUE DE L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA SUR LE CLASSEMENT DE LA PROPAGANDE HAINEUSE ET DU MATÉRIEL DE NATURE À FOMENTER LA SÉDITION ET LA TRAHISON

Le présent mémorandum expose et explique
l'interprétation des alinéas b), c) et d) du numéro
tarifaire 9899.00.00 de l'annexe du *Tarif des douanes*.

Législation

Le *Tarif des douanes* prohibe l'importation au Canada
des marchandises énumérées, décrites ou mentionnées au
numéro tarifaire 9899.00.00.

Le numéro tarifaire 9899.00.00 se lit comme suit, en
partie :

Des livres, imprimés, dessins, peintures, gravures,
photographies ou reproductions de tout genre qui :

b) constituent de la propagande haineuse au sens du
paragraphe 320(8) du *Code criminel*;

c) sont de nature à fomenter la trahison au sens de
l'article 46 du *Code criminel*;

d) sont de nature à fomenter la sédition au sens des
articles 59 ou 60 du *Code criminel*.

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le caractère particulier des décisions en matière de
propagande haineuse, de sédition et de trahison dans le
mandat de l'Agence des services frontaliers du Canada
(ASFC)

1. Au moment d'appliquer les nombreuses lois du
Parlement régissant, contrôlant ou prohibant l'importation
de marchandises au Canada, les fonctionnaires de l'ASFC
traitent un large éventail de marchandises.

2. Une catégorie de marchandises (numéro
tarifaire 9899.00.00) diffère cependant de toutes les autres;
il s'agit du matériel soupçonné de constituer de la
propagande haineuse ou d'être de nature à fomenter la
sédition ou la trahison au sens des paragraphes 46(2), 59(4)
et 320(8) du *Code criminel*. Le *Tarif des douanes* prohibe
l'importation de ce matériel au Canada, y compris le
matériel écrit, visuel et audio.

3. Contrairement aux nombreuses autres marchandises
que les fonctionnaires de l'ASFC traitent de façon régulière,
ce genre de matériel est protégé en vertu de l'alinéa 2b) de

Norme de service

5. Les décisions concernant le classement des
marchandises retenues à titre de propagande haineuse ou
parce qu'elles sont de nature à fomenter la sédition ou la
trahison, doivent être prises en temps opportun. L'ASFC
offre une norme de service de 30 jours pour la
détermination et la révision. En d'autres termes, les
marchandises soupçonnées doivent être classées dans les
30 jours suivant la date à laquelle elles ont été retenues, et
l'importateur doit être rapidement avisé de la décision
rendue. Lorsque l'importateur présente une demande de
révision du classement en vertu de l'article 60 de la *Loi sur
les douanes*, la décision doit également être rendue dans les
30 jours suivant la date de réception de la demande. Si le
délai de 30 jours prévu pour le classement ou la révision du
classement n'a pas été respecté, l'importation des
marchandises devrait être permise. Il est à noter que la taille
et la complexité de l'expédition peuvent influencer sur le
respect de la norme de service.

Déterminer si des marchandises constituent de la propagande haineuse

6. Les marchandises constituant de la propagande
haineuse au sens du *Code criminel* sont celles qui
contiennent des représentations et/ou des descriptions qui
préconisent ou fomentent le génocide ou qui incitent
publiquement à la haine ou la fomentent volontairement,
contre un groupe identifiable qui se différencie des autres
par la couleur, la race, la religion, l'origine ethnique ou
l'orientation sexuelle.



POLITIQUE DE L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA SUR LE CLASSEMENT DE LA PROPAGANDE HAINUESE ET DU MATÉRIEL DE NATURE À FOMENTER LA SÉDITION ET LA TRAHISON

1. Ce mémorandum a été modifié pour refléter des modifications législatives et administratives, incluant l'ajout de l'orientation sexuelle à titre de groupe identifiable et la stipulation d'information procédural plus détaillé pour les importateurs.

2. Cette mise à jour remplace le Mémorandum D9-1-15, *Politique d'interprétation de Revenu Canada concernant l'application du numéro tarifaire 9899.00.00 – Propagande hainueuse, trahison et sédition*, en date du 3 février 1998.

En résumé

MÉMORANDUM D9-1-15

Ottawa, le 14 février 2008





MEMORANDUM D9-1-16

Ottawa, June 20, 1997

Ottawa, le 20 juin 1997

SUBJECT

PROCEDURES REGARDING THE
HANDLING OF IMPORTED FILMS OR
VIDEOTAPES WHICH ARE TO BE REVIEWED
BY A PROVINCIAL FILM BOARD

The procedures described in this Memorandum are to be followed in instances where films or videotapes, which are to be reviewed by a provincial film board in the province of importation, are detained in order to determine their admissibility into Canada pursuant to tariff item No. 9899.00.00 of the List of Tariff Provisions to the *Customs Tariff*. Revenue Canada has developed these procedures, in cooperation and consultation with the provincial film boards. The Department cannot and has not transferred its responsibilities to the provincial film boards but has established procedures that allow the Department to take full advantage of the work done by the provincial film boards.

It should be noted that where imported films or videotapes are intended to be reviewed by a provincial film board, a statement to that effect is to be placed on the invoice by the importer or broker prior to submitting the accounting documentation for consideration. If, after reviewing the documentation, the importation is initially judged by customs to be clearly not prohibited under item tariff No. 9899.00.00, the normal procedures will continue. The procedures described in this Memorandum will apply only in situations where the film or videotape is suspected of falling under tariff item No. 9899.00.00. The interpretative policy and general procedures for the administration of tariff item No. 9899.00.00 are covered in Memorandum D9-1-1, *Jurisprudence and Revenue Canada's Interpretative Policy for the Administration of Tariff Item No. 9899.00.00 on Goods Deemed to Be Obscene Under Subsection 163(8) of the Criminal Code*, and Memorandum D9-1-15, *Revenue Canada's Interpretative*

OBJET

PROCÉDURE CONCERNANT LE TRAITEMENT
DES FILMS OU DES BANDES VIDÉO IMPORTÉS
À DES FINS D'EXAMEN PAR UNE RÉGIE
PROVINCIALE DU FILM

La procédure établie dans le présent mémorandum doit être suivie dans les cas où des films ou des bandes vidéo, qui doivent faire l'objet d'un examen par une régie provinciale du film dans la province de l'importation, sont retenus en vue de déterminer leur admissibilité au Canada conformément au numéro tarifaire 9899.00.00 de la Liste des dispositions tarifaires du *Tarif des douanes*. Revenu Canada a élaboré cette procédure en collaboration avec les régies provinciales du film. Le Ministère ne peut pas transférer et n'a pas non plus transféré ses responsabilités aux régies provinciales du film. Il a plutôt établi une procédure lui permettant de pleinement bénéficier du travail effectué par les régies provinciales du film.

Il est à noter que lorsqu'une régie provinciale du film importe des films ou des bandes vidéo à des fins d'examen, l'importateur ou le courtier doit remplir une déclaration à cet égard sur la facture. L'importateur ou le courtier doit remplir cette déclaration avant de présenter la documentation de déclaration en détail afin qu'elle soit prise en considération. Advenant qu'à la suite de l'examen de la documentation, les douanes estiment au départ que l'importation n'est pas interdite en vertu du numéro tarifaire 9899.00.00, on suivra la procédure habituelle. La procédure décrite dans ce mémorandum s'appliquera seulement dans les cas où l'on soupçonne que le film ou la bande vidéo est visé par le numéro tarifaire 9899.00.00. Le Mémorandum D9-1-1, *Jurisprudence et politique d'interprétation de Revenu Canada concernant l'application du numéro tarifaire 9899.00.00 sur les marchandises réputées être obscènes au sens du paragraphe 163(8) du Code criminel*, et le Mémorandum D9-1-15, *Politique d'interprétation de*

Revised February 8, 1998

Révisé le 8 février 1998

... 2



Policy for the Administration of Tariff Item No. 9899.00.00 – Hate Propaganda, Treason, and Sedition.

Revenu Canada concernant l'application du numéro tarifaire 9899.00.00 – Propagande haineuse, trahison et sédition, énoncent la politique d'interprétation et la procédure générale relative à l'administration du numéro tarifaire 9899.00.00.

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. (a) The decision to detain goods under tariff item No. 9899.00.00 is to be communicated to the importer by means of Form K27, *Notice of Detention/Determination*, (see Appendix A). Copy number 1 of Form K27, once completed and provided to the importer, will serve as a receipt for goods detained for review.

(b) In the province of Quebec:

- (1) Prior to continuing these procedures, customs officers must ensure

(i) that the importer's name appears on the Régie du cinéma's list of approved distributors, and

(ii) that a sworn affidavit and undertaking, i.e., Form E519-1 or E519-2, *Affidavit*, and Form E518-1 or E518-2, *Undertaking*, (see Appendix B), are completed and submitted in triplicate to customs attesting that the film or videotape is being imported for public viewing in the province of Quebec and that the importer is prepared to comply with the terms of the undertaking while the film or videotape remains under the custody of customs.

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. a) La décision de retenir des marchandises en vertu du numéro tarifaire 9899.00.00 doit être communiquée à l'importateur au moyen du formulaire K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire*, (voir l'annexe A). Une fois le formulaire K27 rempli et envoyé à l'importateur, l'exemplaire 1 du formulaire servira de reçu pour les marchandises retenues aux fins d'examen.

b) Dans la province de Québec :

- (1) Avant de continuer à appliquer cette procédure, les agents de douane doivent s'assurer

(i) que le nom de l'importateur figure sur la liste de distributeurs approuvés de la Régie du cinéma;

(ii) qu'une déclaration par écrit et sous serment ainsi qu'un engagement, c'est-à-dire, le formulaire E519-1 ou E519-2, *Affidavit*, et le formulaire E518-1 ou E518-2, *Engagement* (voir l'annexe B), soient remplis et présentés en trois exemplaires au bureau de douane. Ces documents doivent certifier que le film ou la bande vidéo est importé pour être projeté en public dans la province de Québec et que l'importateur est disposé à se conformer aux conditions de l'engagement pendant que le film ou la bande vidéo demeure sous la garde des douanes.

(2) Customs officers will date stamp all copies of the affidavit and undertaking. The original affidavit and undertaking will be kept on file at the customs office of arrival. The second copy of the affidavit and undertaking will accompany the film or videotape at all times. The third copy is to be returned to the importer for his/her record and will also serve as a notice to advise the importer that he/she has 10 days to file a classification request with the Régie du cinéma.

2. Films or videotapes will be transported to and from the provincial film board by a recognized bonded carrier. Transportation to the provincial film board and return is at the importer's expense.

3. Upon receipt of the film or videotape at the customs office, the customs bonded carrier will sign copy number 6, i.e., control file copy, and copy number 4, i.e., customs office copy, of Form K27, and enter the appropriate information in a log book. Copy number 6 of Form K27 will accompany the material at all times while copy number 4 will remain on file at the customs office.

4. In cases where an importation contains more than one copy of an item, it will normally not be necessary for the board to examine more than one copy. However, the provincial film board should be consulted to ensure there are no special considerations making it necessary to submit additional copies for review. Additional copies not forwarded to the board are to be kept in a secure area at the customs office until the film board's report is received. It should be noted, however, that in the province of Quebec, all copies of the film or videotape are to be forwarded to the Régie du cinéma for consideration.

(2) Les agents de douane apposeront le timbre dateur sur tous les exemplaires de la déclaration par écrit et sous serment ainsi que sur l'engagement. La copie originale de la déclaration par écrit et sous serment de même que celle de l'engagement seront conservées au dossier au bureau de douane d'arrivée. Le deuxième exemplaire de la déclaration par écrit et sous serment de même que celui de l'engagement devront accompagner le film ou la bande vidéo à tout moment. Le troisième exemplaire doit être retourné à l'importateur pour son dossier. Cet exemplaire servira aussi comme avis pour informer l'importateur qu'il a 10 jours pour présenter une demande de classement à la Régie du cinéma.

2. Les films ou les bandes vidéo seront transportés à la régie provinciale du film et de cette dernière par un transporteur cautionné reconnu. Il est à noter que les frais du transport aller-retour jusqu'à la régie provinciale du film sont à la charge de l'importateur.

3. Sur réception du film ou de la bande vidéo au bureau de douane, le transporteur cautionné des douanes devra signer l'exemplaire 6, soit l'exemplaire destiné au contrôle des marchandises, et l'exemplaire 4, soit l'exemplaire destiné au bureau de douane, du formulaire K27. Le transporteur devra ensuite inscrire les renseignements requis au registre. L'exemplaire 6 du formulaire K27 devra être joint au matériel à tout moment, alors que l'exemplaire 4 sera conservé au dossier au bureau de douane.

4. Lorsqu'une importation contient plusieurs exemplaires d'un même article, il ne sera habituellement pas nécessaire que la régie en examine plus d'un. Toutefois, on doit consulter la régie provinciale du film pour s'assurer qu'il n'y a aucune raison particulière de lui soumettre des exemplaires additionnels aux fins d'examen. Les exemplaires additionnels qui ne sont pas acheminés à la régie doivent être conservés en lieu sûr au bureau de douane jusqu'à la réception du rapport de la régie. Toutefois, il est à noter que dans la province de Québec, tous les exemplaires d'un film ou d'une bande vidéo doivent être envoyés à la Régie du cinéma afin que cette dernière puisse en faire l'examen.

5. All fees or charges levied by a provincial film board for the review of material are the responsibility of the importer of record. Likewise, compliance with specific requirements of the provincial film board (e.g., duplicate copy for retention by the board) is the responsibility of the importer.

6. Should the provincial film board determine that cutting is required for rating of material and the film board is empowered to make cuts, the remaining copies, where only one copy was forwarded originally, must be forwarded to the film board in accordance with the conveyance procedures.

7. The edited version in which the prohibited portions have been cut out must be held under customs control until all copies have been edited and approved for release.

8. The film or videotape must be returned to customs by the provincial film board accompanied by a classification sticker or a report and copy number 6 of Form K27.

9. In cases where a provincial film board is unwilling to review a film or videotape, customs officers will make arrangements to review it in order to make a determination as to whether the material should be classified under tariff item No. 9899.00.00 and consequently prohibited for importation into Canada. Under no circumstances, however, will customs officers make deletions or cuts in films or videotapes.

10. Customs officers may take the provincial film board's report into account in determining the tariff classification of the film or videotape under the provisions of the *Customs Tariff*. The customs officer will then complete Part B of Form K27 and forward copy number 2 to the importer indicating the admissibility or prohibited status of the material.

5. Tous les frais ou toutes les sommes qu'exige une régie provinciale du film pour l'examen du matériel sont à la charge de l'importateur officiel. En outre, l'observation des exigences particulières de la régie provinciale du film incombe à l'importateur (par exemple, soumission de deux exemplaires lorsque la régie l'exige).

6. Lorsque la régie provinciale du film détermine que le classement du matériel exige des coupures qu'elle est habilitée à faire et qu'un seul exemplaire lui a été envoyé à l'origine, les autres exemplaires du matériel doivent lui être transmis conformément à la procédure régissant le transport du matériel.

7. La version montée dont les parties prohibées ont été coupées doit être conservée sous le contrôle des douanes jusqu'à ce que tous les exemplaires aient été montés et agréés en vue de leur dédouanement.

8. La régie provinciale du film doit retourner le film ou la bande vidéo aux douanes, en y joignant un autocollant de classement ou un rapport et l'exemplaire 6 du formulaire K27.

9. Lorsqu'une régie provinciale du film ne veut pas examiner un film ou une bande vidéo, les agents de douane prendront les dispositions nécessaires pour examiner le film ou la bande vidéo. L'examen visera à permettre aux agents de déterminer si le matériel devrait être classé en vertu du numéro tarifaire 9899.00.00 et, par conséquent, en interdire l'importation au Canada. Toutefois, les agents de douane ne doivent jamais supprimer des scènes ou faire des coupures dans les films ou les bandes vidéo.

10. Les agents de douane peuvent tenir compte du rapport de la régie provinciale du film lorsqu'ils déterminent le classement tarifaire du film ou de la bande vidéo en vertu des dispositions du *Tarif des douanes*. L'agent de douane en question devra alors remplir la partie B du formulaire K27 et faire parvenir l'exemplaire 2 du formulaire à l'importateur en y indiquant si le matériel est admissible ou si son importation au Canada est prohibée.

11. A shipment that is comprised of both admissible and prohibited goods must be accounted for with two documentation packages. For further details regarding accounting procedures, please refer to Memorandum D1-4-1, *Invoice Requirements of Canada Customs*.

12. In the case of prohibited goods, the importer has the right under sections 60 and 71 of the *Customs Act* to request a re-determination of the tariff classification of the goods and subsequently to appeal to the courts as described in the following paragraphs.

13. If an importer is not satisfied with a customs officer's decision to prohibit a film or videotape, he/she may request a re-determination by the Deputy Minister. A letter of appeal must be filed within 90 days of the written Notice of Classification (Part B of Form K27) at a customs office within the region where the goods were reported.

14. The decision of the Deputy Minister to classify goods under tariff item No. 9899.00.00 may be appealed to the relevant court, pursuant to section 67 (as modified by section 71) of the *Customs Act*.

15. When an importation of goods into Canada is prohibited, the importer is to be asked how they are to be disposed of (either exported or abandoned to the Crown).

16. Abandoned goods are to be handled as follows: a Form K21, *Cash Receipt*, will be completed; the original copy will be signed and given to the importer, which will include the name and address of the importer and a statement to the effect that the goods described thereunder are classified under the prohibitory provisions of tariff item no. 9899.00.00 and are herewith abandoned to the Crown.

11. Une importation qui se compose à la fois de marchandises prohibées et admissibles doit être déclarée en détail au moyen de deux documents distincts. Pour plus de renseignements concernant la procédure de la déclaration en détail, veuillez consulter le Mémoire D1-4-1, *Exigences des douanes canadiennes s'appliquant aux factures*.

12. Dans le cas des marchandises prohibées, l'importateur a le droit, en vertu des articles 60 et 71 de la *Loi sur les douanes*, de demander une révision du classement tarifaire, et par la suite d'interjeter appel auprès des tribunaux relativement au classement tarifaire des marchandises, tel qu'il est décrit aux paragraphes ci-dessous.

13. Advenant qu'un importateur soit insatisfait de la décision d'un agent de douane de prohiber un film ou une bande vidéo, il peut demander une révision par le sous-ministre. Une lettre d'appel doit être présentée dans les 90 jours suivant la date de l'Avis de classement tarifaire par écrit (partie B du formulaire K27) à un bureau de douane dans la région où les marchandises ont été signalées.

14. Si le sous-ministre décide de classer des marchandises en vertu du numéro tarifaire 9899.00.00, cette décision peut faire l'objet d'un appel devant le tribunal pertinent en vertu de l'article 67 (tel qu'il est modifié par l'article 71) de la *Loi sur les douanes*.

15. Lorsque l'importation des marchandises au Canada est prohibée, on doit demander à l'importateur ce qu'il faut faire avec les marchandises (c'est-à-dire, si les marchandises doivent être exportées ou abandonnées à la Couronne).

16. Les marchandises abandonnées devront être traitées comme suit : le formulaire K21, *Reçu de caisse*, devra être rempli, et la copie originale devra être signée et remise à l'importateur. Celle-ci renfermera, entre autres, le nom et l'adresse de l'importateur, ainsi qu'une déclaration suivant laquelle les marchandises qui y sont décrites soient classées en vertu des dispositions prohibitives du numéro tarifaire 9899.00.00 et soient abandonnées à la Couronne.

17. Prohibited goods may be exported by means other than through the mail (since mailing prohibited matter constitutes an offence), providing this is done under customs supervision and at the importer's expense.

18. The importer must notify customs of arrangements for the exportation of prohibited goods. The exportation may be handled personally under customs supervision or in bond by commercial conveyance. If exportation is by commercial conveyance (i.e., a Canada customs bonded carrier), the exporting carrier must physically retrieve the goods and present the manifest or waybill to the customs office.

19. Should the importer fail to effect release, or fail to abandon or to export his/her goods within the prescribed period, the goods are deemed to be unclaimed and are to be handled in accordance with Memorandum D4-1-6, *Disposal of Abandoned and Forfeited Goods*.

20. Nothing in this Memorandum shall limit the right of customs to view and classify any imported material destined for review by a provincial film board, including any cuts made therefrom. Customs may prohibit the importation of material that has been approved by the provincial film board for viewing in the province. In other circumstances, customs may allow an importation of material that a provincial film board has not approved. In such cases, a customs' decision to allow the importation of any material or portion thereof, does not mean that the material may be shown in public.

17. Les marchandises dont l'importation est prohibée peuvent être exportées autrement que par la poste (puisque la mise à la poste de matériel prohibé constitue une infraction), à condition que ceci soit fait sous la surveillance douanière et aux frais de l'importateur.

18. L'importateur doit informer les douanes des dispositions prises pour l'exportation des marchandises interdites. L'exportation peut être faite par l'importateur sous la surveillance douanière ou en douane par un transporteur commercial. Si l'exportation est faite par transporteur commercial (c'est-à-dire, un transporteur cautionné des douanes canadiennes), celui-ci doit récupérer les marchandises en personne et présenter le manifeste ou le bordereau d'expédition au bureau de douane.

19. Si l'importateur néglige d'obtenir le dédouanement ou s'il n'abandonne ni n'exporte les marchandises dans la période réglementée, les marchandises sont réputées non réclamées et doivent être traitées conformément au Mémoire D4-1-6, *Disposition des marchandises abandonnées et confisquées*.

20. Rien dans ce mémorandum ne doit limiter le droit des douanes d'examiner et de classer tout matériel importé destiné à un examen par une régie provinciale du film, y compris les coupures qui y sont faites. Les douanes peuvent interdire l'importation de matériel dont une régie provinciale du film a approuvé la projection dans la province. Dans d'autres circonstances, les douanes peuvent permettre l'importation de matériel qui n'a pas été approuvé par une régie provinciale du film. Dans de tels cas, la décision des douanes selon laquelle l'importation de tout matériel ou d'une partie de celui-ci est permise ne signifie pas que ce matériel puisse être projeté en public.



Revenu Canada
Douanes et Accise

Revenue Canada
Customs and Excise

Canada

(Lorsque la signature de deux signataires autorisés est requise.)

ENGAGEMENT

Requis à l'égard d'importations de produits cinématographiques dans la province de Québec
à des fins de présentation en public dans cette province

ANNEXE 1

Par la présente, nous _____ (nom) _____ (postérité) _____
et _____ (nom) _____ (postérité) _____ représentants
dûment désignés de _____ (compagnie) _____ dont le siège social est situé au
_____ (adresse) _____ nous engageons et
promettons solidairement au nom de _____ (compagnie) _____ et
ainsi obligéons _____ (compagnie) _____ à agir
comme suit lors d'importations de produits cinématographiques dans la province de Québec :

1 Les films et les vidéocassettes énumérés dans cet engagement sont importés pour fins de présentation en public dans la province de Québec au sens de l'article 76 de la Loi sur le cinéma L.R.Q. c. C-18.1 et tous et chacun de ces films et vidéocassettes importés seront présentés en public dans la province de Québec dans les six (6) mois à compter d'aujourd'hui, le

_____ 19____, à défaut de quoi les demandes ultérieures de _____ (compagnie) _____ feront l'objet

de justificatifs supplémentaires quant à l'intention de faire des présentations en public de films et vidéocassettes

Nom des films et vidéocassettes à importer :

2 Dans le cas où la Régie du cinéma a des motifs de ne pas classer un film ou une vidéocassette importé dans une des trois catégories d'âges prévues à l'article 81 de la Loi sur le cinéma, et s'en remet alors au ministère du Revenu national, Douanes et Accise, en ce qui a trait à ce film ou cette vidéocassette importé et que les Douanes canadiennes le classent possiblement sous les dispositions prohibitives du code tarifaire 9956 de l'annexe VIII du Tarif des douanes, ce film ou cette vidéocassette importé ainsi que toutes ses copies importées en même temps pour fins de présentation en public dans la province de Québec, ne seront pas dédouanés, et seront renvoyés à l'exportateur aux frais de _____ (compagnie) _____ ou détruits selon les procédures douanières

3 L'accès matériel aux films et aux vidéocassettes ne sera donné qu'une fois les conditions suivantes remplies

- un permis de distributeur a été délivré à _____ (compagnie) _____ par la Régie du cinéma,
- le présent engagement a été reçu et accepté par la Régie du cinéma,
- le contrat de distribution a été déposé à la Régie du cinéma,
- une demande de classement a été faite dans les dix (10) jours de la remise de cet engagement aux Douanes canadiennes à l'égard de chacun des titres de films et les frais d'examen ont été dûment payés,
- dans le cas où il s'agit de vidéocassettes qui ne sont pas exclusivement destinées à la présentation en public au Québec, les formulaires de
 - Dépôt de l'entente de distribution de matériel vidéo
 - Demande de certificat de dépôt
 ont été dûment remplis, les droits y afférents, payés et l'entente de distribution déposée a été acceptée par la Régie du cinéma,
- le film ou la vidéocassette classé par la Régie du cinéma a été retourné aux Douanes canadiennes et une décision des Douanes canadiennes de dédouaner les films ou les vidéocassettes soumis a été rendue

4 Tous les officiers, employés et représentants (dont nous mêmes) ainsi que toute personne agissant au nom de _____ (compagnie) _____ ont lu et comprennent les règlements et les procédures du ministère du Revenu national, Douanes et Accise, ainsi que ceux (règlements et procédures) de la Régie du cinéma en ce qui a trait aux films et aux vidéocassettes importés au Canada et les respecteront de façon stricte

Nous avons lu et comprenons les termes et conditions énoncés dans cet engagement

_____ (nom) _____ (Signature)
_____ (nom) _____ (Signature)

(SCEAU DE LA COMPAGNIE)

AVIS

(DATE ESTAMPÉE PAR LES DOUANES)

VOUS DEVEZ VOUS PRÉSENTER À LA RÉGIE DU CINÉMA DANS UN DÉLAI DE DIX (10) JOURS À COMPTER DE CETTE DATE POUR DÉPOSER UNE DEMANDE DE CLASSEMENT ET UNE COPIE CERTIFIÉE DE VOTRE CONTRAT DE DISTRIBUTION

LA RÉGIE DU CINÉMA, COMPTE TENU DU NOMBRE LIMITÉ DE SES EXAMINATEURS ET DU NOMBRE GLOBAL DE FILMS ET DE VIDÉOCASSETTES QU'ELLE A À CLASSER, NE PEUT GARANTIR LE CLASSEMENT DE PLUS DE QUINZE (15) FILMS ET VIDÉOCASSETTES PAR SEMAINE

MINISTÈRE DU REVENU NATIONAL - DOUANES ET ACCISE

6-110-1-1 (999)

also available in English

Le 20 juin 1997

... Page de références

REFERENCES

ISSUING OFFICE — Prohibited Importations Unit Admissibility Programs Division Trade Policy and Interpretation Directorate Customs and Trade Administration Branch
LEGISLATIVE REFERENCES — <i>Customs Tariff</i> , tariff item No. 9899.00.00 <i>Customs Act</i> , sections 57.1, 58, 60, 67 and 71
HEADQUARTERS FILE — 4560-17
SUPERSEDED MEMORANDA "D" — Interim Memorandum D9-1-15, May 29, 1989
OTHER REFERENCES — D1-4-1, D4-1-6, D9-1-1, D9-1-15

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION — Unité des importations prohibées Division des programmes d'admissibilité Direction de la politique commerciale et interprétation Direction générale des douanes et de l'administration des politiques commerciales
RÉFÉRENCES LÉGALES — <i>Tarif des douanes</i> , numéro tarifaire 9899.00.00 <i>Loi sur les douanes</i> , articles 57.1, 58, 60, 67 et 71
DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE — 4560-17
CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS «D» — Mémoire intérimaire D9-1-15, le 29 mai 1989
AUTRES RÉFÉRENCES — D1-4-1, D4-1-6, D9-1-1, D9-1-15

SERVICES PROVIDED BY THE DEPARTMENT ARE
AVAILABLE IN BOTH OFFICIAL LANGUAGES.

LES SERVICES FOURNIS PAR LE MINISTÈRE SONT
OFFERTS DANS LES DEUX LANGUES OFFICIELLES.

THIS MEMORANDUM IS ISSUED UNDER THE AUTHORITY
OF THE DEPUTY MINISTER OF NATIONAL REVENUE.

CE MÉMORANDUM A L'APPROBATION DU SOUS-
MINISTRE DU REVENU NATIONAL.

Revised February 8, 1998

Révisé le 8 février 1998





Ottawa, February 14, 2008

MEMORANDUM D9-1-17

In Brief

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S DETERMINATION PROCEDURES FOR OBSCENITY AND HATE PROPAGANDA

1. This memorandum has been developed to clearly outline the Canada Border Services Agency's procedures for the determination of obscenity and hate propaganda.
2. This memorandum replaces the publication *Interim Guidelines – Canada Border Services Agency's Policy on the Determination of Obscenity and Hate Propaganda in Centralized Regions*, dated September 29, 2003.



Printed in Canada



Ottawa, February 14, 2008

MEMORANDUM D9-1-17

CANADA BORDER SERVICES AGENCY'S DETERMINATION PROCEDURES FOR OBSCENITY AND HATE PROPAGANDA

This memorandum outlines and explains the roles and responsibilities of Canada Border Services Agency (CBSA) officials in dealing with suspect obscenity and hate propaganda (including sedition and treason).

GUIDELINES AND GENERAL INFORMATION

1. The handling of suspect material and the decision-making process for classifying material as obscenity or hate propaganda under tariff item 9899.00.00 have different repercussions for the CBSA and for importers than do comparable decisions made in respect of other goods that do not involve issues relating to the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.
2. Before goods can be detained as suspect obscenity or hate propaganda, CBSA officials must first determine the presence of the undue exploitation of sex or the targeting of an identifiable group. They must also search the Technical Reference System (TRS) for any previous decisions made in respect of identical goods.
3. All suspect goods requiring a determination must be detained and forwarded to the Prohibited Importations Unit (PIU) at Headquarters in Ottawa, where the determination will be made.
4. A detailed summary of this process is set out in Appendix A.

Targeting

5. Effective targeting is an essential element in the success of the prohibited importations program.
6. By applying appropriate targeting criteria and using a risk management approach prior to the actual detention of goods, CBSA officials will ensure more accurate detentions and, ultimately, a higher rate of prohibition. This will ensure that there is no unnecessary infringement upon the right to freedom of expression guaranteed by the Charter.
7. CBSA officials are reminded that the CBSA does not target importers in relation to potential obscenity or hate propaganda.
8. Material should only be targeted for closer examination when it meets one or more of the following criteria:

- (a) The invoice description of the goods, and/or any other documentation available, describes the importation and gives an indication that the shipment may contain suspect material that has been previously prohibited by the CBSA;
- (b) The exporter is known to deal in obscenity or hate propaganda;
- (c) The geographic origin of the production or publishing company is known in relation to obscenity or hate propaganda;
- (d) There is approved intelligence information relating to the shipment;
- (e) There is other information known about the goods that would lend itself to possible obscenity or hate propaganda.

9. Suspect material takes many forms, including written, visual and audio materials. This commonly includes videocassettes, DVDs, audiocassettes, books and magazines. Laptops and computer hardware are unique material types and must be dealt with differently, as set out below.

Preliminary Examination

10. During the initial examination of suspect goods, CBSA officials must scan for the undue exploitation of sex (obscenity) or the targeting of an identifiable group (hate propaganda). For more detailed information, refer to the current versions of Memoranda D9-1-1, *Canada Border Services Agency's Policy on the Classification of Obscene Material* and D9-1-15, *Canada Border Services Agency's Policy on the Classification of Hate Propaganda, Sedition and Treason* respectively.

11. Following the initial examination, if the goods are found not to contain the undue exploitation of sex or the targeting of an identifiable group, the goods must be released immediately. No Form K27 is required, as the goods have not been detained.
12. When the undue exploitation of sex or the targeting of an identifiable group is suspected during the initial examination of the goods, CBSA officials must proceed with a search of the TRS, looking for an exact match to the suspect item.

Technical Reference System (TRS)

13. The TRS is a part of the Customs Commercial System (CCS) and identifies material that has previously been determined by the PIU. In the case of all suspect material identified as a result of targeting, the TRS should be consulted immediately in order to determine whether the suspect item has been previously reviewed. Appendix B provides a step-by-step guide on accessing the TRS and searching for titles of suspect material.

14. It is important for CBSA officials to ensure that the suspect item (i.e. title, material type, running time, number of pages, etc.) matches the TRS listing exactly.

15. CBSA officials must also always ensure that they are looking at the most recent decision on the TRS, as well as the most exact match, as some titles will appear more than once. In instances where a TRS search results in more than one entry for a given title, the last entry to appear, in respect of that same material type, is the most current and should be consulted first.

TRS Results and Actions

16. When the exact item appears in the TRS as “Prohibited: N”, the item is admissible and must be released to the importer immediately, subject to the payment of any applicable duties and/or taxes. No Form K27 is required, as the goods have not been detained.

17. When the exact item appears in the TRS as “Prohibited: Y”, and the effective date is on or after April 1, 2001, the item is prohibited. (The effective date is located in the top right corner of the “Decision Inquiry” screen of the TRS.) As a result, the top portion and both parts A and B of the Form K27 must be completed in full, quoting the TRS number and providing the reasons for prohibition. The appropriate copy of the Form K27 must be forwarded to the importer and the remaining copies distributed as required.

18. When the exact item appears in the TRS as “Prohibited: Y”, and the effective date is prior to April 1, 2001, the item must be detained for a new determination by the PIU. The top portion and Part A of the Form K27 must be completed in full. The appropriate copy of the Form K27 must be provided to the importer and the item forwarded to the PIU, along with a copy of the Form K27.

19. Goods that have been incorrectly forwarded to the PIU for determination will be immediately returned to the originating port for processing.

20. When the exact item does not appear in the TRS, but remains suspect, a secondary examination is required.

Secondary Examination

21. When the exact item does not appear in the TRS, CBSA officials must examine the goods more closely,

searching for indicators of obscenity or hate propaganda. For detailed information on these indicators, refer to Memoranda D9-1-1 and D9-1-15, respectively.

22. If the suspect item does not contain any indicators, the item must be released to the importer immediately. No Form K27 is required, as the goods have not been detained.

23. If the suspect item is found to contain indicators, the item must be detained for determination by the PIU. The top portion and Part A of the Form K27 must be completed in full. The appropriate copy of the Form K27 must be provided to the importer and the item forwarded to the PIU, along with a copy of the Form K27.

24. When a shipment contains multiple items, some of which have been previously prohibited and others that are suspect, the top portion and both Parts A and B of the Form K27 must be completed. In Part A, all of the titles in the shipment must be listed. In Part B, only the titles that have been previously prohibited, as per the TRS, should be listed in the appropriate area. An asterisk must then be inserted in Part B explaining that the remaining titles have been forwarded to the PIU for determination. In cases where a shipment also contains non-suspect material, the admissible goods must be immediately released to the importer and should not be reflected on the Form K27, as they have not been detained.

Form K27

25. The Form K27, *Notice of Detention/Determination*, is required when suspect goods are detained and/or prohibited, as per the TRS, as obscenity or hate propaganda.

26. CBSA officials must always use the current version of the Form K27. Paper copies of this form are no longer available. The current version is available to all CBSA officials electronically, exclusively through the CBSA’s intranet under “Forms and Templates”. All forms are to be completed legibly and, whenever possible, electronically.

27. In the space labelled “Regional Control No.”, the port is to maintain a log in order to assign a separate running control number to each Form K27. All regional control numbers must be entered in the same manner, listing the calendar year, the unique port number, the term “K27”, and a sequential four-digit number (e.g. 2008-803-K27-0001). Note that the numbering system will begin again at the start of each new calendar year.

28. When goods are detained as suspect obscenity or hate propaganda, both the top portion and Part A of the Form K27 must be completed in full.

29. When goods are prohibited as obscenity or hate propaganda, as per the TRS, the top portion, Part A and Part B of the Form K27 must be completed in full.

30. Care must be taken to ensure that all of the appropriate fields on the Form K27 are completed in full. If a CBSA official is unable to fit all relevant information into the

space provided on the Form K27, an attached list is to be used and referenced on the K27 accordingly.

31. Completed copies of the Form K27 are to be distributed as follows:

- (a) one copy – importer/consignee
- (b) one copy – originating CBSA office
- (c) one copy – Prohibited Importations Unit
- (d) one copy – goods control

Form K27A

32. When a shipment contains more than one prohibited title, the Form K27A, *Continuation Sheet*, is required. Paper copies of this form are no longer available. The current version of this form is available to all CBSA officials electronically, exclusively through the CBSA's intranet under "Forms and Templates". Care must be taken to ensure that all of the relevant fields are completed in full.

33. The Form K27A is to be distributed in the same manner as the Form K27.

Abandoning Goods

34. Importers have the right to abandon suspect goods to the Crown, as forfeit, prior to determination. If an importer wishes to exercise this right, CBSA officials should complete the top portion and Part A of the Form K27 and have the importer authorize the abandonment by signing in the designated area, just below Part A. A copy of the completed Form K27 is to be provided to the importer and the remaining copies distributed accordingly. Abandoned goods may be destroyed immediately or be adequately secured in the interim. Abandoned goods are not to be forwarded to the PIU.

Exporting Goods

35. Importers have the right to export prohibited obscenity and hate propaganda from Canada within 90 days of the date of determination. All exportations must be done under customs control and at the importer's arrangement and expense. Goods held inland, such as those prohibited at international mail centres, may only be exported by a licensed customs bonded carrier. All exportations of prohibited goods must be fully documented on a Form E15, *Certificate of Destruction/Exportation*.

Forwarding Goods

36. Only suspect goods that have been properly detained on a Form K27 may be forwarded to the PIU for determination. All non-suspect goods must be immediately released to the importer.

37. Goods that have been incorrectly forwarded to the PIU for determination will be returned to the originating port for processing.

38. The suspect material must be forwarded to the PIU immediately in order to ensure that a determination is made within 30 days of the date of detention. As this timeframe is court-directed, the CBSA must make every effort to ensure that this deadline is met.

39. As suspect goods are controlled, they must be sent to the PIU using only a reputable overnight courier service. This will ensure that the goods arrive promptly and can be traced throughout the shipping process. Regular mail or internal mail are not acceptable shipping methods.

40. Goods, and the required Form K27, should be securely packaged and couriered to the following address:

Prohibited Importations Unit
Canada Border Services Agency
150 Isabella Street, 5th floor
Ottawa ON K1S 1V7

41. When a shipment contains multiple copies of the same item, only one copy of each title should be sent to the PIU for determination. The remaining copies must be held securely at the port until further notice.

42. Once suspect goods have been properly detained on a Form K27 and are forwarded to Ottawa for a determination, CBSA officials should immediately notify the PIU. An e-mail message should be sent to piu-uip@cbsa-asfc.gc.ca advising the PIU of the specifics of the goods that have been detained and providing the shipping details. When an electronic version of the Form K27 has been prepared for the detention, a copy should be attached to the e-mail message. When required, advisals may also be conveyed by fax, at 613-957-4653.

43. If confirmation of the receipt of goods has not been received from the PIU within five working days of the goods having been sent, the port must follow up by contacting the PIU.

44. Copies of the forms K27 and K27A, as well as the related shipping paperwork, must be retained at the port for reference.

Laptops and Computer Hardware

45. Laptops and computer hardware are unique material types and therefore must be dealt with differently. If a laptop or computer hardware device has been targeted as suspect, and is subsequently accessed and is found to contain obscenity or hate propaganda, the laptop or device should be detained, including any necessary power cords or batteries as well as any peripherals (mouse, external hard drive, etc.). If any passwords are required to access the files held on the laptop or device, CBSA officials must ensure that these passwords are properly noted and forwarded to the PIU.

46. When detaining laptops or computer hardware, the top portion and Part A of the Form K27 must be completed in full and the appropriate copy of the completed form provided to the importer. At this point, CBSA officials should contact the PIU at 613-954-7049 for specific information on how to proceed. Laptops and computer hardware should **not** be packaged and forwarded to Ottawa without first having consulted with the PIU.

Prohibited Importations Unit (PIU)

47. All new determinations of obscenity and hate propaganda will be made by the PIU at Headquarters.

48. When a detained item that has been sent to the PIU for a determination is found to be admissible, the item will be returned to the port of entry for immediate release to the importer, subject to the payment of any applicable duties and/or taxes. Both the port of entry and the importer will be provided with written notice of the determination by way of the Form K27.

49. When a detained item is determined to be inadmissible and, as a result, is prohibited, the item will be retained by the PIU. Both the port of entry and the importer will be provided with written notice of the determination, by way of the Form K27. A list of options will also be provided to the importer.

Destruction of Goods

50. The port must ensure that adequate control is maintained over prohibited and abandoned goods until their final disposition.

51. In the case of goods abandoned to the Crown, the destruction may take place immediately, provided that the importer has signed the designated area of the Form K27.

52. In the case of prohibited goods, destruction is not to take place until at least 120 days after the date of determination (30 days after the statutory appeal period of 90 days).

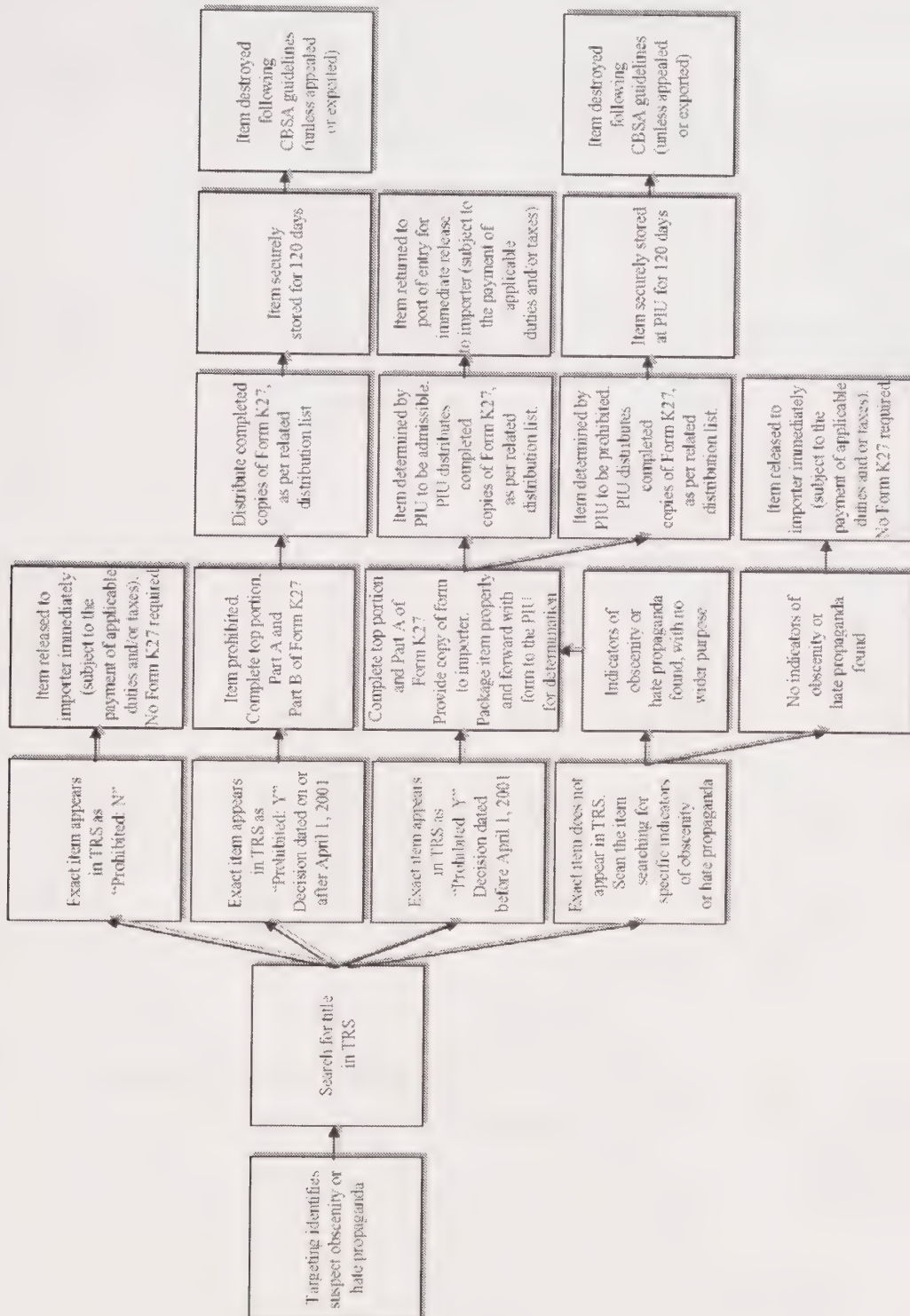
53. Prohibited goods must be destroyed. They cannot be recycled or resold and they must be destroyed in a secure environment.

54. The following methods are recommended for destruction:

- (a) Running a magnet over audio or video cassettes and subsequently verifying that the recording has been fully erased from the medium;
- (b) Shredding or pulverizing the material into unidentifiable matter;
- (c) Incineration;
- (d) Other means, as directed by the PIU.

APPENDIX A

Process for Dealing With Suspect Obscenity and Hate Propaganda



APPENDIX B

TRS Title Search

1. After logging onto CCS, type **TRS** in the Trans prompt line and press **Enter**.

2. From the *TECHNICAL REFERENCE MENU* screen, type **RTRV** in the Trans prompt line and press **ENTER**.

*If the screen freezes up during any stage of the search, (a little stickman will appear at the bottom left of the screen), press the **SCROLL LOCK** key to unlock the screen and proceed.

TRFMENU0 10 TECHNICAL REFERENCE - TECHNICAL REFERENCE MENU		
05/04/01		
Trans	Description	
CINQ	Case Inquiry	
DEC	Decision Type Menu	
DECQ	Decision Inquiry	
DEST	Decision Status History	
INV	Inventory Type Menu	
PLCY	Policy Type Menu	
RTRV	Retrievals	
SIMA	Special Import Measures Menu	
STS	Status Menu	
CCS	CCS System Menu	
EXIT	Exit Application	
HELP	Display Valid Responses	

Trans: **RTRV**

3. From the *DECISION RETRIEVAL TYPE MENU* screen, type **PROH** in the Trans prompt line and press **ENTER**.

* To return to this screen at any time, press the **PAUSE/BREAK** key.

TRFRMTN0 10 TECHNICAL REFERENCE - DECISION RETRIEVAL TYPE MENU		
05/04/01		
Trans	Description	
FTA	Origin Decisions	
GEN	General Decisions	
INST	Inst/End-Use Decisions	
MARK	Marking Decisions	
OIC	OIC Decisions	
PROH	Prohibited 9956 Decisions	
VALU	Valuation Decisions	
CCS	CCS System Menu	
EXIT	Exit Application	
HELP	Display Valid Responses	
RETURN	Return To Previous Menu	
TRS	Technical Reference Menu	

Trans: **PROH**

4. From the *PROHIBITED 9956 RETRIEVALS* screen, type the title into the space provided and press **ENTER**.

TRFSPRC0 TECHNICAL REFERENCE - PROHIBITED 9956 RETRIEVALS

Title : **VISTA VALLEY P.T.A.**

Language: E

Author :

SI	Issue	Material Type/Title
----	-------	---------------------

Trans:

DC945025 ENTER RETRIEVAL CRITERIA

5. Place an **X** next to the most precise title match and press **ENTER**.

* To advance to the next page and view more titles, use the **F5** key. To view the previous page of titles, use the **F4** key. To return to the previous screen, use the **F2** key.

TRFGKWH0	TECHNICAL REFERENCE - KEYWORD REVIEW	NEXT
Keyword: VISTA VALLEY P.T.A.		
Origin agreement:		
SI		
VISION OF LOVE		
VISIONS OF FANTASY ALL-MALE CLASSICS SERIES, DIRECT MALE		
VISIONS OF VICE (4 PAGES OF PHOTOS)		
VISIONS..., ILLUMINISTIC CONSPIRACIES AND END-TIME PROPH		
X	VISTA VALLEY P.T.A.	
	VISTAPRO USER MANUAL	
	VISUAL COLLECTION	
	VIT AGRESSION / DOD AT ZOG	
	VIVE A VERDADE, REVOLUCAO DA VERDADE, LISBOA	
	VIVID RAW	
Trans:		

6. Place an **X** next to the most exact match by title / volume / issue / material type and press **ENTER**.

*When there is more than one entry for any given title, ensure that the material type is an exact match to the suspect item.

* To advance to the next page and view more titles, use the **F5** key. To view the previous page of titles, use the **F4** key. To return to the previous screen, use the **F2** key.

TRFSPRC0	TECHNICAL REFERENCE - PROHIBITED 9956 RETRIEVALS	
Title : VISTA VALLEY P.T.A.		
Language: E		
Author :		
SI	Issue	Material Type/Title
		VIDEO CASSETTES
		VIDEO CASSETTES
		CD ROM
X	DVD	DVD
Trans:		

7. The decision screens contain three pages of input. Each screen must be reviewed.

From the first screen, note the "TRS No", the "Effect Date" and the prohibition decision:

"Prohibited: N" = admissible
 "Prohibited: Y" = prohibited

TRFPDEI0 TECHNICAL REFERENCE - PROHIBITED 9956 DECISION INQUIRY			
Case No	: F0254022	Type	Decsn Status: 850
Officer ID	: BXC227		
TRS No	: 200149	F	Effect Date: 04/05/17
New TRS No	:		Expiry Date: 99/99/99
Repl TRS No	:		Class No : . . .
Adj/AppI No	:	Decsn Level : REQ	Rev Officer: BXC227
File No	: 4547-5-13 RP		
Correspondent	: JOHN DOE		
Material Type	: DVD	Film Type	:
Title	: VISTA VALLEY P.T.A.		
Issue	:		
Author	:		
Prohibited	: Y	Category	: OBSC
Trans:			

8. The second screen provides applicable reason codes.

* To return to the previous screen, use the **F2** key.

TRFPDEI2 TECHNICAL REFERENCE - PROHIBITED 9956 REASONS INQUIRY

Case No : F0254022 TRS No : 200149 Decsn Status: 850

Title : VISTA VALLEY P.T.A.

Pages:

Reason No	Reason
16	SEXUAL ASSAULT (INCLUDING COERCION, EXPLOITATION, DOMINATION WITHOUT CONSENT)
23	INCEST
24	BESTIALITY
29	SEX WITH PAIN

Trans:

9. The third and final decision screen may include additional information, such as the name of the producer / director, the total running time as noted on the case, the number of pages, an ISBN number, elaboration on the reasons for the determination and sometimes a brief summary of the material's content.

* To return to the previous screen, use the **F2** key.

TRFTGLI0 TECHNICAL REFERENCE - PROHIBITED REMARKS

TRS No : 200149

Case Number : F0254022

Text:

THIS DVD IS "LIVE ACTION" AND IS RECORDED IN ENGLISH. PREVIOUSLY REVIEWED AUGUST 16/01 AND WAS DETERMINED TO BE PROHIBITED (F229223 / TRS#179650). NEW DECISION ENTERED WITH UPDATED REASON CODES. IN ADDITION TO THE FEATURE, THERE IS A SLIDESHOW OF THE FEATURE AND THE FLIP SIDE OF THE DISK HAS PREVIEW TRAILERS WITH DEPICTIONS OF BESTIALITY AND SEX WITH PAIN. THIS DVD HAS DEPICTIONS OF INCEST AND DEPICTIONS AND DESCRIPTIONS OF SEXUAL ASSAULT. DIRECTOR IS ANTHONY SPINNELLI AND IT IS PRODUCED BY SKYLARK PRODUCTIONS / NUTECH DIGITAL, INC. IT RUNS FOR 1:24:52 HOURS AND IS PART OF THE "CLASSICS COLLECTION". COPYRIGHT YEAR IS 1980 CAL VISTA INTERNATIONAL / 2000 NUTECH DIGITAL.

Trans:

DC946540 PRESS <ENTER> TO CONTINUE

REFERENCES

ISSUING OFFICE –

Prohibited Importations Unit
 Border and Compliance Programs Directorate
 Admissibility Branch

LEGISLATIVE REFERENCES –

Customs Tariff, tariff item 9899.00.00 of the Schedule

SUPERSEDED MEMORANDA “D” –

N/A

HEADQUARTERS FILE –

5905-7-4

OTHER REFERENCES –

D9-1-1 and D9-1-15

Services provided by the Canada Border Services Agency are available in both official languages.



Printed in Canada

RÉFÉRENCES

BUREAU DE DIFFUSION – Unité des importations prohibées Direction des programmes de l'observation et de la frontière Direction générale de l'admissibilité	RÉFÉRENCES LÉGALES – <i>Tarif des douanes</i> , numéro tarifaire 9899.00.00 de l'Annexe	CECI ANNULE LES MÉMORANDUMS « D » – s.o.
---	---	---

DOSSIER DE L'ADMINISTRATION CENTRALE – 5905-7-4	AUTRES RÉFÉRENCES – D9-1-1 et D9-1-15
--	--

Les services fournis par l'Agence des services frontaliers du Canada sont offerts dans les deux langues officielles.



TRFTGLII REFERENCE TECHNIQUE - REMARQUES D INTERDICTION

No SRT : 200149

No du cas : F0254022

Actm :

CE DVD RENSERME UN « FILM D'ACTION REELLE » ENREGISTRE EN ANGLAIS. LORS D'UNE VERIFICATION PRECEDENTE EFFECTUEE LE 16 AOUT 2001, IL A ETE ETABLI QU'IL CONSTITUAIT UNE MARCHANDISE PROHIBEE (F229223 / DECISION NO 179650 DU SRT). LA PRESENTE CONSTITUE UNE NOUVELLE DECISION DANS LAQUELLE LES CODES DE MOTIF ON ETE MIS A JOUR. OUTRE LE FILM, DE DVD RENSERME UN MONTAGE PHOTOGRAPHIQUE DE PHOTOS DU FILM, ET, AU VERSO, DES BANDES-ANNONCES RENSERMANANT DES REPRESENTATIONS VISUELLES DE DOULEUR. CE DVD RENSERME DES REPRESENTATIONS VISUELLES D'AGRESSIONS SEXUELLES. REALISATEUR : ANTHONY SPINNELLI; SOCIETE DE PRODUCTION : SKYLARK PRODUCTIONS / NUTECH DIGITAL, INC. DUREE : 1 HEURE 24 MINUTES 52 SECONDES; COLLECTION « CLASSICS COLLECTION »; ANNEE DE COPYRIGHT : 1980; CAL VISTA INTERNATIONAL / 2000 NUTECH DIGITAL.

Actm : DC946540 APPUYER SUR <ENTER> POUR CONTINUER

TRFPDEI3 REFERENCE TECHNIQUE - RAISONS INTERDICTION 9956 RECH

No du cas : F0254022

No SRT :200149

Statut dec : 850

Pages :

Titre : VISTA VALLEY P.T.A.

No raison :

16 AGRESSION SEXUELLE (COMPRIS SEXE AVEC CONTRAINTE, EXPLOITATION, DOMINATION SANS CONSENTEMENT)

23 INCESTE

24 BESTIALITE

29 SEXE AVEC DOULEUR

Actm :

9. Le troisième écran qui renferme la décision finale peut inclure des renseignements supplémentaires, comme le nom du producteur/directeur, la durée totale telle qu'indiquée dans le cas, le nombre de pages, le numéro ISBN, l'explication des raisons de la détermination et parfois un bref résumé du contenu du matériel.

* Pour retourner à la page précédente, utiliser la touche F2.

8. Le deuxième écran fournit les codes de raison applicables.

* Pour retourner à l'écran précédent, utiliser la touche F2.

TRFPPDEI REFERENCE TECHNIQUE - DEC INTERDICTION 9956 RECHERCHE	
No du cas : F0254022	Type Statut Dec : 850
No SRT : 176534	F
Nou No SRT :	
No remp SRT :	
No raj/app :	
No dossier : 4547-5-13	RP
Correspondant : JOHN DOE	
Type matériel : DVD	
Titre : VISTA VALLEY P.T.A.	
Publication :	
Auteur :	
Interdiction : O	
Catégorie : OBSC	
Acin :	

ID agent : BXC227	Date vig : 04/05/17
Date exp : 99/99/99	No class :
Agent exam : BXC227	Niveau dec : REQ
Type film :	

TRFSPRC1 REFERENCE TECHNIQUE - INTERDICTION 9956 EXTRACTION	
Titre : VISTA VALLEY P.T.A.	
Langue : F	
Auteur :	
IS	Publication
DVD	
Acin :	

Titre/Type matériel	VIDEO CASSETTES
	VIDEO CASSETTES
	CD ROM
	DVD

IRFGKWH1 REFERENCE TECHNIQUE - REVISION MOT-CLE	
Mot-Cle : VISTA VALLEY P.T.A.	
Accord d'origine :	
IS	VISION OF LOVE
	VISIONS OF FANTASY ALL-MALE CLASSICS SERIES, DIRECT MALE
	VISIONS OF VICE (4 PAGES OF PHOTOS)
	VISIONS... ILLUMINISTIC CONSPIRACIES AND END-TIME PROP
	VISTA VALLEY P.T.A
	VISTAPRO USER MANUAL
	VISUAL COLLECTION
	VIT AGRESSION / DOD AT ZOG
	VIVE A VERDADE, REVOLUCAO DA VERDADE, LISBOA
	VIVID RAW
Acin :	

5. Indiquer un **X** à côté du titre le plus précis qui correspond et appuyer sur **ENTER**.
- * Pour passer à la page suivante et voir plus de titres, utiliser la touche **F5**. Pour voir la page précédente, utiliser la touche **F4**. Pour retourner à l'écran précédent, utiliser la touche **F2**.
6. Indiquer un **X** à côté du titre/volume/édition/type de matériel qui correspond le plus et appuyer sur **ENTER**.
- * Lorsqu'il y a plus d'une inscription pour un titre donné, s'assurer que le type de matériel correspond exactement à l'article suspect.
- * Pour passer à la page suivante et voir plus de titres, utiliser la touche **F5**. Pour voir la page précédente, utiliser la touche **F4**. Pour retourner à l'écran précédent, utiliser la touche **F2**.
7. Les écrans de décision renferment trois pages de données. Chaque écran doit être examiné.
- Dans le premier écran, noter le « No SRT », la « date VIG » et la décision d'interdiction :
- « Interdiction : N » = admissible
- « Interdiction : O » = prohibé

Recherche de titres dans le SRT

1. Après être entré dans le SDSC, taper **SRT** dans la ligne de sollicitation Trans et appuyer sur **Enter**.

TRFMENU0 10	RÉFÉRENCE TECHNIQUE – MENU – RÉFÉRENCE TECHNIQUE	05/04/01	Actm	Description
CREC	Cas Recherche			
DECI	Menu type decision			
DREC	Decision Recherche			
EXTR	Extractions			
HSTD	Historique Du Statut Dec.			
INVE	Menu Inventaire			
PLQ	Menu Type Politique			
LMSI	Menu Mesures Speciales D'Imp			
STT	Menu Type Statut			
AIDE	Reponses Valides			
SCD	Menu Principal – SDSC			
SORTIE	Sortie D'Application			

2. À partir de l'écran **MENU – RÉFÉRENCE TECHNIQUE**, taper **EXTR** dans les lignes de sollicitation Trans et appuyer sur **ENTER**.

*Si l'écran gèle à une étape quelconque de la recherche, (un petit bonhomme-allumette apparaîtra dans le coin inférieur gauche de l'écran), appuyer sur la touche **ARRÊT DÉFILE** pour déverrouiller l'écran et continuer.

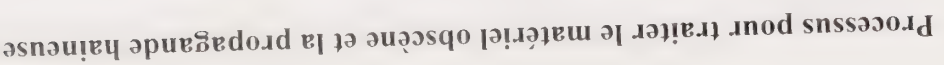
TRFRTMNO 10	RÉFÉRENCE TECHNIQUE – EXTRACTIONS DES DÉCISIONS	05/04/01	Actm	Description
ALE	Decisions Origine			
DGC	Decisions Decrets Du Conseil			
GEN	Decisions Generales			
INT	Decisions Interdiction 9956			
IUF	Decisions Insu/Util Fin			
MARQ	Decisions Marquage			
VAL	Decisions Valeurs			
AIDE	Reponses Valides			
RET	Renvoi Au Menu Precedent			
SCD	Menu Principal – SDSC			
SORTIE	Sortie D'Application			
SRT	Systeme de Ref. Technique			

3. À partir de l'écran **MENU – EXTRACTIONS DES DÉCISIONS**, taper **INT** dans la ligne de sollicitation Trans et appuyer sur **ENTER**.

* Pour revenir à cet écran en tout temps, appuyer sur la touche **PAUSE/ATTN**.

TRFSPRC1	RÉFÉRENCE TECHNIQUE – INTERDICTION 9956 EXTRACTION		Titre : VISTA VALLEY P.T.A.	Langue : F	Auteur :	IS	Publications	Titre/Type materiel	Actm :	DC945025	INTRODUIRE LE CRITERE D'EXTRACTION
----------	--	--	-----------------------------	------------	----------	----	--------------	---------------------	--------	----------	------------------------------------

4. À partir de l'écran **INTERDICTION 9956 EXTRACTION**, taper le titre dans l'espace prévu et appuyer sur **ENTER**.



Unité des importations prohibées (UIP)

47. L'Unité des importations prohibées à l'Administration centrale fera toutes les nouvelles déterminations de matériel obscène et de propagande haineuse.

48. Lorsqu'un article retenu qui a été envoyé à l'UIP en vue d'une détermination est jugé admissible, l'article sera retourné au bureau d'entrée pour être remis immédiatement à l'importateur, sous réserve du paiement des droits et/ou des taxes applicables. Le bureau d'entrée et l'importateur recevront un avis écrit de la détermination par l'entremise du formulaire K27.

49. Lorsqu'il est déterminé qu'un article retenu est inadmissible et qu'il est donc prohibé, l'article sera retenu par l'UIP. Le bureau d'entrée et l'importateur recevront un avis écrit de la détermination, par l'entremise du formulaire K27. Une liste des options offertes sera fournie à l'importateur.

Destruction des marchandises

50. Le bureau d'entrée doit assurer le contrôle adéquat des marchandises prohibées et abandonnées jusqu'à leur cession finale.

51. Dans le cas des marchandises abandonnées à la Couronne, la destruction peut avoir lieu immédiatement, pourvu que l'importateur ait signé la zone appropriée sur le formulaire K27.

52. Dans le cas des marchandises prohibées, la destruction ne peut pas avoir lieu avant 120 jours après la date de la détermination (30 jours après la période d'appel obligatoire de 90 jours).

53. Les marchandises prohibées doivent être détruites. Elles ne peuvent pas être recyclées ni revendues et elles doivent être détruites dans un environnement sécuritaire.

54. Les méthodes de destruction suivantes sont recommandées :

- a) Passer un aimant sur les cassettes audio et vidéo, puis vérifier si l'enregistrement a été complètement effacé du support d'information;
- b) Déchiqueter ou pulvériser le matériel jusqu'à ce qu'il ne soit plus identifiable;
- c) Incinérer le matériel;
- d) Autres moyens suivant les instructions de l'UIP.

41. Lorsqu'une expédition renferme plusieurs copies du même article, une seule copie de chaque titre doit être envoyée à l'UIP pour une détermination. Les autres copies doivent être conservées en lieu sûr au bureau jusqu'à nouvel ordre.

42. Une fois que les marchandises suspectes ont été retenues de manière appropriée au moyen d'une formulaire K27 et envoyées à Ottawa en vue d'une détermination, les fonctionnaires de l'ASFC devraient immédiatement en aviser l'UIP. À cette fin, un courtiel devrait être envoyé à piu-wip@cbsa-asfc.gc.ca afin de fournir à l'UIP les détails sur les marchandises retenues ainsi que les renseignements sur l'expédition. Lorsque la version électronique du formulaire K27 est utilisée pour la retenue, une copie devrait être jointe au courtiel. Si nécessaire, on peut fournir un avis d'expédition par télécopieur, en communiquant avec le 613-957-4653.

43. Si l'UIP n'a pas envoyé de confirmation pour la réception des marchandises dans un délai de cinq jours ouvrables, le bureau d'entrée doit faire le suivi en communiquant avec l'UIP.

44. Des copies des formulaires K27 et K27A, ainsi que les documents d'expédition connexes, doivent être conservées au bureau d'entrée aux fins de référence.

Ordinateurs portatifs et matériel informatique

45. Les ordinateurs portatifs et le matériel informatique sont des types de marchandises uniques et doivent donc être traités différemment. Si un ordinateur portatif ou un appareil informatique a été ciblé à titre de matériel suspect et que, par suite d'un examen préliminaire, on découvre qu'il contient du matériel obscène ou de la propagande haineuse, celui-ci doit être retenu, y compris les câbles d'alimentation et les piles nécessaires ainsi que tout matériel périphérique (souris, disque dur externe, etc.). Si des mois de passe sont nécessaires pour accéder les fichiers sur l'ordinateur ou le matériel informatique, les fonctionnaires de l'AFSC doivent s'assurer que ces mois de passe sont correctement indiqués et transmis à l'UIP.

46. Quand des ordinateurs portatifs ou du matériel informatique sont retenues, la partie supérieure et la partie A du formulaire K27 doivent être remplies en entier, et la copie appropriée du formulaire dûment rempli doit être fournie à l'importateur. Les fonctionnaires de l'ASFC doivent ensuite communiquer avec l'UIP au 613-954-7049 pour obtenir des directives sur la marche à suivre. Les ordinateurs portatifs et le matériel informatique ne doivent pas être emballés et envoyés à Ottawa sans que l'UIP ait été consultée au préalable.

de l'ASFC ont accès à la version courante par voie électronique, laquelle est disponible exclusivement dans l'intranet de l'ASFC sous « Formulaires/modèles. » Tous les formulaires doivent être remplis de façon lisible et, lorsque possible, par voie électronique.

27. En ce qui concerne la case intitulée « N° de contrôle régional », le bureau doit tenir un registre afin d'attribuer un numéro de contrôle d'ordre distinct et séquentiel à chaque formulaire K27. Tous les numéros de contrôle régionaux doivent être indiqués de la même façon, en précisant l'année civile, le numéro de bureau unique, l'expression « K27 » et un numéro de série à quatre chiffres (p. ex. 2008-803-K27-0001). Il est à noter que le système de numérotation recommencera au début de chaque année civile.

28. Lorsque les marchandises sont retenues parce que l'on soupçonne qu'elles constituent du matériel obscène ou de la propagande haineuse, la partie supérieure et la partie A du formulaire K27 doivent être remplies en entier.

29. Lorsque les marchandises sont prohibées en tant que matériel obscène ou propagande haineuse, conformément au SRT, la partie supérieure ainsi que les parties A et B du formulaire K27 doivent être remplies en entier.

30. Il faut s'assurer que toutes les zones appropriées du formulaire K27 sont bien remplies. Si le fonctionnaire de l'ASFC est incapable d'entrer tous les renseignements appropriés dans l'espace prévu sur le formulaire K27, il doit joindre une liste et le mentionner sur le K27.

31. Les copies du formulaire K27 dûment remplies doivent être distribuées comme il suit :

- a) une copie – importateur/déterminateur
- b) une copie – bureau de l'ASFC d'origine
- c) une copie – Unité des importations prohibées
- d) une copie – contrôle des marchandises

Formulaire K27A

32. Lorsqu'une expédition renferme plus d'un titre prohibé, le formulaire K27A, *Feuille supplémentaire*, est exigé. La version papier de ce formulaire n'est plus disponible. Tous les fonctionnaires de l'ASFC ont accès à la version courante par voie électronique, laquelle est disponible exclusivement dans l'intranet de l'ASFC sous « Formulaires/modèles. » Il faut s'assurer que toutes les zones appropriées sont bien remplies.

33. Le formulaire K27A doit être distribué de la même façon que le formulaire K27.

Abandon des marchandises

34. Les importateurs ont le droit d'abandonner à la Couronne, avant la détermination, les marchandises suspectes confisquées. Si un importateur souhaite exercer ce

droit, les fonctionnaires de l'ASFC doivent remplir la partie supérieure et la partie A du formulaire K27 et demander à l'importateur d'autoriser l'abandon en signant le formulaire à l'endroit prévu à cet effet, juste en dessous de la partie A. Une copie du formulaire K27 dûment rempli doit être fournie à l'importateur, et les autres copies doivent être distribuées comme il se doit. Les marchandises abandonnées peuvent être détruites immédiatement ou être conservées en lieu sûr dans l'intervalle. Les marchandises abandonnées ne doivent pas être envoyées à l'UIP.

Exportation des marchandises

35. Les importateurs ont le droit d'exporter du Canada le matériel prohibé à titre d'obscénité ou de propagande haineuse dans les 90 jours suivant la date de la détermination. Toutes les exportations doivent se faire sous le contrôle des douanes et il incombe à l'importateur de prendre les dispositions nécessaires et d'en assumer les frais. Les marchandises retenues dans un bureau intérieur, telles que les marchandises prohibées dans les centres du courtier international, peuvent seulement être exportées par un transporteur cautionné agréé. Toutes les exportations de marchandises prohibées doivent être documentées au moyen d'un formulaire E15, *Certificat de destruction/exportation*.

Envoi des marchandises

36. Seules les marchandises suspectes qui ont été retenues de la façon appropriée à l'aide du formulaire K27 peuvent être envoyées à l'UIP en vue d'une détermination. Toutes les marchandises non suspectes doivent être immédiatement remises à l'importateur.

37. Les marchandises qui ont été incorrectement envoyées à l'UIP en vue d'une détermination seront retournées au bureau d'origine à des fins de traitement.

38. Le matériel suspect doit être envoyé immédiatement à l'UIP afin de s'assurer qu'une détermination sera faite dans les 30 jours suivant la date de la retenue. Comme ce délai est conforme aux instructions du tribunal, l'ASFC doit déployer tous les efforts pour respecter ce délai.

39. Comme les marchandises suspectes sont contrôlées, elles doivent être envoyées à l'UIP uniquement au moyen d'un service de messageries 24 h reconnu. Cela permettra de s'assurer que les marchandises arrivent rapidement et peuvent être suivies tout au long du processus d'expédition. Le courtier régulier ou le courtier interne ne sont pas des méthodes acceptables d'expédition.

40. Les marchandises, accompagnées des formulaires K27 requis, doivent être emballées de façon sécuritaire et envoyées par service de messageries à l'adresse suivante :

Agence des services frontaliers du Canada
Unité des importations prohibées
150, rue Isabella, 5^e étage
Ottawa (Ontario) K1S 1V7

groupe identifiable, on doit immédiatement accorder la mainlevée des marchandises. Le formulaire K27 n'est pas requis, puisque les marchandises n'ont pas été retenues.

12. Lorsqu'il est soupçonné que les marchandises représentent une exploitation indu de choses sexuelles ou ciblent un groupe identifiable au moment de leur examen initial, les fonctionnaires de l'ASFC doivent effectuer une recherche dans le SRT pour y trouver, s'il y a lieu, un article qui correspond exactement à l'article suspect.

Système de référence technique (SRT)

13. Le SRT est une composante du Système des douanes pour le secteur commercial (SDSC) qui permet d'identifier le matériel ayant déjà fait l'objet d'une détermination par l'UIP. Pour toutes les marchandises suspectes identifiées à la suite d'une opération de ciblage, on doit immédiatement consulter le SRT afin de déterminer si les articles suspects ont déjà été examinés. L'annexe B explique étape par étape la façon d'accéder au SRT et de chercher des titres de matériel suspect.

14. Il est important que les fonctionnaires de l'ASFC s'assurent que l'article suspect (c.-à-d. le titre de l'ouvrage, le type de marchandise, la durée, le nombre de pages, etc.) correspond exactement à l'entrée figurant dans le SRT.

15. De plus, les fonctionnaires de l'ASFC doivent toujours s'assurer qu'ils consultent la décision la plus récente dans le SRT et se reportent à l'article qui correspond le plus exactement à l'article suspect, puisque certains titres d'ouvrage peuvent y apparaître plus d'une fois. Le cas échéant, la dernière entrée dans le système, en ce qui concerne le même type de marchandise, est la plus récente et doit être consultée en premier lieu.

Résultats du SRT et mesures

16. Lorsque l'article exact figure dans le SRT comme « Interdiction : N », l'article est admissible et doit être remis immédiatement à l'importateur, sous réserve du paiement des droits et/ou des taxes applicables. Aucun formulaire K27 n'est nécessaire, car les marchandises n'ont pas été retenues.

17. Lorsque l'article exact figure dans le SRT comme « Interdiction : O » et que la date d'entrée en vigueur est à compter du 1^{er} avril 2001, l'article est prohibé. (La date d'entrée en vigueur apparaît dans le coin supérieur droit de l'écran « Décision Recherche » du SRT). Ainsi, la partie supérieure et les parties A et B du formulaire K27 doivent être remplies entièrement, il faut y préciser le numéro du SRT et donner les raisons de la prohibition. La copie appropriée du formulaire K27 doit être envoyée à l'importateur et les autres copies doivent être distribuées selon les besoins.

18. Lorsque l'article exact figure dans le SRT comme « Interdiction : O » et que la date d'entrée en vigueur est antérieure au 1^{er} avril 2001, l'article doit être retenu pour

que l'UIP fasse une nouvelle détermination. La partie supérieure et la partie A du formulaire K27 doivent être remplies au complet. La copie appropriée du formulaire K27 doit être fournie à l'importateur et l'article doit être envoyé à l'UIP, accompagné d'une copie du formulaire K27.

19. Les marchandises qui ont été incorrectement envoyées à l'UIP en vue d'une détermination seront immédiatement retournées au bureau d'origine pour être traitées.

20. Lorsque l'article exact ne figure pas dans le SRT mais qu'il demeure suspect, un examen secondaire est exigé.

Examen secondaire

21. Lorsque l'article exact ne figure pas dans le SRT, les fonctionnaires de l'ASFC doivent examiner les marchandises de façon plus détaillée, en vue de chercher des indices d'obscénité ou de propagande haineuse. Pour de plus amples renseignements concernant ces indices, veuillez vous reporter aux Mémorandums D9-1-1 et D9-1-15, respectivement.

22. Si l'article suspect ne renferme aucun indice, il doit être remis à l'importateur immédiatement. Aucun formulaire K27 n'est nécessaire, car les marchandises n'ont pas été retenues.

23. Si l'article suspect renferme des indices, il doit être retenu en vue d'une détermination par l'UIP. La partie supérieure et la partie A du formulaire K27 doivent être remplies en entier. La copie appropriée du formulaire K27 doit être fournie à l'importateur et l'article est envoyé à l'UIP, accompagné d'une copie du formulaire K27.

24. Lorsqu'une expédition renferme des articles multiples, dont certains ont déjà été prohibés et d'autres sont suspects, il faut remplir la partie supérieure et les parties A et B du formulaire K27. Dans la partie A, tous les titres contenus dans l'expédition doivent être énumérés. Dans la partie B, seuls les titres qui ont déjà été prohibés, conformément au SRT, doivent être énumérés dans la zone appropriée. Un astérisque doit être indiqué dans la partie B afin d'expliquer que les autres titres ont été envoyés à l'UIP en vue d'une détermination. Dans les cas où une expédition renferme également du matériel non suspect, les marchandises admissibles doivent être immédiatement remises à l'importateur et ne doivent pas apparaître sur le formulaire K27, car elles n'ont pas été retenues.

Formulaire K27

25. Le formulaire K27, *Avis de retenue ou de classement tarifaire*, doit être rempli lorsque les marchandises suspectes sont retenues et/ou prohibées, conformément au SRT, en tant que matériel obscène ou propagande haineuse.

26. Les fonctionnaires de l'ASFC doivent toujours utiliser la version courante du formulaire K27. La version papier de ce formulaire n'est plus disponible. Tous les fonctionnaires



Ottawa, le 14 février 2008

MÉMORANDUM D9-1-17

PROCÉDURES DE L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA SUR LA DÉTERMINATION DE MATÉRIEL OBSCÈNE ET DE PROPAGANDE HAINÉUSE

Le présent mémorandum expose et explique les rôles et les responsabilités des fonctionnaires de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) relativement au traitement des marchandises pouvant constituer du matériel obscène ou de la propagande hainéuse (y compris la sédition et la trahison).

LIGNES DIRECTRICES ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le traitement du matériel suspect et le processus décisionnel pour classer le matériel en tant que marchandises pouvant être réputées obscènes ou constituer de la propagande hainéuse en vertu du numéro tarifaire 9899.00.00 ont, pour l'ASFC et pour les importateurs, des répercussions bien différentes de celles qui découlent de décisions comparables prises à l'égard d'autres marchandises n'ayant pas trait à des questions liées à la *Charte canadienne des droits et libertés*.

2. Avant de retenir des marchandises qui pourraient constituer du matériel obscène ou de la propagande hainéuse, les fonctionnaires de l'ASFC doivent d'abord déterminer s'il y a présence induite de l'exploitation des choses sexuelles ou de ciblage d'un groupe identifiable. Ils doivent également effectuer une recherche dans le Système de référence technique (SRT) pour vérifier s'il existe des décisions antérieures relativement à des marchandises identiques.

3. Toutes les marchandises suspectes qui nécessitent une détermination doivent être retenues et envoyées à l'Unité des importations prohibées (UIP), à l'Administration centrale, à Ottawa, aux fins de la détermination.

4. Le résumé détaillé de ce processus figure à l'annexe A.

Ciblage

5. Le ciblage efficace est un élément essentiel de la réussite du programme des importations prohibées.

6. En appliquant des critères de ciblage appropriés et en utilisant une approche de gestion du risque avant de retenir les marchandises, les fonctionnaires de l'ASFC seront en mesure de procéder à des retenues plus exactes qui, en bout de ligne, se traduiront par un taux de prohibition plus élevé. Ainsi, il n'y aura pas atteinte au droit de liberté d'expression garanti par la Charte.

Examen préliminaire

7. Les fonctionnaires de l'ASFC doivent garder en tête que l'ASFC ne cible pas les importateurs en ce qui concerne la présence potentielle de matériel obscène ou de propagande hainéuse.
8. Le matériel doit être ciblé à des fins d'examen approfondi uniquement s'il répond à au moins un des critères suivants :
- a) La description des marchandises sur la facture ou toute autre documentation disponible, expose les détails de l'importation et laisse supposer que l'expédition contient du matériel suspect qui a déjà été prohibé par l'ASFC;
 - b) L'exportateur est reconnu pour traiter du matériel obscène ou de la propagande hainéuse;
 - c) L'origine géographique de la maison de production ou d'édition est reconnue par rapport au matériel obscène ou à la propagande hainéuse;
 - d) On dispose de renseignements approuvés en ce qui concerne l'expédition;
 - e) D'autres renseignements connus laissent supposer la présence de marchandises pouvant constituer du matériel obscène ou de la propagande hainéuse.
9. Le matériel suspect peut se présenter sous diverses formes, notamment du matériel écrit, visuel ou audio. Celui-ci comprend couramment des vidéocassettes, des DVDs, des audiocassettes, des livres et des revues. Les ordinateurs portatifs et le matériel informatique sont des types de marchandises uniques et doivent être traités différemment selon l'information qui suit plus bas.
10. Au cours de l'examen initial des marchandises suspectes, les fonctionnaires de l'ASFC doivent scruter les expéditions dans le but d'y déceler la présence de matériel pouvant représenter une exploitation induite de choses sexuelles (obscénité) ou pouvant cibler un groupe identifiable (propagande hainéuse). Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter les versions actuelles des *Mémorandums D9-1-1, Politique de l'Agence des services frontaliers du Canada sur le classement du matériel obscène et D9-1-15, Politique de l'Agence des services frontaliers du Canada sur le classement de la propagande hainéuse et du matériel de nature à fomenter la sédition et la trahison* respectivement.
11. Suite à l'examen initial, s'il est établi que l'expédition ne comporte pas de marchandises pouvant représenter une exploitation induite de choses sexuelles ou pouvant cibler un



Ottawa, le 14 février 2008

MÉMORANDUM D9-1-17

En résumé

PROCÉDURES DE L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA SUR LA DÉTERMINATION DE MATÉRIEL OBSCÈNE ET DE PROPAGANDE HAINEUSE

1. Ce mémorandum a été mis au point pour exposer clairement les procédures de l'Agence des services frontaliers du Canada servant à déterminer le matériel obscène et la propagande haineuse.
2. Ce mémorandum remplace la publication des Lignes directrices intermédiaires – Politique de l'Agence des services frontaliers du Canada sur la détermination de matériel obscène et de propagande haineuse dans les régions centralisées, en date du 29 septembre 2003.



GRAND & TAY
L26-99577
(L26-320)